

SERVICES

Abonnement	18
Abonnement étranger	17
Couleur	9
Service client	14
Service presse	14
Service publicité	14
Service abonnements	14
Service distribution	13

TÉLÉMATÉ

Les numéros des précédents numéros	3615
Les numéros des prochains numéros	3616

La situation en Corse

En garde le gouvernement « scalateurs » fonciers

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Leleu, a déclaré mardi 8 août que le gouvernement était en garde contre les « scalateurs » fonciers. Il a souligné que la loi relative à la Corse, votée en 1982, avait pour but de garantir la stabilité foncière de l'île et de lutter contre les spéculations immobilières. Leleu a précisé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la loi.

Châliens cette année

Le maire de Châlons-en-Champagne, Jean-Pierre Lecoq, a annoncé que la ville allait organiser une grande manifestation pour célébrer le centenaire de la Commune de Châlons. La manifestation aura lieu le dimanche 10 septembre et sera composée de plusieurs événements, dont une grande parade, des concerts et des expositions. Lecoq a souligné que la ville était fière de célébrer cet événement et qu'elle espérait que la manifestation soit un succès.

Des interventions sauvages de rap à partir de l'Atelier de Sol

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a annoncé qu'il allait organiser une série d'interventions sauvages de rap dans les rues de Paris. Les interventions auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces interventions étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a également annoncé qu'il allait organiser une série de performances de rap dans les rues de Paris. Les performances auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces performances étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a également annoncé qu'il allait organiser une série de performances de rap dans les rues de Paris. Les performances auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces performances étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a également annoncé qu'il allait organiser une série de performances de rap dans les rues de Paris. Les performances auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces performances étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a également annoncé qu'il allait organiser une série de performances de rap dans les rues de Paris. Les performances auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces performances étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a également annoncé qu'il allait organiser une série de performances de rap dans les rues de Paris. Les performances auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces performances étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Le collectif d'artistes de l'Atelier de Sol a également annoncé qu'il allait organiser une série de performances de rap dans les rues de Paris. Les performances auront lieu à partir du 15 août et seront composées de performances de rap, de danse et de théâtre. Le collectif a souligné que ces performances étaient destinées à attirer l'attention sur les problèmes sociaux et politiques de la ville.

Amérique centrale : un pas vers la paix

« L'accord de Teie », signé le lundi 7 août par les cinq présidents centra-américains en vue de donner la chance à la paix dans une région troublée par une décennie d'affrontements civils, marque-t-il une étape décisive ?

Les passinistes ne sauraient oublier le destin de la plus récente tentative de donner corps au fameux plan qui avait, fin 1987, valu — un peu vite — le prix Nobel de la paix à son auteur, le Costaricien Oscar Arias. Un mois après la signature, le 15 février, au Salvador, d'un engagement des cinq chefs d'Etat à présenter « dans les quatre-vingt-dix jours un plan commun pour la démobilitation de la résistance nicaraguayenne », le président du Honduras (héritier du sommet de Teie) — chapitre entre-temps par un sous-secrétaire d'Etat de Washington — faisait soudain connaître son moindre empressement à bouter hors de ses frontières les encombrants « contras » antisandinistes.

Quelques éléments d'optimisme peuvent cependant être répertoriés. Tout d'abord, l'Union nationale d'opposition nicaraguayenne (dont les quatorze formations viennent de signer avec les commandants de Managua un accord en vue d'assurer le bon déroulement du scrutin du 25 février prochain) s'est déclarée « satisfaite » des résultats du 7 août. Or le respect du pluralisme par les sandinistes est unanimement considéré comme la première condition — nécessaire sinon, certes, suffisante — de l'établissement dans toute la région.

Les Etats-Unis — tuteurs désormais sourcilieux encore que fréquemment paternels de la démocratie au sud du Rio Grande — pourront-ils, une fois de plus, faire ostensiblement la fine bouche ? Les premières réactions à Washington (où le pragmatisme de M. Bush a succédé au dogmatisme, sur ce sujet, de M. Reagan) ne témoignent pas d'une véritable consternation. Il est vrai que le nouveau « plan de démobilitation » des « contras » requiert l'adhésion des principaux intéressés ; il ne devrait pas être impossible, dès lors, avant de rendre le dernier feuillet de « trahison » ce plan, le temps de juger de la régularité des prochaines élections au Nicaragua.

En outre, le gouvernement de Managua — qui, jusqu'à preuve du contraire, respecte, fût-ce avec réticence, les accords pour ce qui le concerne directement — s'est également, cette fois, engagé à la modération envers son allié, la guérilla salvadorienne. Il a aussi annoncé la suspension de la plainte qu'il avait déposée en 1986 devant la Cour de Justice de La Haye contre le Honduras, sanctuaire des antisandinistes armés. Il y a donc là les prémices d'une dynamique d'apaisement global.

Les pouvoirs en place dans l'isthme, y compris l'extrême droite qui dirige le Salvador, ne sauraient-ils, enfin, être sensibles à l'immense aspiration à une vie plus digne de 28 millions de Centre-Américains accablés par des guerres qui ont fait près de cent mille morts ?

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 0809 D - 4,50 F

3790147004500 08090

Agitation sociale et instabilité politique

Le pouvoir et Solidarité s'efforcent de juguler les grèves en Pologne

Pour tenter de sortir de l'impasse politique en Pologne, M. Walesa a proposé, lundi 7 août à Gdansk, la formation d'une coalition regroupant Solidarité, et deux petites formations, le Parti paysan et le Parti démocrate, alliés traditionnels des communistes. Parallèlement, des conversations entre le pouvoir et l'opposition se déroulent à Varsovie pour prévenir l'extension des grèves et de l'agitation sociale.

VARSOVIE de notre envoyé spécial

D'importantes négociations se poursuivaient, mardi 8 août, à Varsovie entre le gouvernement, Solidarité et le syndicat officiel pour tenter d'écarter la menace d'un vaste mouvement de grèves dans le secteur public (chemins de fer, PTT et transports urbains). Les discussions portent sur l'application du plan d'indexation des salaires, voté par la Diète la semaine dernière pour compenser la libération des prix des produits alimentaires de base.

Une grève d'avertissement, ce week-end, des cheminots de

Basse-Silésie, une autre signalée dans les bureaux de poste à Poznań, des négociations bloquées à l'entreprise de caoutchouc Stomil, de Grudziadz, etc. : le front social, en Pologne, est loin encore d'avoir explosé, mais il donne des signes de nervosité suffisamment sérieux pour peser sur une situation politique instable.

Une semaine à peine après la confirmation par la Diète du nouveau premier ministre, le général Kiszczak, M. Lech Walesa a relancé, lundi, les spéculations en réaffirmant son refus d'un gouvernement Kiszczak.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 3.)

Le trente-troisième tir d'Ariane

Un satellite scientifique établira un « atlas » des étoiles

Deux vols spatiaux devaient avoir lieu, mardi 8 et mercredi 9 août. Le premier, effectué depuis cap Canaveral par la navette américaine Columbia, pour mettre en orbite un satellite espion. Le second, réalisé par la fusée européenne Ariane-4, pour lancer deux satellites importants : l'un, de télévision directe ; l'autre, destiné à l'observation des étoiles, avec une précision jamais atteinte.

Le trente-troisième tir de la fusée Ariane devait avoir lieu dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 août. Lancée de la base de Kourou (Guyane française), la fusée européenne — une version lourde d'Ariane-4 — est chargée de mettre en orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude, deux satellites très attendus : TVSAT-2, satellite ouest-allemand de télévision directe, et Hipparcos, premier satellite scientifique d'astrométrie jamais embarqué. Le premier remplacera son « jumeau » TVSAT-1 lancé en novembre 1987, qui n'a jamais fonctionné. Le second établira un véritable « atlas » du ciel. Il observera plus de cent mille

étoiles, dont il mesurera la position avec une précision jamais atteinte jusqu'à présent.

Mardi 8 août, quelques heures plus tôt, la navette américaine Columbia devait décoller du centre spatial de cap Canaveral, avec à son bord cinq astronautes, pour une mission militaire sur laquelle le Pentagone observe un silence quasi total. Selon les spécialistes américains, Columbia devrait placer en orbite un satellite espion très perfectionné, dont les caméras ultrasensibles pourraient notamment surveiller l'URSS, la Chine et le Proche-Orient.

(Lire page 20 l'article de CATHERINE VINCENT.)

La Maison Blanche et la crise des otages

Le baptême du feu du président Bush

Tandis que les autorités israéliennes semblent divisées sur la conduite à tenir dans la crise des otages du Liban, Washington a exprimé à ce sujet, lundi 7 août, un relatif optimisme.

L'opinion américaine comme la majorité des milieux politiques, jugent favorablement la manière dont le président Bush s'est tiré de cette première épreuve.

NEW-YORK de notre envoyée spéciale

Après la crise, l'accalmie ? Après une semaine d'angoisse et de négociations frénétiques pour éviter l'exécution d'un second otage américain au Liban, l'administration Bush reprend son souffle et le président savoure un deuxième, et sans doute très éphémère, « état de grâce ». Lundi



PANCHO

7 août, se disant « relativement optimiste », il a laissé entendre, par son porte-parole, qu'il faudrait « beaucoup de temps » pour régler la question des otages, et le FBI a enfin admis que le cadavre

ligoté et pendu, abondamment montré dans la vidéo fournie par les ravisseurs chiites, était « très certainement » celui du lieutenant-colonel Higgins : une page, la plus douloureuse, semble-t-il, dans la partie de billard diplomatique à plusieurs bandes qui se joue à l'heure actuelle entre Téhéran, Jérusalem, Washington et quelques autres capitales, bien des données échappent aux calculs de la Maison Blanche, une seule chose est sûre : George Bush, dont c'était en quelque sorte le baptême du feu en tant que président, s'est tiré plus qu'honorablement de l'épreuve. Il a gagné la première partie, peut-être la plus difficile pour lui, celle qui l'opposait à une opinion publique peu encline jusqu'à lui à trahir des couronnes. Car pour autant qu'un sondage soit représentatif d'une situation aussi mouvante, selon une enquête effectuée par Time Magazine dans son édition en date du 14 août, 46 % des Américains approuvent la conduite prudente de leur président, pour 32 % qui la critiquent.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.
(Lire la suite page 3.)

La mort d'Hubert Beuve-Méry

Les leçons du « Patron »

La mort d'Hubert Beuve-Méry a suscité de nombreux témoignages en France et à l'étranger. Bertrand Poirot-Delpech évoque ici ses rencontres avec le fondateur du « Monde ».

« Alors, comme ça, vous voulez faire du journalisme ? » Le bureau sentait l'encaustique et la banque huguenote. Dix pas interminables séparèrent la porte de la table vide. « Il » paraissait de passage. Il restait debout, un pied sur sa chaise, comme pour inciter à la brièveté. La lecture des propos démentait cette impression. La voix avait la lourdeur étouffée des confessionnaux. Une éternelle gitanie au bec compliquait l'échange. Doutait-il que sa parole eût de l'intérêt ? Ou rusait-il, ainsi, pour mieux se faire entendre ? Il n'est pire comédien que le timide qui n'ose croire, ni ne sait mentir.

« Vous tenez vraiment à faire ce métier ? » Dans « son » journal, oui. L'éditorialiste prophète

du pire et peu sensible aux grâces de style m'en imposait moins que le jeune directeur de presse (moins de cinquante ans en ce mois de juin 1951), qui s'était offert le luxe suprême d'être craint par les gens qu'on méprise, et à partir de rien, de cette donnée à peine cotée en Bourse qu'on appelle la vérité. Ce pauvre authentique avait tous les gens d'argent à ses trousses, à

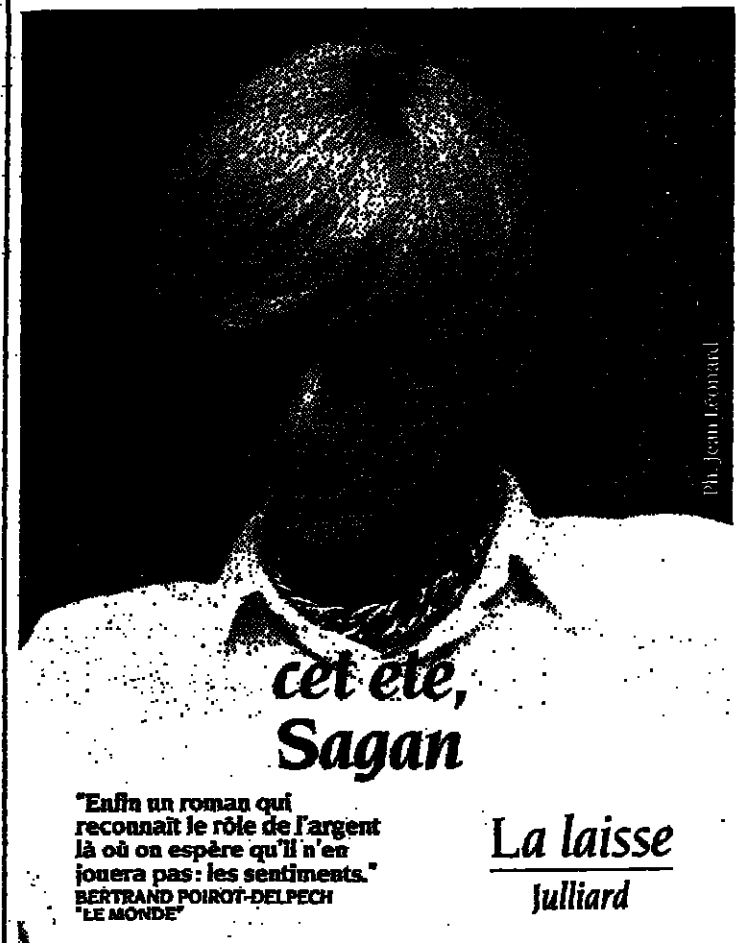
ses basques. Il connaissait la volupté seigneuriale de dire non aux nantis, aux importants, aux jacobins. Cela me rappelait quelquefois à quel point il ressemblait trop pour qu'ils ne s'agacent pas l'un, l'autre. Il serait mon de Gaulle à moi.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française.
(Lire la suite page 8.)

— Lire également —

- « L'ami », par Paul Delouvrier.
- « Sirius », vu par Jean Daniel, Pierre Dumoyet de Segonzac, Françoise Giroud, Georges Hourdian, Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard, Jean Lacouture, Pierre Mendès France et Edouard Sablier.
- « Sa dernière visite à Talzè », par Frère Roger.
- Les réactions de la rédaction du Monde et des milieux politiques.
- Les commentaires des journaux parisiens et étrangers.

Pages 8 et 9



cet été,
Sagan

La laisse
Julliard

« Enfin un roman qui reconnaît le rôle de l'argent là où on espère qu'il n'en jouera pas : les sentiments. »
BERTRAND POIROT-DELPECH
LE MONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 1,50 P. ; France, 4,50 F ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 300 L. ; Japon, 1.800 Y. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 330 F. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكنا في الحظ

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Le 21 juin — la veille de l'armistice — 27 parlementaires embarquent sur le Massilia à destination du Maroc, pour éviter d'être pris par les Allemands. Parmi eux, Georges Mandel, Jean Zay, Pierre Mendès France. Mais ce qui aurait pu être un acte politique se transforme en équipée individuelle que le nouveau régime exploitera au mieux contre le monde parlementaire.

« C'EST en pleine indépendance que le gouvernement [...] écarte d'une façon définitive tout départ pour l'étranger. Certains parlementaires et anciens ministres français en ont décidé autrement. L'opinion publique n'aura pour eux aucune indulgence. En fuyant les responsabilités qu'ils ont assumées vis-à-vis de la nation, ils se sont retirés de la communauté française », déclarait, le 24 juin à la radio, Jean Prouvost. Cet industriel du textile, qui avait racheté Paris-Midi et Paris-Soir, et dont Reynaud avait fait un ministre de l'information, venait d'être nommé par Pétain, le 19 juin, haut-commissaire à la propagande française. Il entendait surtout faire savoir que le gouvernement dans sa totalité demeurerait dans l'Hexagone, mais, ne faisant pas dans la dentelle, il en profitait pour clouer au pilori, comme déserteurs, ceux des parlementaires qui s'étaient embarqués à bord du Massilia le 21 juin.

Or la question du départ s'était posée quatre jours plus tôt à l'ensemble du gouvernement et de la classe politique. Car quelle que fût la popularité de Pétain, accrue par le choix qu'il avait fait d'une stratégie hexagonale, l'avenir politique de son gouvernement dépendait du bon vouloir et de l'intelligence politique de Hitler.

Et, comme le Führer n'avait pas encore répondu à la demande d'armistice, le 18 juin, en fin d'après-midi, Philippe Pétain avait dû consentir à une « formule transactionnelle » proposée par le président du Sénat, Jules Jeanneney : le président du conseil, autrement dit Pétain, demeurerait en métropole, entouré des ministres « militaires » (guerre, marine, air) et de deux ministres « civils » (Pomaret et Frossard). Mais le président de la République, Lebrun, incarnant l'Etat, partirait en Afrique du Nord, avec le vice-président du conseil (Chaumet), d'autres ministres et les présidents des Chambres, Jeanneney et Herriot.

Ce compromis s'imposait : Bordeaux n'était plus à l'abri d'un coup de main allemand, et il était hors de question que le gouvernement pût être fait prisonnier dans sa totalité. Ce 18 juin, en effet, débutait la bataille de Cherbourg, les Panzers de Guderian avaient atteint Pontarlier ; on se battait sur la Loire, à Briare, à Gien ; Roanne était menacée, Mâcon déjà tombée.

EN acceptant le départ de Lebrun et d'une partie des ministres, Pétain s'exposait, il est vrai, à un risque non négligeable de dyarchie ; et, ce qui serait en jeu, c'était la politique d'armistice telle que l'envisageait la nouvelle équipe. Quatre jours plus tard, Rethondes — où, le 22 juin, l'armistice est signé — sacrifierait Pétain maître de la France vaincue. Mais une petite trentaine de parlementaires voguait alors entre Bordeaux et Casablanca : ceux-là paieront pour tous ceux qui étaient demeurés hostiles à la politique des hommes au pouvoir.

Comment les attitudes avaient-elles pu évoluer à ce point ? D'abord, Hitler — et c'est capital — répondra suffisamment vite à la demande d'armistice : dès le 19 juin. Ensuite, la minorité agissante qui avait toujours combattu la guerre fit un forcing efficace. Ce groupe, qui voulait également changer de régime, fut baptisé « Commune de Bordeaux », car il avait son centre d'impulsion à la mairie de Bordeaux, où trônait Adrien Marquet, ci-devant socialiste et attiré depuis quelques années par l'ordre et l'autorité ; le chef d'orchestre en était Pierre Laval, arrivé le 14 juin et auquel son ami Marquet accorda — privilège insigne — un

bureau. On trouve autour de lui des ultra-munichois venus de la droite musclée (Scapini, Reibel) ou ayant transité par le Parti radical (Montigny, Bergery), quelques socialistes, dont un ex-ministre de Blum, Spinasse. Ce groupe manœuvrait des parlementaires désorientés qui se réunissaient de façon informelle, les députés dans une école du cours Anatole-France, les sénateurs dans un cinéma de la rue Judakue.

Ne négociant pas sur le bourrage de crâne, Reibel affirmait, impavide : « Les jeunes soldats, d'après l'avis du général Nogues, ne pourraient résister au climat. On a déjà envoyé quelques milliers de recrues en Algérie, elles meurent comme des mouches [...] ».

Leur action fut encore plus déterminante sur les hommes qui comptaient. Ils convainquirent aisément un Pétain qui ne demandait pas mieux que de l'être ; dès le 18 juin au soir, Laval lui démontra qu'il y avait risque pour lui dès lors qu'il y aurait « évasion du véritable gouvernement ». Il freinera au maximum le départ et imposera sa décision les 21

deux. Tous, en revanche, étaient munis de bons d'embarquement en bonne et due forme.

Il serait exagéré de parler de manœuvre délibérée pour faire tomber les parlementaires du Massilia dans un traquenard. Mais il fut bientôt clair qu'on ne regretterait pas ce départ, pour exploiter au mieux l'affaire contre le monde parlementaire, d'une manière générale, et certains esprits rebelles, en particulier. Car il y avait parmi les partants 7 anciens ministres qui avaient participé à des gouvernements du Front populaire et 2 personnalités de renom : Edouard Daladier et Georges Mandel ; d'autres avaient montré beaucoup de fermeté : Jean Zay, Pierre Mendès France, André Le Troquer, Pierre Viénot.

Le départ avait été assez agité, car l'équipage, qui revenait d'Afrique du Nord et espérait débarquer à Bordeaux, dont la majorité était originaire, avait

gné sur le bateau, qui fut même pendant quelques heures ancré au milieu de la rade ; les voyageurs étaient surveillés de fort près.

Ces mesures avaient été prises par les services du général Nogues, l'homme fort du Maghreb, puisqu'il était à la fois résident général au Maroc et commandant en chef du théâtre d'opérations d'Afrique du Nord. Il avait d'abord réagi avec une grande vigueur contre la demande d'armistice dans un télégramme envoyé le 18 juin : « Toutes les troupes ainsi que les populations françaises et musulmanes ne prient, dans des démarches éplorées, de demander respectueusement au gouvernement de continuer la lutte et de défendre le sol nord-africain. »

Mais il évoluait. L'arrivée de parlementaires irritait : c'était un élément de pagaille supplémentaire alors qu'il n'était pas sûr de l'attitude des autochtones. L'absence de tout membre du gouvernement le rendait particulièrement soupçonneux. Il entendait demeurer dans la légalité, et ne répondit même pas à de Gaulle, qui avait proposé de se met-

tribunal militaire permanent de Casablanca une information contre X... pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ; cette information pourra être transformée dès la clôture de la session parlementaire par une information visant expressément M. Mandel [...] ».

Car l'homme à abattre fut d'abord Mandel : « belliciste » et adversaire déterminé de l'armistice, c'était un homme politique connu à l'étranger ; bien plus, il était juif ; de surcroît, il avait humilié Pétain, qui, sur la plainte d'un ex-journaliste de Je suis partout, l'accusant d'amasser des armes pour déclencher un putsch avec l'aide du général Bührer, commandant les forces coloniales, l'avait fait arrêter alors qu'il était couvert par l'immunité parlementaire, le 18 juin au restaurant Le Chapon fin. L'envoi général avait obligé à le libérer ; et, comme Pétain lui faisait une lettre affirmant qu'il avait fourni les explications nécessaires, Mandel la lui avait fait récrire de façon que le maréchal de France présentât ses excuses. Ces choses ne s'oublient pas. Il fut à nouveau arrêté sur le Massilia, placé en résidence surveillée à Ifrane, à une cinquantaine de kilomètres de Meknès, relâché puis à nouveau interpellé. Il fut finalement emprisonné sur l'ordre de Pétain, avant d'être livré à l'Allemagne après l'invasion de la zone sud. Ramené en France pour y être tué, la Milice l'abattit le 7 juillet 1944.

D'autres pouvaient servir de boucs émissaires : comme quatre des députés du Massilia étaient « sous les drapeaux », ils furent (malgré les autorisations accordées par les autorités militaires de Bordeaux) inculpés d'abandon de poste ou de désertion. La justice militaire s'acharna sur Jean Zay, engagé volontaire, poursuivi pour « désertion devant l'ennemi ». On ne s'en étonnera pas : le député et maire d'Orléans, franc-maçon et classé comme juif par ses adversaires (son père l'était), symbolisait à lui seul le Front populaire. Il fut condamné le 5 octobre 1940 à la dégradation militaire et à la déportation ; Paris-Soir titrait, le 6 octobre : « Jean Zay sera dégradé. Déserteur juif devant l'ennemi, la dégradation militaire flétrira sa lâche attitude ». La Milice viendra le chercher lui aussi, à Riom, dans sa troisième prison, pour l'abattre le 20 juin 1944. Pierre Mendès France, quant à lui, échappa de huit ans de prison. Viénot, issu d'une bonne famille plus présentable, et ancien combattant décoré de la Grande Guerre, fut condamné à la même peine, mais avec sursis. Et le député modéré Alexis Wiltzer obtint le non-lieu.

Dans un climat de grande confusion, mais grâce au secours de Hitler, l'équipe Pétain l'avait donc emporté : la signature en temps voulu de l'armistice est bien l'acte de baptême du nouveau régime. Son émergence, il est vrai, fut facilitée par l'attitude des opposants hésitants et incapables de s'organiser ; même Mandel semblait n'avoir d'autre arme que le buste de Clemenceau, qu'il transportait soigneusement enveloppé dans une malle d'osier. Les responsables politiques se montrèrent ou timorés, ou trop scrupuleux, ou par trop confiants (ils sous-estimèrent la rouerie manœuvrière de Philippe Pétain), notamment les personnalités les plus officielles, à commencer par le président Lebrun.

Le hara-kiri parlementaire du 10 juillet n'était plus loin. D'autant que la nouvelle équipe pouvait aisément exploiter un antiparlementarisme perceptible tout au long de cette semaine décisive, en jouant tout autant sur un antisémitisme qui a dorénavant pignon sur rue ; à Meknès, en plein milieu des officiers, l'un d'entre eux, à l'arrivée de Pierre Mendès France, pouvait s'écrier : « L'air est devenu irrespirable ; il y a un juif ! ».

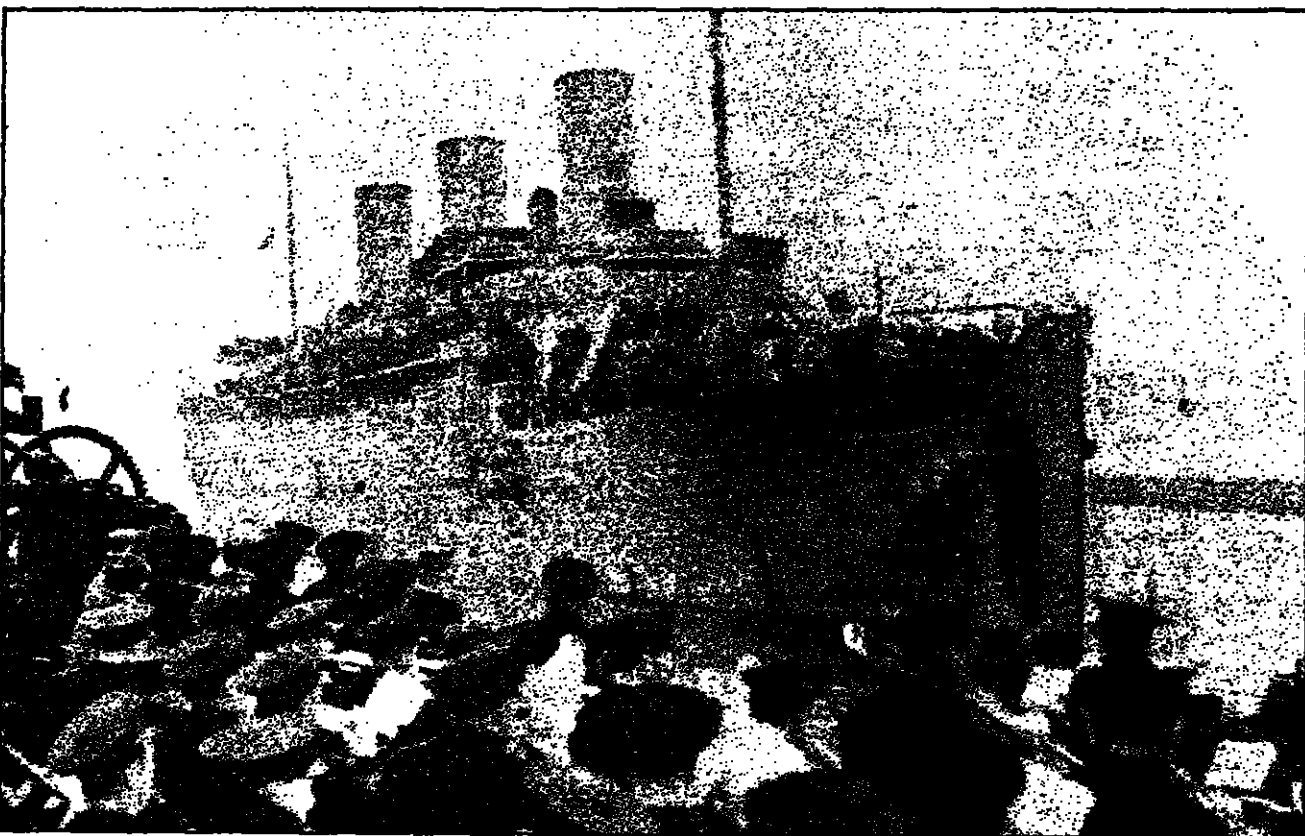
REPÈRE

BIBLIOGRAPHIQUE

► Christiane Rimbaud, *L'affaire du Massilia*, Paris, Le Seuil, 1984, 254 p. Exhaustif et fort bienvenu.

Demain :
Rethondes : le wagon,
l'armistice

21 juin 1940



Le départ du Massilia.

XVII - Le piège du « Massilia »

par
Jean-Pierre Azéma

et 22. Le président de la République fut, lui, littéralement agressé par des affirmations du genre : « Si vous quittez la France, vous n'y remettrez plus les pieds. »

Deux hommes encore jouèrent un rôle majeur dans ce sas difficile : Weygand, qui fit barrage, et le nouveau sous-secrétaire d'Etat Raphaël Alibert, réactionnaire bon teint, obsédé par son souci d'étrangler la « gueuse », qui excipait de l'évolution de la situation militaire : alors que des ministres allaient prendre la route, il soutint à dessein que les forces allemandes n'avaient pas franchi la Loire et, prenant le cachet de Pétain, donna l'ordre de surseoir au départ.

DEUX itinéraires avaient été successivement envisagés pour les ministres et parlementaires qui entendaient gagner l'Afrique du Nord : Port-Vendres et le port du Verdon. Sur ordre de François Darlan, promu ministre de la marine, les parlementaires qui désiraient partir devraient embarquer sur un transatlantique de luxe, réquisitionné par l'armée, le Massilia, qui pouvait transporter 1 205 passagers. L'appareil du Verdon, le 21 juin dans l'après-midi, en emmenant 506 personnes, en grande majorité des militaires, et 115 civils dont, entre autres, le compositeur Jacques Ibert et l'administrateur de la Bibliothèque nationale Julien Cain, le physicien Jean Perrin, le directeur des Echos Robert Schneider. Il n'y avait que 27 parlementaires, 26 députés et un sénateur ; tout l'éventail politique, communistes exceptés, était couvert, avec une majorité de radicaux. Ils n'avaient pas tous été prévenus de la cascade d'ordres et de contreordres, du fait de la grande confusion qui régnait à Bor-

manifesté contre l'arrivée de passagers qu'il fallait amener au Maroc. Les maladroites de quelques-uns d'entre eux protestant contre le fait que le commandant ne voulait pas emporter leur voiture ou exigeant d'être logés dans des cabines de première classe donnèrent matière à exprimer leur mauvaise humeur. Il y eut des propos nettement antiparlementaristes, contre ceux qui, « par peur des Allemands fuyaient en emportant leur argent ». Le commandant, le capitaine de corvette Ferbos, demanda même quelques renforts avant de lever l'ancre.

Le 24 juin, soit deux jours après la conclusion de l'armistice de Rethondes, le Massilia accosta à Casablanca, sans provoquer de remous particuliers. Mais ce qui aurait dû être le déplacement du Parlement en majesté s'était transformé en une sorte d'équipée individuelle, et l'affaire dès lors se corsait.

Georges Mandel ayant rencontré à Rabat le consul de Grande-Bretagne, le gouvernement de Sa Majesté décidait d'envoyer un ministre, Duff Cooper, et l'ancien chef des BEF, lord Gort, avec pour mission de convaincre les personnalités françaises (notamment Reynaud, qu'ils croyaient embarqué) de former un gouvernement de guerre en terre d'Empire : il serait à même de rallier tous ceux qui hésitaient encore.

Mais, après avoir réussi un atterrissage acrobatique sur un quai, les deux Anglais ne purent rencontrer les parlementaires du Massilia, dorénavant consi-

tré sous ses ordres. En l'absence de toute menace directe contre les colonies, il choisit dans le court terme d'appuyer la politique gouvernementale, déclarant, le 27 juin, qu'il fallait « faire comprendre aux officiers et aux troupes placés sous les ordres que la confiance dans les chefs et le respect de la discipline constituent la façon de manifester leur patriotisme et leur foi dans les destinées de la France ».

LE gouvernement perçut vite l'intérêt de faire des prisonniers du Massilia le symbole de l'ancien régime. Une campagne de presse plus ou moins orchestrée se développa. Candide commençait une sorte de feuilleton humoristique : « Aujourd'hui, un vaisseau vient d'ouvrir un chapitre nouveau dans la merveilleuse histoire de la mer : le paquebot Trouille-City ». Ailleurs, on rapportait complaisamment que les cris de « vendus ! », « lâches déserteurs ! » avaient été proférés contre les parlementaires, qu'ils avaient été bousculés (Jean Zay avait été giflé). Ce fut un jeu d'enfant pour le gouvernement de bloquer sur place les parlementaires (sauf les élus d'Algérie), sous le prétexte que la commission d'armistice n'avait pas donné le feu vert. On retenait ainsi au loin des adversaires potentiels, et, lors du vote du 10 juillet 1940, ils figurèrent à la rubrique des « excusés de ne pouvoir assister à la séance » ; quand ils purent gagner Marseille, on les retint encore quelques jours.

Mais le gouvernement ne voulait pas seulement écarter. Le 8 juillet, il envoyait à Alger un télégramme où ne peut plus explicite : « Comme suite à vos différentes communications relatives à certains agissements de parlementaires, faites immédiatement ouvrir devant le

L'affaire des otages et la lutte pour le pouvoir en Iran

Le fossé se creuse entre M. Rafsandsjani et le ministre de l'intérieur

Le fossé semble se creuser de plus en plus entre les positions du président du Parlement, M. Rafsandsjani, et celles du ministre de l'intérieur, M. Moh-tachemi, l'un des tenants de la tendance dure, au sujet de l'affaire des otages. Dans un appel vibrant lancé dimanche soir de la tombe de Khomeiny et diffusé lundi 7 août par la radio de Téhéran, M. Moh-tachemi a pris le contre-pied des positions modérées affichées par M. Rafsandsjani - qui avait proposé vendredi aux Etats-Unis de les aider à résoudre la crise des otages au Liban - en se prononçant pour une offensive anti-américaine.

« L'Union Khomeiny a toujours été, et elle le sera toujours, une position offensive vis-à-vis des Etats-Unis », a-t-il dit en estimant qu'un affaiblissement de « cette croisée anti-américaine » conduirait à l'asservissement de l'Iran. Sans faire directement allusion à la crise des

otages, il a fait l'éloge du Hezbollah libanais qui, a-t-il dit, comme les Gardiens de la révolution (pasdaran) « doit son existence au souffle sacré de l'Union Khomeiny et lutte contre les super-puissances et l'arrogance en général ».

D'autre part, dans un message adressé au Hezbollah, M. Moh-tachemi a exhorté les militants de ce groupe à « réagir aux crimes » d'Israël et des Etats-Unis, rendant à l'avance Tel-Aviv et Washington « responsables de toute réaction des moudjahidins » (combattants de l'Islam).

Les exhortations du ministre de l'intérieur tranchent avec celles du Téhéran Times, journal proche du ministre iranien des affaires étrangères, qui écrivait lundi que l'Iran « en tant qu'Etat islamique, ne peut soutenir les preneurs d'otages et croit par principe que tous les

otages, quelle que soit leur nationalité, doivent être libérés », ajoutant que tous les pays concernés devaient mettre au point ensemble un plan permettant la libération de tous les étrangers retenus en otage au Liban. « En adoptant une stratégie réaliste et humanitaire, et en espérant ensuite qu'elle donnera des résultats ».

Le combat à fleurs mouchettes qui se poursuit entre Ali Akbar Rafsandsjani et Ali Akbar Moh-tachemi sera vraisemblablement réglé à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement annoncé pour la fin août. De source proche du Parlement à Téhéran, on indique que des réunions houleuses ont eu lieu sur la composition du cabinet au cours du week-end dernier. On prête au nouveau président qui, aux termes de la nouvelle Constitution, est à la tête du gouvernement, l'intention d'exclure de la nouvelle

équipe ministérielle les durs du régime, dont MM. Moh-tachemi et Mir-Hossein Mousavi, l'ancien premier ministre. Mais rien n'est acquis encore, et ces derniers, qui disposent de l'appui d'une partie importante des Gardiens de la révolution et de celui du tout-puissant ministre du Renseignement, l'hojatoleslam Ray-chabari, le patron de la Savama, et surtout du soutien du fils de l'imam, Ahmed Khomeiny, qui s'accroche désespérément au pouvoir qu'il dédaigne de son père, ne sont nullement disposés à s'écarter.

La bataille demeure donc indécise, et de son issue dépendra le succès du grand marchandage entamé autour de l'affaire des otages et celui de la politique d'ouverture avec l'Occident souhaitée par M. Rafsandsjani.

JEAN GUEYRAS.

Tension dans les relations entre la RFA et la RDA

L'exode des Allemands de l'Est s'accélère

En décidant, en mai dernier, de démanteler le « rideau de fer » le long de sa frontière avec l'Autriche, la Hongrie a indirectement incité de nombreux ressortissants est-allemands à choisir cette « filière » pour quitter leur pays et gagner la RFA. En trois mois, plus de six cents Allemands de l'Est sont ainsi passés à l'Ouest - via Budapest, où ils se rendent en touristes, et à Vienne. L'exode s'est accéléré au cours des derniers jours. Un groupe d'une centaine de réfugiés est arrivé, mardi 8 août, à la gare de Francfort à bord de deux wagons spéciaux en provenance de la capitale autrichienne.

Le gouvernement de Bonn a pris contact avec les autorités hongroises pour tenter de trouver une solution au problème des réfugiés qui se trouvent actuellement dans les locaux de l'ambassade de RFA à Budapest. Les Allemands de l'Est, dont le nombre est tenu secret pour en dissuader d'autres de suivre leur exemple, reçoivent automatiquement un passeport ouest-allemand à la légation, mais ce document ne contient pas le visa que la Hongrie exige des Allemands de l'Ouest pour entrer ou sortir du territoire national. Résultat : les réfugiés sont bloqués à l'ambassade. D'autres le sont aussi à Prague et à Varsovie.

Par ailleurs, la RFA a décidé, mardi 8 août, de fermer « jusqu'à nouvel ordre » sa représentation permanente à Berlin-Est, où cent trente Allemands de l'Est sont actuelle-

ment réfugiés. Selon un porte-parole de la représentation « n'est pas faite pour accueillir autant de monde, et les conditions de travail y sont devenues insupportables ».

Cette affaire a refroidi les rapports entre les deux Etats allemands. La RDA a estimé que, en accueillant ses ressortissants dans plusieurs capitales d'Europe de l'Est, la RFA portait « grossièrement atteinte à la souveraineté de la RDA » et jugé qu'il s'agissait de « machinations » visant à « détériorer les relations traditionnelles étroites et bonnes avec la Hongrie ».

Pour sa part, le gouvernement ouest-allemand a indiqué que « ces menaces ne modifieraient en rien sa décision d'accueillir, dans ses représentations diplomatiques, des Allemands de RDA qui recherchent une humanité élémentaire ». Selon un porte-parole officiel à Bonn, « la RDA serait bien avisée de mettre enfin en pratique les engagements auxquels elle a souscrit en signant l'accord final de la CSCE. Berlin-Est doit cesser de se couper du monde et s'engager dans les réformes ».

Le secrétaire d'Etat aux affaires intra-allemandes, M. Otfried Henning, a déclaré de son côté que le gouvernement avait de bonnes raisons de croire que la RDA était en train de prendre des mesures pour stopper la fuite des Allemands de l'Est vers la RFA, via la Hongrie et l'Autriche. (Reuter, AFP.)

Le pouvoir et Solidarité s'efforcent de juguler les grèves en Pologne

(Suite de la première page.)

M. Walesa a repris à son compte l'idée d'une coalition entre Solidarité, le Parti paysan et le Parti démocrate. M. Walesa s'était prononcé contre toute participation de Solidarité à un gouvernement de coalition avec les communistes. Il n'avait cependant pas réagi lorsque le chef du groupe parlementaire du Parti paysan, M. Alexandre Bentkowski, avait lui-même suggéré une coalition entre Solidarité et son parti, deux jours avant l'élection de M. Kiszkak comme premier ministre.

La déclaration de M. Lech Walesa, qui devait réunir mardi, à Gdansk, la commission nationale de Solidarité, traduit l'incertitude des dirigeants de l'opposition ex-mêmes devant l'évolution de la situation. Certains responsables de Solidarité font valoir que l'état actuel de l'économie rend la tâche du futur gouvernement quasiment impossible. Celui-ci devra en effet choisir entre la fermeté dans les négociations salariales et le risque d'importantes grèves, ou le dérapage de la politique économique.

Pour ces responsables, seul un gouvernement Solidarité pourrait permettre de demander aux gens de se serrer la ceinture le temps des réformes. Reste la crainte de l'extériorité et d'une réaction négative des autres pays d'Europe de l'Est à un gouvernement qui ne comprendrait pas de communistes. La publication récente dans un journal de Moscou d'une interview de M. Lech Walesa pourrait avoir convaincu le leader du syndicat qu'il ne risque, après tout, peut-être pas trop du côté du Kremlin.

HENRI DE BRESSON.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Mgr Tomasek lance un appel au dialogue

Le cardinal-archevêque de Prague, Mgr Frantisek Tomasek, a lancé un appel à la non-violence et à un dialogue ouvert en Tchécoslovaquie, dans une lettre ouverte aux dirigeants tchécoslovaques, datée vendredi 4 août 1989.

Dans cet « appel urgent à la paix », Mgr Tomasek se dit disposé à jouer un rôle de « médiateur entre dirigeants et opposants tchécoslovaques », au moment où une « volonté de régler les conflits traverse l'Europe et le monde, alors qu'une tension dangereuse s'accroît au sein de notre société ». « D'un côté, un nombre croissant de citoyens vise à obtenir sa part de responsabilité démocratique dans notre société, même au prix de sacrifices personnels », note-t-il, et « d'autre part, les dirigeants soulignent leur responsabilité concernant l'Etat et l'ordre public ». « Mon devoir est de venir en garde contre la violence », écrit Mgr Tomasek, qui ne voit qu'une issue : « un dialogue ouvert ».

Le chef de l'Eglise catholique en Tchécoslovaquie a été reçu, lundi 7 août, à Prague par M. Matej Lucan, vice-président du gouverne-

ment qui, selon un communiqué officiel, a « apprécié l'intérêt du cardinal (...) pour une solution aux questions ouvertes » - (AFP.)

● Arrestation d'un dissident. - Stanislas Davaty, ancien porte-parole de la Charte 77 et co-auteur de la pétition en faveur de réformes démocratiques en Tchécoslovaquie (qui a recueilli plus de 15 000 signatures) a de nouveau été arrêté lundi 7 août, selon son entourage. - (AFP.)

● URSS : dix-huit morts dans une explosion en Ukraine. - Dix-huit personnes ont été tuées et six autres blessées dans une explosion, apparemment due à une fuite de gaz, qui a ravagé un immeuble de quatre étages à Mogilev-Podolski, en Ukraine, a rapporté mardi 8 août la Pravda. L'explosion s'est produite lorsque deux ouvriers ont allumé une allumette dans la cave de l'immeuble, a indiqué un des ouvriers qui a survécu. Selon la Pravda, qui n'a pas précisé la date de l'accident, l'explosion a eu lieu à l'heure du déjeuner. - (AFP.)

Le baptême du feu du président Bush

(Suite de la première page.)

L'éditorial du Times Magazine rend, pour sa part, hommage au « courage de la modération ». Il n'est pas le seul.

Pourtant, à y regarder de plus près, le succès inespéré du président américain réside surtout dans les étonnants qu'il a évités. Contrairement à Jimmy Carter qui, pourtant en pleine tentative de réélection après la prise de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979, s'était volontairement cloîtré à la Maison Blanche, ne se sentant pas le cœur à faire campagne « tant que des Américains seraient prisonniers », George Bush a évité de bloquer la politique américaine en la focalisant sur l'affaire des otages. Au contraire, même si parfois l'artifice était gros, on l'a vu jouer la carte de la « normalisation » : à l'entrée : business as usual ! Du pique-nique avec les membres du Congrès le soir de la pendaison supposée de William-Richard Higgins à son week-end à Camp David, en passant par force parties de tennis et apparitions publiques. Ce que l'ancien secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, appelle « dévaluer les otages », pour montrer qu'« un pays tout entier ne peut être l'otage d'un chantage ».

Enfin et surtout, intégrant peut-être les leçons de son passage, en tant que vice-président, à la tête de la cellule antidétente de l'administration Reagan, George Bush a évité de s'enfermer dans le piège de la rhétorique et des positions trop arrêtées qui avaient paralysé son prédécesseur. A trop agiter un gros « bâton » sans résultat concret, les conseillers de Ronald Reagan, en dépit de la ligne officielle qui interdisait « tout dialogue avec les terro-

ristes », s'étaient, pour finir, lancé dans la tentation de l'irragation, offrant en secret des armes et, tacitement, la promesse de nouvelles relations avec l'Iran en échange des prisonniers.

Options ouvertes

Le président Bush, lui, s'est efforcé de garder toutes les options ouvertes, de déboulonner tous les signaux. Du travail de « professionnal », reconnait-on, à encore, la plupart des commentateurs. Y compris dans les moindres détails : les réunions de l'équipe présidentielle ont eu lieu, non dans la « situation room » - endroit symboliquement réservé aux crises insolubles - mais dans le « cabinet room », plus habituelle, où, dans une atmosphère d'équipe, le président a personnellement téléphoné à tel ou tel chef d'Etat pour demander son aide. Le pape Jean-Paul II était sollicité pour montrer aux ravisseurs, religieux fanatisés, comme le laisse entendre la Maison Blanche, que « l'Amérique porte, elle aussi, le plus grand respect à la religion ».

Enfin, les leaders du Congrès, auparavant tenus à l'écart du dossier par le président Reagan, étaient repus lundi dernier, dès l'annonce de l'expiration de l'otage américain, de manière à les « mouiller » dans les futures initiatives de l'exécutif.

Les Algériens bien sûr, les Japonais et les Suisses, mais aussi l'ONU et, à présent, la Croix-Rouge : les messages se multiplient. Reste le plus difficile, le message lui-même. Là encore, l'administration Bush, consciente de ce que le pro-

blème des otages n'est qu'une donnée dans l'échiquier du Proche-Orient, a dû jouer très serré pour ne fermer aucune porte, y compris celles dont on suppose, sans véritable certitude, qu'elles sont entrebâillées, comme celle de l'Iran ou de l'OLP.

A cet égard, les médias ont été eux aussi largement utilisés. Pour relayer d'abord en public, lundi 31 juillet, le réel agacement exprimé en privé par la Maison Blanche à l'égard du coup de force iranien contre le cheikh Obeid, et la condamnation inattendue par le président Bush de « toutes » les prises d'otages : signal explicite envers les pays arabes montrant que Washington n'entendait pas non plus être l'otage de son alliance israélienne dans son approche du Moyen-Orient. Dès mardi, le ton envers Israël s'était radouci et les journaux, informés mystérieusement fort à l'avance, annonçaient que le secrétaire d'Etat James Baker demandait le feu vert tacite aux Israéliens pour échanger les otages, en déclarant « ne pas pouvoir s'y opposer ». La doctrine officielle, « ne pas dialoguer avec les terroristes » restait inviolée.

Double message

Dans le même temps, les groupes-chiites et leur protecteur iranien recevaient un double message apparemment contradictoire. Un premier, assez évident, constitué par les manœuvres de la 6^e flotte en Méditerranée et doublé d'une mise en garde à l'Iran, « le tenant pour responsable », transmise par l'ambassadeur suisse à Téhéran. En

LIBAN : Beyrouth sous les bombes

Le désespoir d'une population épuisée

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Chaque début de soirée dans Beyrouth plonge dans l'obscurité totale, ce sont des deux côtés de la ligne de démarcation les mêmes processions d'hommes, femmes, enfants, portant des matelas, des couvertures, les petits des bouteilles d'eau ou quelques jouets, se dirigent lentement vers les abris de fortune aménagés çà et là. Certains sont équipés, nettoyés, d'autres sont d'obscurs sous-sols ou des chaufferies dans lesquels il faut côtoyer cafards, insectes et rats, les plus courants étant les parkings où l'on s'entasse entre les voitures.

Depuis environ quinze jours, la nuit beyrouthine résonne du bruit des canons et chacun a pris ses habitudes. Les « sans-abris » repoussent leurs matelas dans le couloir jugé le mieux protégé de la maison, les cages d'escalier étant le dernier refuge où les voisins exercent leur peur en chuchotant.

Rares sont aujourd'hui les Libanais de Beyrouth ou du pays chrétien qui n'arrivent pas le matin les traits tirés, les yeux rouges de nuits sans sommeil avec la peur d'entendre le nom d'un des leurs sur les listes des victimes qu'égrènent chaque matin les différents radios.

A la tombée du jour, l'angoisse remplit et même les plus courageux avouent regagner leur domicile au premier coup de canon annonciateur d'enfer. Le scénario est parfaitement réglé. Aux premiers obus syriens qui visent les ports du littoral chrétien, l'artillerie du général Aoun riposte et la canonnade s'enfile de

proche en proche pour atteindre toute la ville.

« Et encore, avons désespéré un jeune homme, pour l'instant la règle de la nuit tient, mais rien ne prouve que demain cela ne s'éteindra pas à la journée, comme au mois d'avril ».

Dans l'état d'extrême nervosité et de désespoir qui habite les Libanais pris dans cette guerre d'un nouveau style, la moindre fusillade éloignée qui, hier encore, n'aurait pas fait lever un soupir, vide aujourd'hui instantanément les heures.

Lundi, trois heures de violents accrochages à proximité et sur la voie de passage du musée, reliant les deux secteurs chrétiens à majorité musulmane de Beyrouth, et qui ont fait trois morts, dont deux passants qui traversaient, et vingt-cinq blessés, ont cloîtré tout le monde dès 17 heures. Beyrouth-Ouest, abandonné il est vrai par environ deux tiers de sa population, était déserte et pas une voiture ne circulait, les radios conseillant d'ailleurs la prudence.

Ces accrochages de la ligne de démarcation se multiplient et s'intensifient depuis quelques jours alors que les partis alliés de Damas annoncent le retour de leurs miliciens le long de cette ligne où ils font face principalement à la milice chrétienne des forces libanaises, et sur certains points aux brigades de l'armée fidèle au chef du gouvernement militaire chrétien du général Michel Aoun.

Dans un communiqué « militaire », le premier du genre depuis le début de la « guerre de libération contre l'occupant syrien » déclenchée le 14 mars par le général Aoun, la milice chiite Amal a d'ailleurs

annoncé sa participation à ces combats. Depuis que le communiqué des libanais, codé en rapport concluant à « l'imposée » de sa mission pour trouver une solution à la crise libanaise du fait de ses divergences avec la Syrie, les partis alliés de Damas, à l'image de la Syrie, se sont renforcés sur le plan militaire.

Damas et le triumvirat arabe

« Toutes nos discussions tournent autour de questions militaires », avoue un représentant de ces partis, affirmant toutefois qu'il s'agit plus d'être prêt à répondre à toute éventualité et à montrer sa force, que de s'en servir pour l'instant dans une opération de grande envergure.

D'une certaine façon, c'est bien cela que réside le désespoir des libanais, codé en rapport concluant à « l'imposée » de sa mission pour trouver une solution à la crise libanaise du fait de ses divergences avec la Syrie, les partis alliés de Damas, à l'image de la Syrie, se sont renforcés sur le plan militaire.

Or, pour l'instant, aucune solution ne pointe à l'horizon et la démission provisoire ou définitive - à aussi, c'est l'attente - du triumvirat arabe doit pourtant lui attendre de solution miracle, a écrit la tension.

Dans une longue lettre adressée aux ministres des affaires étrangères de la trêve (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Al-Charré, a d'ailleurs sévèrement critiqué leur rapport, affirmant en substance qu'il était malhonnête et partial. M. Al-Charré relève en outre que la question du retrait syrien du Liban n'avait pas été évoquée dans les résolutions du sommet de Casablanca où

le nom de la Syrie n'était pas prononcé, ce qui est vrai, même si le sujet avait été largement abordé dans les coulisses du sommet, alors que le triumvirat réclame aujourd'hui le regroupement des troupes syriennes dans la Bekaa.

La clause, ajoute le ministre syrien, portant sur l'extension de la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire par ses propres moyens se réfère à l'occupation israélienne. Les priorités ont-elles depuis été modifiées pour qu'une programmation du retrait syrien, et non israélien, soit demandée ? poursuit-il avant d'ajouter : « La Syrie a toujours fait savoir que cette question sera examinée sans problème avec un gouvernement libanais d'union nationale. Le triumvirat et la Syrie partagent la même conception de la souveraineté libanaise », écrit toujours M. Al-Charré, qui affirme que « c'est sur les représentants de cette légalité que nos conceptions diffèrent. Conformément aux résolutions de Casablanca, qui ont appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale, c'est un tel gouvernement qui doit étendre sa souveraineté sur tout le territoire, et donc l'entente nationale et la réforme politique doivent primer ».

Entente et réformes après le retrait syrien, affirme le général Aoun : entente et réformes avant le retrait syrien, répliquent Damas et ses alliés, le Liban en est là depuis près de cinq mois et cinq cents quatre-vingt-neuf libanais, auxquels il faut ajouter deux mille cinq cent soixante-quatre blessés, ont payé de leur vie l'incapacité à résoudre cette quadrature du cercle.

FRANÇOISE CHAPLAUX.

لبنان في الحاضر

Diplomatie

ONU

Une troïka roumano-cubano-éthiopienne pour encadrer la sous-commission des droits de l'homme...

GENÈVE
de notre correspondant

La réunion annuelle de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU ne se présente pas sous les plus favorables auspices. Dès l'ouverture de la session, lundi 7 août, les vingt-six experts — en principe indépendants, mais dont l'indépendance est en fait proportionnelle au degré de démocratie qui prévaut dans le pays qu'ils représentent — ont élu à leur présidence l'Éthiopien Fisseha Yimer. Ce choix, bien qu'attendu, et même si les compétences personnelles de M. Yimer ne sont pas en cause, pourra sembler étrange à ceux qui ont pris connaissance de l'accablant rapport récemment réalisé par Amnesty International sur l'Éthiopie et des informations fournies sur ce pays par une dizaine d'autres organisations non gouvernementales accréditées auprès des Nations unies.

Ces ONG ont saisi le Centre des droits de l'homme de l'ONU d'un document où elles dénoncent « la massacre à une grande échelle de la population civile érythréenne, victime d'une guerre qui sévit depuis vingt-huit ans », le recrutement par l'armée éthiopienne de « très jeunes adolescents », ainsi que la disparition de M. Berhanu Dinka, ancien représentant permanent d'Addis-Abeba auprès de l'ONU, arrêté en 1986 et dont on est sans nouvelles. On peut lire entre autres dans ce document les noms de seize paysans érythréens lapidés à mort ou jetés du haut de rochers entre le 15 et le 21 avril dernier. A la suite d'une tentative de coup d'Etat, trente officiers de haut rang, qui avaient demandé qu'il soit mis fin à la guerre, auraient été exécutés. Le Centre des droits de l'homme, qui reçoit les plaintes déposées de diverses parts, n'a pas accepté que ce texte soit mis en circulation à la réunion, décision que les observa-



teurs n'ont pas manqué de lier à la nomination de M. Yimer.

Autre surprise de taille : alors que le président sortant, M. Murtidhar Bandhara, venait à peine d'évoquer, non sans émotion, une lettre pathétique de l'expert roumain Dimitru Mazilu, attendu en vain l'an passé à Genève et disparu dans son propre pays malgré les pressions exercées par les Nations unies sur Bucarest, un autre expert roumain, M. Ion Diaconu, était nommé à la présidence de la sous-commission. Or, dans sa lettre, M. Diaconu affirme qu'il est privé de liberté.

On n'a guère pu s'étonner, après cela, de la nomination, également aux fonctions de vice-président, de l'expert cubain Miguel Alfonso Martínez, réputé à la fois pour son habileté et son sectarisme.

Une consolation : le choix comme troisième vice-président de M. Theo Van Boven, réputé, lui, pour son intégrité. On espère au Palais des Nations que cet homme à la force tranquille servira de contrepoids à la troïka communiste d'ancienne manière.

roumano-cubano-éthiopienne. On peut toutefois se demander comment cette dernière pourra permettre à la sous-commission de traiter, en toute sérénité, de points de l'ordre du jour aussi sensibles que « le droit qu'a toute personne de quitter son pays, et d'y revenir » ou « l'internement administratif sans chef d'accusation ni jugement », ou encore « la violation flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...) dans tous les pays ».

Ces trois nominations résultent, sans que cela les justifie, la stricte application d'un principe tenu pour sacré-saint dans l'ensemble du système onusien : la « répartition géographique » censée assurer l'équilibre entre l'Occident, les pays communistes et le tiers-monde. Au sein de la sous-commission des droits de l'homme ces trois groupes sont respectivement représentés par six, trois et dix-sept membres, ce qui est déjà inéquitable puisqu'il s'agit d'« experts indépendants ». Ces derniers à leur tour élisent leur bureau ou doit se référer la même répartition.

ISABELLE VICHNIAC.

En marge de la conférence sur le Cambodge

Reprise du dialogue entre Pékin et Hanoï

Le vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a rencontré, lundi 7 août, à Paris, l'un des vice-ministres chinois des affaires étrangères, M. Liu Shu Quing. C'est la première fois, depuis l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge en 1978, que des responsables vietnamien et chinois de ce niveau ont un entretien rendu public. M. Thach est également membre du bureau politique du PC vietnamien. « Les discussions ont porté sur divers sujets d'intérêt commun, et particulièrement sur le déroulement de la conférence de Paris sur le Cambodge », a indiqué un porte-parole vietnamien, M. Le Mai, qui a précisé que les discussions s'étaient déroulées dans une atmosphère « franche et ouverte ». Les deux parties, a-t-il indiqué, sont convenues d'avoir « de nouvelles discussions » en marge de la conférence de Paris.

De source informée, on indique, par ailleurs, que l'entretien, à l'ambassade de Chine, a duré environ deux heures et qu'il y avait eu, notamment, du côté vietnamien, M. Tran Quang Co, vice-ministre des affaires étrangères.

M. Nguyen Co Thach, qui doit quitter la France mercredi, a également été reçu dimanche matin, pendant une heure, par M. Roland Dumas au Quai d'Orsay.

Entre-temps, un porte-parole de Phnom-Penh à la conférence sur le Cambodge, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Sok An, a qualifié, lundi, de « recul » la proposition du prince Sihanouk concernant l'organisation du pouvoir au Cambodge pendant la période transitoire, soulignant que, selon cette proposition, « le pouvoir serait divisé en quatre ». Le prince, chef de file de la résistance, avait proposé, vendredi (le Monde du 3 août), une formule envisageant le fonctionnement parallèle d'une « haute autorité provisoire » présidée par lui-même et d'un gouvernement rebaptisé « administration d'unité nationale ».

Asie

BIRMANIE : premier anniversaire d'un massacre

Le pouvoir militaire face à la tension

Le 3 août 1988, de deux mille à trois mille civils ont été massacrés en Birmanie lors de la brutale répression de manifestations populaires par l'armée. L'avènement ultérieur d'une administration « civile » s'est terminé par un nouveau massacre : six semaines plus tard, le sang a coulé de nouveau quand les militaires ont repris un pouvoir qu'ils tiennent plus fermement que jamais.

La Birmanie — 38 millions de gens et un potentiel énorme — ne se relève pas encore de plus d'un quart de siècle de dictature : l'auteur du coup d'Etat de 1962, le général Ne Win, aujourd'hui âgé de soixante-dix-huit ans, semble toujours l'homme fort du pays, en dépit de sa retraite officielle en juillet 1988. Le pays vit toujours sous le régime de la loi martiale, et l'autorisation des formations politiques — on en compte plus de trois cents — ne s'est accompagnée d'aucune véritable libéralisation. Les dirigeants de l'opposition sont, depuis juillet, officiellement en résidence surveillée. Le plus popu-

laire d'entre eux, M^{re} Aung San Suu Kyi, fille du héros de l'indépendance, serait même hospitalisée en raison d'une grève de la faim menée depuis dix-huit jours.

A l'occasion de ce triste anniversaire, la présence militaire a été renforcée dans les rues de Rangoun, la capitale. Selon certaines sources diplomatiques, quelque trois mille opposants seraient en prison. D'autres sources estiment ce nombre à six mille. Rares sont ceux qui croient encore que des élections libres auront lieu en mai 1990, ainsi que l'ont promis les militaires.

Faillite économique

Il y a en pourtant certains changements. Si l'armée ne veut pas partager le pouvoir, elle a définitivement abandonné la « voie birmane vers le socialisme », cause de la faillite économique. Sur le plan politique, la démocratie est au cœur du débat. M^{re} Aung San Suu Kyi représente

les aspirations des millions de gens qui ont manifesté, l'an dernier, en faveur du rétablissement des libertés : c'est la raison pour laquelle les militaires ont attendu de longs mois pour lui interdire toute activité publique.

D'un autre côté, pour se maintenir au pouvoir, la junte dont l'homme clé serait le général Khin Nyunt, un homme de Ne Win, a besoin non seulement de mettre un terme à la dégradation de l'économie, mais aussi de ne faire un pas plus accepter à l'étranger la responsabilité de l'inflation galopante sur les « tentatives de destitution » de M^{re} Aung San Suu Kyi, ainsi que le font les militaires, ne convainc pas personnellement de soutenir le leader de l'opposition de « communistes ». Solidement installée au pouvoir, l'armée ne peut plus se contenter de déconcerter les « activités subversives » de l'opposition. Elle doit également tenir compte de son existence.

J.-C. P.

AFGHANISTAN

Nouvelle pluie de roquettes sur Kaboul

Plus de quarante roquettes ont été tirées par la résistance sur Kaboul lundi 7 août, faisant au moins dix morts et trente-huit blessés. L'ambassade d'URSS a notamment été touchée par une roquette. « Une roquette a endommagé les bâtiments de service de l'ambassade, et deux autres sont tombées à proximité », indique l'agence Tass, sans préciser si les tirs ont fait des victimes. Deux roquettes étaient déjà tombées le 20 avril dans la cour de la chancellerie diplomatique soviétique à Kaboul. Un autre tir a atteint, sans faire de victimes, l'hôtel Intercontinental, le plus grand hôtel de la ville, provoquant un début d'incendie.

D'autre part, M. Edouard Chevillard, qui a fait une visite éclair à Kaboul, dimanche, a déclaré à son retour à Moscou, que l'Iran faisait preuve d'un réalisme nouveau et avait adopté une « attitude globalement positive » vis-à-vis du conflit afghan. « demandant un dialogue élargi, dont le but est de créer un gouvernement représentatif, reflétant l'ensemble du spectre politique en Afghanistan ». Le ministre soviétique des affaires étrangères s'était entretenu la semaine dernière à Téhéran avec le nouveau président iranien, M. Rafsanjani. — (AFP, Reuters.)

Afrique

MOZAMBIQUE : les pourparlers de paix

Les médiateurs kényan et zimbabwéen se félicitent de la « bonne volonté » des parties en conflit

Le président zimbabwéen, M. Robert Mugabe, a quitté Nairobi, lundi 7 août, après une rencontre « de procédure » avec son homologue kényan, M. Daniel Arap Moi, dans le cadre de la médiation qu'ils ont entreprise pour mettre fin au conflit qui oppose depuis quatorze ans le gouvernement de Maputo aux guérilleros de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Dans un communiqué conjoint, les deux chefs d'Etat ont indiqué que leur rencontre a eu lieu à la demande du président mozambicain, M. Joaquim Chissano, pour « se consulter et coordonner le processus de paix au Mozambique ».

Les deux chefs d'Etat se sont entretenus séparément avec une délégation de la RENAMO et des membres de l'Eglise mozambicaine représentant les autorités de Maputo. Ces deux délégations étaient arrivées la semaine dernière dans la capitale kényane en vue de

pourparlers qui devaient s'ouvrir ce mardi. Aucune information n'a été communiquée sur la durée ou le lieu de ces entretiens, mais le communiqué conjoint a indiqué que les présidents Moi et Mugabe avaient été « considérablement encouragés par la bonne volonté des deux parties à mettre un terme au conflit ».

Le texte précisait que les deux chefs d'Etat ont « examiné et approuvé » les lignes directrices des pourparlers qui doivent réunir l'Eglise mozambicaine et la guérilla, à savoir un plan en douze points élaboré par le gouvernement mozambicain. Ce plan pose notamment comme condition à des négociations directes la renonciation de la RENAMO à la violence. « Le résultat de la rencontre [entre la RENAMO et les représentants de l'Eglise mozambicaine] va déterminer la nature et le niveau des rencontres à venir », ajoutait le communiqué. — (AFP.)

Océanie

NOUVELLE-ZÉLANDE : succession dans la continuité

M. Geoffrey Palmer a été nommé premier ministre

SYDNEY
de notre correspondant
dans le Pacifique sud

Les parlementaires travaillistes ont opté pour la continuité en élevant, mardi 8 août, à Wellington, M. Geoffrey Palmer au poste de premier ministre, au lendemain de la démission surprise de M. David Lange. Placé au centre droit sur l'échiquier du parti, M. Palmer est considéré comme la seule figure véritablement consensuelle, apte à restaurer l'unité d'un mouvement miné par des querelles intestines depuis un an. Il sera secondé par l'ancien ministre de la santé, M^{re} Helen Clark, âgée de trente-neuf ans, qui le remplace au poste de vice-premier ministre et devient ainsi la première femme néo-zélandaise à occuper un rang si élevé dans un gouvernement.

Les parlementaires du Labour ont donc clairement marqué un coup d'arrêt à la guerre des factions, afin d'aborder dans les meilleures conditions possibles l'échéance électorale d'octobre 1990. Le grand perdant de cette mise en ordre apparaît comme étant M. Roger Douglas, l'ancien ministre des finances, dont la politique économique ultra-libérale avait plongé le mouvement travailliste dans une grave crise interne. Évincé du gouvernement en décembre, il venait d'être réélu, la semaine dernière, par les parlementaires du parti, décision qui avait été interprétée comme un désaveu personnel par David Lange, conduisant celui-ci à démissionner. Mais la candidature de M. Douglas au poste de premier ministre ou à celui de vice-premier ministre n'a pas été retenue. Personnalité controversée, il était le plus mal placé pour calmer le jeu. Le nouveau chef de cabinet, M. Palmer, a même annoncé, quelques heures après son investiture, qu'il ne le réintégrerait pas dans ses

anciennes fonctions de ministre de finances.

La nouvelle équipe dirigeante a d'autant plus de raisons de rester fidèle à l'héritage de M. Lange que le Labour était en passe, ces dernières semaines, de reconquérir les faveurs de l'opinion publique après une chute vertigineuse dans les sondages. Le budget adopté en juin, fortement inspiré par les thèses « sociales » chères à M. Lange, avait été plutôt bien accueilli par les Néo-Zélandais. Les sondages indiquaient un net redressement de la cote des travaillistes, leur handicap par rapport au Parti national (conservateurs) fondant de 23 % à 6 %.

Dans le même esprit, M. Palmer devrait maintenir le cap sur les questions de défense, qui avaient valu à la Nouvelle-Zélande travailliste de défrayer la chronique internationale depuis 1984. Interrogé sur la décision prise par M. Lange d'interdire l'accès aux ports néo-zélandais des navires porteurs d'armes nucléaires — position qui avait provoqué l'éclatement de fait du traité de l'ANZUS liant les Etats-Unis,

l'Australie et la Nouvelle-Zélande, — M. Palmer a indiqué : « Notre politique n'a pas changé et ne changera pas. » Le département d'Etat américain, qui avait exprimé le souhait que les nouveaux dirigeants de Wellington se montrent plus conciliants, esquisse donc une fin de non-recevoir. Il est vrai que, soutenu par une opinion publique farouchement anti-nucléaire — 84 % des Néo-Zélandais approuvent la décision visant les navires porteurs d'armes nucléaires, — M. Palmer n'a guère de raisons de faire machine arrière.

En revanche, l'incertitude demeure sur l'acquisition de quatre frégates, programmée dans le cadre de la coopération militaire entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Le Parti travailliste est divisé sur le sujet. Il est fort probable qu'à titre personnel M. Palmer se prononcera en faveur de ce nouvel équipement, suivant en cela le souhait de M. Lange. L'ironie voudra qu'il risquerait alors de se heurter à une des porte-paroles les plus résolues du courant antinucléaire travailliste : Helen Clark... son propre vice-premier ministre.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Un lieutenant de M. David Lange

Agé de quarante-sept ans, Geoffrey Palmer est l'un des plus proches lieutenants du premier ministre démissionnaire, David Lange. Lorsque ce dernier était chef de l'opposition, il était son second. Après la victoire des travaillistes en 1984, il devint tout naturellement son vice-premier ministre.

Fidèle aux idées libérales, il avait été un des rares à s'être solidarisé avec David Lange au plus fort de la crise interne du parti. Les deux hommes se complaisaient à merveille. Si David Lange affectionnait les prestations médiatiques et le contact avec les élec-

teurs, M. Palmer se contentait volontiers du rôle d'émancipateur gris.

Plus que sur le fond, c'est donc davantage sur le style que le nouveau premier ministre néo-zélandais devrait se distinguer du bouillant David Lange. Avocat et universitaire de formation — il a effectué un séjour d'études aux Etats-Unis et rédigé quelques ouvrages juridiques — il fera sans doute preuve de plus de diplomatie ; sans concéder un iota de certaines positions de principe — tel le nucléaire — comme l'indiquent ses tout premiers propos à l'adresse des Américains.

Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

En fait, cela n'existe pas. Parce que vous êtes unique. Il y a des êtres formidables qui ne demandent qu'à vous rencontrer, précisément pour cette raison. Comment faire pour que leur chemin et le vôtre se croisent ? Votre seule chance est-elle de multiplier vos rencontres, en faisant confiance au hasard ?

Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que Ion International vous propose : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, des lors que leur personnalité, définie par une Etude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque votre inscription est valable jusqu'au choix définitif.

Pour recevoir une documentation complète : Faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez cette demande.

Envoyez l'enveloppe gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre bêtise d'information en cochant « Pour un couple nouveau ».

M. Mme, Mlle Age
Prénom
Adresse
.....

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.30
■ GENÈVE (1206) 4, route de Florissant Tél. : (022) 46.84.86

© Ion International
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

[illegible]

ANALYTIQUE : les pourparlers de paix

1. **Don't drink too much.** Alcohol is a depressant, and it can make you feel more tired and less alert. It can also make you more likely to make mistakes or have accidents.

2. **Don't drive if you're feeling drowsy or tired.** If you're feeling drowsy or tired, it's best to pull over and take a break. Driving while drowsy is just as dangerous as driving while drunk.

3. **Don't drink and drive.** This is a common mistake that many people make. Drinking alcohol and then driving is a sure way to get into trouble.

4. **Don't drink if you're on medication.** Some medications can interact with alcohol, making you feel more drowsy or dizzy.

5. **Don't drink if you're pregnant.** Drinking alcohol during pregnancy can harm your baby.

6. **Don't drink if you're taking certain medications.** Some medications can interact with alcohol, making you feel more drowsy or dizzy.

7. **Don't drink if you're feeling sick.** Drinking alcohol when you're feeling sick can make you feel worse.

8. **Don't drink if you're taking certain medications.** Some medications can interact with alcohol, making you feel more drowsy or dizzy.

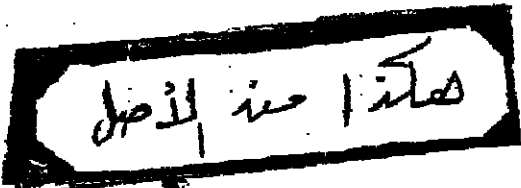
9. **Don't drink if you're feeling sick.** Drinking alcohol when you're feeling sick can make you feel worse.

10. **Don't drink if you're taking certain medications.** Some medications can interact with alcohol, making you feel more drowsy or dizzy.

est nommé premier ministre

[illegible]

Lieutenant de V.



R O M A N S F R A N Ç A I S

Asie

JAPON : élu président du Parti libéral démocrate

M. Toshiki Kaifu succédera à M. Sosuke Uno à la tête du gouvernement

TOKYO
de notre correspondant

M. Toshiki Kaifu a été nommé, le mardi 8 août, président du Parti libéral démocrate (PLD), ce qui fera de lui le nouveau premier ministre, après un vote au Parlement dont le résultat ne fait guère de doute étant donné la majorité dont dispose le parti conservateur à la Chambre basse — même s'il a perdu celle du Sénat à la suite des élections du 23 juillet. Le vote des deux Chambres pour l'élection du nouveau premier ministre devrait intervenir mercredi. La session extraordinaire de la Diète a été officiellement ouverte, mardi matin, en présence de l'empereur Akihito.

Malgré l'entrée en lice de deux autres candidats, M. Shintaro Ishihara et M. Yoshio Hayashi, la victoire de M. Kaifu, soutenu par les deux plus importants clans du PLD (ceux de MM. Takeshita et Abe) ainsi que par son propre groupe (celui de M. Komoto), était pratiquement assurée. Il fut élu dès le premier tour de scrutin, avec une bonne marge d'avance, par les quatre cent quatre parlementaires libéraux démocrates auxquels s'étaient joints les représentants des quarante-sept sections préfectorales du PLD. M. Kaifu a recueilli 278 voix, M. Hayashi, 120, et M. Ishihara, 48.

C'est donc à un homme relativement jeune (cinquante-huit ans), qui n'a jamais occupé le devant de la scène politique, que les libéraux démocrates ont confié la tâche difficile d'enrayer leur recul électoral et de renouveler l'image d'un parti au pouvoir depuis trente-quatre ans, afin de contrebalancer le « new look » introduit dans la politique japonaise par M. Doi, président du Parti socialiste.

Jusqu'à un certain point, la désignation de M. Kaifu marque une évolution. D'abord dans la tradition-

nelle rotation du pouvoir des chefs des cinq principaux clans du parti conservateur : c'est la première fois qu'est porté à la tête du parti conservateur un homme qui n'est pas l'un de ses « barons ». Dans un souci de rajeunissement, tous les candidats étaient en outre nés pendant l'ère Showa (ère de l'empereur Hirohito), c'est-à-dire après 1926. En outre, il avait été exigé, cette fois, moins de signatures de recommandation qu'antérieurement (vingt, et non plus cinquante) pour faire acte de candidature. Une réforme qui visait à rendre plus ouverte l'élection du nouveau président du PLD. Le plus souvent, l'accord préalable entre les « barons » du PLD dispensait d'un vote : l'unique candidat choisi par les caciques du parti étant formellement désigné par acclamation. Ce fut le cas de M. Uno, premier ministre sortant, et précédemment de M. Takeshita. Malgré ces nouveautés, on peut se demander si l'accession au pouvoir de M. Kaifu tient du simple replâtrage, ou s'il marque une évolution substantielle.

Le soutien des clans

L'homme qui accède au pouvoir est nouveau, mais le processus qui a conduit à sa désignation n'en respecte pas moins les règles les plus traditionnelles de l'alternance des clans au pouvoir (c'est ainsi, aujourd'hui, le tour d'un membre, sinon du groupe minoritaire). La « solution Kaifu » ménage, en outre, les chances de retour sur le devant de la scène des caciques du parti qui, impliqués dans le scandale Recruit, ont préféré cette fois se tenir en retrait. Ils n'en ont pas moins été actifs en coulisses. Du point de vue du pouvoir au sein du parti conservateur, les trois candidats apparaissent des « poids légers », manipulés par les barons du parti.

A l'exception du clan Miyazawa, qui espère briser l'axe Takeshita-

Abe et soutenir M. Hayashi, les principaux clans (ceux de MM. Takeshita, Abe et Nakasone) étaient favorables à M. Kaifu. Il n'y en a pas moins eu une « fronde » plus importante qu'on ne le pensait de la part de certains membres des clans Abe et Nakasone : ces « francs-tireurs » ont, dans le secret des urnes, porté leur voix sur la candidature de M. Ishihara et de M. Hayashi. Le nombre total des voix obtenues par les candidats opposés à M. Kaifu témoigne du mécontentement provoqué par les manœuvres en coulisses des chefs des clans dominants : les trois clans Takeshita, Abe et Nakasone représentent 73 % des parlementaires du PLD ; or M. Kaifu n'a obtenu que 62 % des suffrages exprimés.

Les candidatures de MM. Hayashi et Ishihara expriment essentiellement les intérêts de groupes mineurs. Ainsi, M. Ishihara, ancien romancier, connu pour ses idées nationalistes, était le candidat de l'Union pour la liberté et les réformes, animé par M. Kamei, porte-drapeau de la jeune droite du PLD. Celui-ci se devait de présenter un candidat pour asseoir la position de son groupe, qui ne constitue pas un clan mais rassemble une vingtaine de jeunes conservateurs d'appartenance diverses autour de certaines idées. La réforme structurelle fondamentale du PLD proposée par le groupe de M. Kamei est, certes, une évolution souhaitée par beaucoup mais les autres options de l'Union pour les libertés et les réformes, teintées d'un nationalisme ombrageux, limitent son influence. M. Ishihara a cependant obtenu plus de voix qu'on ne l'attendait.

La nécessité d'affirmer son identité en tant que faction minoritaire a également poussé le petit clan Nikaido à présenter un candidat en la personne de l'ancien ministre de la Santé, M. Hanayashi, qui a, notamment, recueilli les voix de ceux qui

s'opposent à l'hégémonie du clan Takeshita.

En termes de plate-forme politique, au cours d'un simulacre de campagne au sein du PLD qui a précédé l'élection, M. Ishihara avait mis l'accent sur la réforme du PLD, tandis que M. Hayashi insistait sur un règlement du scandale Recruit (qui s'est terminé par un « non-lieu » pour toutes les personnalités les plus influentes impliquées dans cette affaire). M. Kaifu, quant à lui, a semblé en retrait, se contentant de demander un rôle plus grand pour les femmes dans le PLD. Le nouveau premier ministre a paru également moins radical que M. Ishihara en ce qui concerne les réformes structurelles du parti conservateur. Il n'a fait que rappeler les mesures qui ont déjà été décidées en matière de transparence des fonds politiques. Les trois candidats avaient unanimement affirmé leur volonté de modifier la taxe à la consommation, l'un des grands facteurs de mécontentement de l'opinion publique.

Le rôle de la démocratie

Le premier objectif du gouvernement Kaifu sera de chercher à regagner la confiance de l'électorat en prévision d'élections générales qui pourraient être anticipées, et en tout état de cause, doivent avoir lieu avant juillet 1990. Sur le plan diplomatique, s'agissant d'un cabinet faible, étant donné les problèmes internes du parti gouvernemental, et de surcroît confronté à une opposition renforcée, il est peu vraisemblable que M. Kaifu prenne des initiatives retentissantes. On peut cependant, au contraire, que son gouvernement cherche à ajourner les décisions délicates plutôt qu'à trouver des solutions qui pourraient aggraver son impopularité : on se demande, notamment à Washing-

ton, si le Japon de M. Kaifu pourra poursuivre la politique d'accroissement des dépenses militaires souhaitée par les États-Unis, compte tenu de la présence au parlement d'une opposition plus forte.

Il reste que le Japon est aussi gouverné par sa bureaucratie. Le ministère de l'Industrie et du Commerce international « régit » sur le redressement du Japon au cours des années 1950 et 1960. Aujourd'hui, son rôle de télégestion, parfois directif, de l'économie a beaucoup diminué ; il n'en assume pas moins, comme le ministère des Affaires étrangères, la tâche de définir la nouvelle place d'un Japon puissant sur la scène internationale. Depuis des mois, la bureaucratie paraît seule aux commandes, sans que la vie nationale s'en ressente vraiment : les sommes qui ont secoué le monde politique et la paralysie du pouvoir n'ont pas empêché le Japon d'avoir une économie florissante et de tenir honorablement sa place sur la scène mondiale. Mais des décisions politi-

ques s'imposent afin de donner à la bureaucratie les moyens de faire passer certaines réformes.

Or il n'est pas certain que le cabinet Kaifu, en butte aux attaques d'une opposition qui pourrait être d'autant plus démagogique qu'elle penserait pouvoir porter ainsi l'estocade finale au camp conservateur, soit en position de prendre des mesures affectant les intérêts de certaines couches sociales et risquant de compromettre davantage sa position électorale : par exemple, poursuivre la politique d'ouverture du marché agricole (qui lui a déjà aliéné l'électorat paysan) ou réformer le système de distribution (ce qui suscitera l'opposition de six millions de petits commerçants). Des attermoissements prévisibles qui pourraient aggraver les frictions économiques avec les États-Unis.

PHILIPPE PONS.

Un second couteau

TOKYO
de notre correspondant

M. Toshiki Kaifu n'a pas suivi la « voie royale » qui mène traditionnellement au Japon à la fonction de premier ministre : il n'a pas occupé des postes de direction dans le Parti libéral démocrate (PLD) et n'a jamais obtenu des portefeuilles considérés comme prestigieux (économie ou affaires étrangères). Ses atouts tiennent à son âge (cinquante-huit ans, ce qui, dans le monde politique nippon, est relativement jeune) ainsi qu'à une image de politicien incarnant une « relève des générations » et, jusqu'à un certain point, non impliqué dans des scandales. Il a, en outre, l'avantage de ne pas avoir d'ennemi au sein du PLD.

Sa carrière en tant que membre du gouvernement se borne à des fonctions de chef adjoint du cabinet lorsque M. Takeo Miki était premier ministre (1974-1976) et de ministre de l'Éducation dans un gouvernement Fukuda (1976-1977), puis dans un gouvernement Nakasone (1985-1988). Il fut également vice-ministre du Travail. Bien que membre des associations parlementaires nippo-allemande et nippo-anglaise, M. Kaifu n'a pas d'expérience en matière de politique étrangère.

Fils du propriétaire d'un studio de photo de Nagoya, M. Kaifu commença sa carrière politique à sa sortie de la faculté de droit de l'université Waseda, comme secrétaire d'un député conservateur. Il fut élu pour la première fois à la Chambre basse en 1960, devenant à vingt-neuf ans le plus jeune parlementaire japonais et il hérita le « fief » électoral dans la préfecture d'Aichi de son patron, M. Kinsho Kono.

Protégé de M. Takeo Miki (mort en novembre 1988), l'homme propulsé au PLD qui succéda à M. Kakuei Tanaka emporté par une vague de scandales (il devait être impliqué en 1976 dans l'affaire Lockheed), le nouveau premier ministre se réclame volontiers de l'héritage spirituel de son « parrain » en politique pour affirmer ses volontés de réformer et de moraliser les mœurs du parti conservateur, frappé ces derniers temps par une série de scandales. M. Kaifu est d'ailleurs à la tête d'une commission de réforme à la direction du PLD.

Deux hypothèses pèsent néanmoins sur l'ascension de M. Kaifu. Tout d'abord, il a été légèrement ébloué par le scandale politico-boursier Recruit : il a reçu 15 millions de yens sous forme de donations politiques de cette société qui a largement « arrosé » le camp conservateur, comme certains opposants, au cours des dernières années. Le président de Recruit, M. Ezoe, cherchait, entre autres, à se constituer un lobby au ministère de l'Éducation dont M. Kaifu était l'un des personnalités en vue. M. Kaifu a cependant précisé que ces contributions avaient été déclarées au ministère de l'Intérieur comme la veut la loi sur les fonds politiques. De telles relations avec

Recruit, même si elles sont plus claires que dans le cas des gérontes du PLD, avaient cependant désigné le premier ministre sortant, M. Uno, de prendre dans son cabinet celui qui est appelé aujourd'hui à lui succéder.

La seconde hypothèse est sans doute plus lourde pour l'avenir du nouveau premier ministre. Membre du clan mineur de M. Toshio Komoto (mineur par son effectif et qui a hérité en 1980 de M. Miki), il n'est même pas le président. M. Kaifu sera obligé de compter sur l'appui des groupes numériques les plus importants pour gouverner, en l'occurrence de ceux de MM. Abe et Takeshita, qui l'ont mis au pouvoir. M. Kaifu, qui sort de la même



université (Waseda) que M. Takeshita, est connu comme étant très proche de l'ex-premier ministre, avec qui il partage une même passion pour le mah-jong. Au moment de l'élection de M. Takeshita à la présidence du PLD en 1988, le clan Komoto était hégémonique et la rumeur courait que M. Kaifu était prêt à le quitter, entraînant certains de ses collègues s'il ne voyait pas pour M. Takeshita.

Le fait qu'il ait été précisément placé à la tête du gouvernement par ce dernier, l'appui de M. Abe, l'autre homme fort du PLD) dessent M. Kaifu. Le nouveau premier ministre devra infirmer les pronostics pessimistes que suscite son accession au pouvoir chez certains observateurs politiques et dont la formule au vitriol de l'un d'entre eux résume la teneur : « M. Kaifu n'est pas grand-chose ; il a d'ailleurs été désigné pour cela ».

Sans pouvoir personnel, ne disposant d'aucune « troupe » au sein de la majorité, M. Kaifu n'a pour lui que son image, plus fraîche que celle des vieux routiers de la politique nipponne, et son éloquence, que l'on dit grande (qualité dont manquent beaucoup de ses pairs). Ces atouts lui suffiront-ils pour gouverner et, surtout, entraver le recul d'un parti conservateur encore puissant, mais paralysé par les conséquences de ses excès de pouvoir passés qui ont déjoué de lui une partie de l'électorat ?

Ph. P.

Amériques

Après le sommet des chefs d'Etat centraméricains

Washington accueille avec résignation l'accord de démantèlement des « contras » nicaraguayens

Les cinq chefs d'Etat centraméricains réunis depuis le 5 août dans le petit port hondurien de Tela ont approuvé lundi 7 un nouveau plan de démantèlement des « contras » nicaraguayens. Aux termes de ce texte, les rebelles antisandinistes devraient, de façon « volontaire », avoir remis avant la fin de cette année leurs armes à une « commission internationale d'appui et de vérification » qui doit être créée dans le mois à venir par l'ONU et l'OECE (Organisation des États américains). Les autorités de Managua, de leur côté, s'engagent à faire tous leurs efforts pour faciliter la réinsertion dans la vie civile de ceux d'entre eux qui choisissent de rentrer dans leur patrie, et non de s'installer dans

des pays tiers. Le processus concerne de dix mille à treize mille combattants de la liberté (selon la terminologie de l'ex-président Reagan) et environ cinquante mille membres de leurs familles.

Les cinq chefs d'Etat ont, par ailleurs, lancé un appel « véhément » à la pacification au Salvador, lui aussi endeuillé par une guerre civile vieille de près d'une décennie, et qui a déjà fait soixante-dix mille morts. Cependant, le président de ce pays, M. Alfredo Cristiani, récemment élu sous la bannière de l'extrême-droite (ARENA) n'a pas pu faire prévaloir sa thèse de la « symétrie » des situations (et, partant, de la symétrie des traitements à y appliquer).

tant que force militaire. On s'accrochait, pourtant, à l'idée que le maintien de la guérilla antisandiniste était nécessaire pendant la période préélectorale au Nicaragua pour « assurer que le gouvernement de Managua tiendrait ses promesses de libéralisation du régime ».

On pourrait même aller jusqu'à déceler dans les propos privés des officiels un certain soulagement : le problème de la Contra a, en effet, empoisonné pendant un lustre les relations entre la Maison Blanche et le Capitole. Et, tout compte fait, on

Il n'a pas obtenu l'approbation par ses pairs d'un plan de démantèlement du front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, extrême gauche).

La guérilla, qui combat depuis 1980, s'est cependant vue solennellement appelée à engager le dialogue avec le régime de San Salvador, puis à déposer les armes.

Beaucoup dépendra, pour ce qui est de l'application effective de l'accord de Tela, des dispositions des États-Unis. Traditionnelle puissance tutélaire de la région, ceux-ci pèsent également, en effet, d'un poids important aux Nations unies et à l'OECE — dont l'appui au processus de pacification désormais bien engagé sera déterminant.

préférir ici « encasiner » les protestations véhémentes de l'aile droite républicaine que de s'aliéner des gouvernements d'Amérique centrale ce qui aurait pour conséquence de renouer à toute influence dans cette région. Néanmoins, dans les milieux dirigeants on affirme que les rebelles ne seront pas abandonnés, ou en fait une « obligation morale ».

En particulier, le gouvernement espère obtenir du Congrès qu'il renouvelle un programme d'aide « humanitaire » (49 millions de dollars) venant à expiration en février. Ces fonds pourraient alors être utilisés à la démobilisation, à la réinsertion et à l'intégration des « contras » dans la vie publique. En vertu d'un accord entre la Maison Blanche et le législateur, l'aide ne peut continuer qu'avec l'accord des leaders et des commissions compétentes du Congrès à majorité démocrate.

Une action diplomatique sera menée auprès des gouvernements d'Amérique centrale pour les pousser à obtenir de Managua des garanties sérieuses concernant la sécurité des « contras » et le jeu normal des institutions libres. De même on envisagerait de faire pression sur des gouvernements européens pour qu'ils demeurent vigilants sur les conditions de leur assistance économique à Managua.

Beaucoup d'Américains, à l'inverse, craignent déjà que les amis des « contras » ne recommandent l'admission aux États-Unis des démobilisés. Il est évident que les autorités de Floride, et notamment de Miami, n'apprécieraient pas ce nouvel apport de population dans un milieu multiracial déjà passablement agité.

HENRI PIERRE.

WASHINGTON
correspondance

L'accord de Tela a été apparemment accueilli par plus de résignation que d'irritation dans les milieux officiels. Ceux-ci affirment avoir prévu cette issue, décevante à leurs yeux, de la discussion entre les cinq présidents centraméricains. Dans la matinée du lundi 7 août, le secrétaire d'Etat, M. Baker, et M. Aronson, son adjoint pour les affaires d'Amérique latine, avaient exercé

une dernière pression, exprimant par téléphone au président costaricien Arias le mécontentement du gouvernement américain à l'égard du programme rapide de démobilisation des « contras » nicaraguayens en cours d'élaboration. Les représentants américains auraient également souligné que l'accord allait les exposer aux plus vives critiques de l'aile droite du Parti républicain.

En fait, l'administration Bush avait accepté, sans l'admettre publiquement, l'échec de la Contra en

CUBA

Arrestations de militants des droits de l'homme

Trois Cubains dirigeants des organisations (illégales) luttant pour les droits de l'homme ont été arrêtés à leur domicile, dimanche 6 août. Il s'agit, selon l'organisation humanitaire nord-américaine, Americas Watch, de MM. Elioardo Sanchez Santa Cruz, Iran Abi Cobas et Hubert Jerez. M. Sanchez Santa Cruz avait notamment tenté, lors de la visite en avril dernier du ténor soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, d'organiser une manifestation. Condamné à trois mois de prison, il

avait été relâché pour raison de santé. Il avait, il y a une dizaine de jours, décrit à des journalistes américains la récente condamnation et l'exécution de quatre officiers cubains convaincus de trafic de drogue et corruption, comme des « assassinats ».

Le département d'Etat américain — qui fait état de quatre arrestations sans toutefois donner le nom de la quatrième personne — a demandé à la communauté interna-

tionale de dénoncer ces faits, notamment aux Nations unies. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a déclaré que ces arrestations sont « une nouvelle violation flagrante des droits de l'homme à Cuba ».

Selon Americas Watch, vingt-trois membres d'organisations de défense des droits de l'homme auraient été emprisonnés depuis octobre 1988 dans l'île caribéenne.

Par ailleurs, La Havane a reproché, lundi 7 août, aux États-Unis de ne pas vouloir instaurer une coopération bilatérale dans la lutte contre la drogue. Un éditorial du quotidien gouvernemental, *Granma*, évoque « les intentions sérieuses, solides et réelles exprimées par Cuba dans le sens d'une coopération avec les autorités américaines dans la lutte contre la drogue », en contradiction avec les « conditions évasives » posées par le gouvernement américain. — (AFP, Reuters, UPI.)

une société unique de distribution en Suisse sous forme de « joint venture ». Selon M. Davidoff, ses cigarettes sont facturées 28 % (et non 5 %, comme nous l'avons écrit) plus cher que les Montecristo. « Nous assumons (et non « isolons ») nos charges d'approvisionnement des circuits commerciaux », a enfin déclaré M. Davidoff.

● CHINE : rupture de relations avec la Grenade. — Pékin a rompu ses relations diplomatiques avec la Grenade à la suite de l'établissement, le 20 juillet, de relations diplomatiques entre cette île des Antilles et Taiwan, a annoncé, mardi 8 août,

le ministère chinois des Affaires étrangères, qui a qualifié la décision de la Grenade de « violation » des principes définis entre les deux pays lors de l'établissement de leurs relations diplomatiques en octobre 1985. — (AFP.)

Politique

La justice outre-mer

M. Michel Rocard se rendra en Nouvelle-Calédonie les 20, 21 et 22 août, à l'occasion d'un voyage dans le Pacifique qui le tiendra éloigné de Paris entre le 16 et le 27 août. Le premier ministre s'adressera également en Australie (les 18 et 19), puis aux îles Fidji, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française.

En août 1988, M. Rocard s'était engagé auprès des dirigeants du FLNKS à «élargir le pardon» prévu par les accords de Matignon et confirmé par le référendum du 6 novembre 1988, si mal incident ne venait troubler le processus de

pacification sur le territoire. Les articles 80 et 81 de la loi référendaire excluaient, en effet, de l'amnistie ceux qui «par leur action directe et personnelle, ont été les auteurs principaux du crime d'assassinat». La plupart des inculpés dans l'affaire de la prise d'otages de la gendarmerie de Fayaoué, le 22 avril 1988, devraient bénéficier de l'amnistie. Seul resterait en suspens le cas de M. Hilaire Dianou, le frère d'Alphonse, l'un des Canaques tués à Ouvéa le 4 mai 1988. D'autre part, par une décision du 28 avril 1989

infirmant l'ordonnance de non-lieu rendu par le magistrat instructeur, la chambre d'accusation de Nouméa a exclu du bénéfice de l'amnistie M. Maurice Moinoud, inculpé de l'assassinat d'un jeune caldoche, Yves Tual, en novembre 1985.

A Matignon, on indique que le premier ministre n'envisage pas d'annoncer un élargissement de l'amnistie au cours de son séjour en Nouvelle-Calédonie mais qu'il rendra compte de la situation, à son retour, au président de la République. Le 28 juillet dernier, à Nouméa, le ministre des

DOM-TOM, M. Louis Le Penzec, avait déclaré que le premier ministre ne se prononcerait qu'«après avoir constaté la situation qui prévaut sur le terrain et avoir entendu les deux signataires des accords de Matignon». M. Le Penzec avait rappelé qu'une amnistie nécessitait «une décision du président de la République et l'approbation d'une loi. Si l'amnistie doit être élargie, ce ne peut être que pour reconnaître le retour de la paix civile et la réconciliation des Calédoniens».

I. — En Nouvelle-Calédonie, la reconstruction

NOUMÉA de notre envoyée spéciale

La justice de justice de Nouméa est en chantier. Depuis sept mois, les magistrats travaillent dans le bruit assourdissant des bétonnières et des pelles mécaniques qui font trembler les murs et couvrent les chantiers d'épaves sur les bureaux d'une petite poussière fine. Lentement, du trou béant qui séparait les deux ailes du bâtiment depuis l'attentat de décembre 1985, s'élèvent d'épaisses façades de briques. Le crasi symbole de ce palais évanoui au cœur de la ville, témoin de tant d'affrontements, ne veut plus être qu'un lointain souvenir. A Nouméa, aujourd'hui, la justice est toute à l'image de ce nouveau chantier. Discrètement, on reconstruit.

Ser les vingt-trois juges du tribunal de Nouméa, plus de deux a été renouvelé depuis la signature des accords de Matignon, en juin 1988. Des «promotions» opportunes ont pu convaincre, si nécessaire, certains magistrats que leur présence ne s'imposait plus vraiment sur le territoire. Le changement de classification du tribunal a également permis d'affecter à Nouméa des juges à l'ancienneté professionnelle plus grande, notamment parmi les chefs de cour. Il fallait sans doute en finir avec cette fatalité des territoires à accueillir trop souvent dans leurs tribunaux que des magistrats sans expérience ou au contraire trop rompus aux carrières d'outre-mer. Changer la justice à Nouméa, c'était d'abord changer ses hommes.

Nommé en février 1988 à la première présidence de la cour d'appel — avec le soutien du président de la

République et en dépit de l'opposition virulente du garde des sceaux de l'époque, M. Alain Chabat, M. Claude Hanoteau a incarné plus que tout autre cette volonté de réforme. Ancien conseiller à la cour d'appel de Paris, il est l'un de ces «grands juges» auxquels on a demandé de venir sur le Caillou. Il n'y avait séjourné qu'une seule fois, en septembre 1987, chargé avec cent trente de ses collègues, de présider les bureaux de vote lors du référendum local organisé sous le gouvernement de M. Jacques Chirac et boycotté pacifiquement par les indépendantistes. Un mois plus tard, le 29 octobre, la cour d'appel de Nouméa acquiesçait les inculpés de la fusillade de décembre 1984 à Hengibé. Et ce verdict était accueilli par les Canaques comme un véritable déni de justice. De tout cela, M. Hanoteau ne veut pas parler.

Dans son petit bureau, perché en haut d'un escalier de secours faisant momentanément office d'entrée principale, il veut en revanche bien évoquer le milliard de francs CFP (soit 55 millions de francs) consacré au palais de justice, pour l'agrandissement des locaux et l'aménagement des deux salles d'audience, qui devrait être achevé en décembre prochain.

Autre symbole douloureux : depuis cinq ans la justice n'avait trouvé à Nouméa qu'une scène de théâtre pour accueillir ses audiences... Le parc de machines à écrire a été renouvelé en 1989 et dans le budget 1990, une enveloppe supplémentaire devrait permettre l'installation de services judiciaires. Reconstruire, c'est aussi cela. Mais c'est surtout changer les

méthodes. Quand ils sont arrivés sur le territoire, les nouveaux magistrats ont suivi un stage, organisé avec le Haut-Commissariat, pour découvrir la brousse tant caldoche que canaque. «On ne peut pas être juge sans connaître le pays dans lequel on travaille», observe M. Hanoteau.

Lorsqu'on a parcouru soi-même pendant des heures la Grande Terre en voiture, de Nouméa jusqu'au Nord, confie une jeune femme magistrat, on ne conçoit plus un habitant de Ponindji ou de Kouma à 8 heures du matin au tribunal, mais plutôt à 1 heure de l'après-midi. A la dernière session d'audience, M. Hanoteau a institué, avant l'audition des témoins, une minute de silence afin de respecter cette tradition mélanésienne de l'observation muette avant d'engager tout dialogue. Les reconstructions sur le terrain, auxquelles il avait fallu renoncer pour des raisons de sécurité, ont repris presque systématiquement. Des précautions particulières sont prises : le juge prévient le chef coutumier de sa venue, l'informe de l'avancement du dossier et s'empare du règlement coutumier du délit qui, très souvent, est mené parallèlement au sein de la tribu.

Spécificités locales

Reconstruire, c'est encore rapprocher la justice des justiciables, en Nouvelle-Calédonie plus qu'ailleurs. Le voyage aller-retour Lifou (îles Loyauté)-Nouméa coûte environ 800 F français, auxquels il faut ajouter, si le jour d'audience ne correspond pas aux horaires de bateau ou d'avion, les frais d'hébergement à Nouméa.

Jusqu'en 1984, les juges se déplaçaient une à deux fois par an dans les îles pour tenir sur place des audiences foraines. Mais, la cancre, les «événements» ont tout interrompu. La loi adoptée par le Parlement le 13 juin dernier a institué deux juges-résidents à Koné, au nord-ouest de la Grande Terre et à Wé, sur l'île de Lifou, compétents pour juger des affaires civiles, correctionnelles et de police (voir encadré).

M. Hanoteau, qui, avec le procureur général, M. Gilles Lacroix, est à l'origine de cette disposition, n'a pas souhaité rétablir les audiences foraines. «Le juge qui se déplace n'avait pas le temps de recevoir, de discuter, avec les gens et de connaître leurs préoccupations. Il passait comme le Père fouettard pour distribuer des sanctions et des amendes. Il valait mieux créer des juridictions stables, détachées de Nouméa».

Choisis parmi les magistrats actuellement en poste à Nouméa, les deux juges-résidents prendront leurs fonctions en décembre. La loi prévoit que, pour les affaires correctionnelles jugées en collégialité, ils seront assistés de deux assesseurs, issus de la population locale, ayant une formation de juristes. Depuis un mois, M. Hanoteau mène avec d'autres magistrats, une campagne de sensibilisation de la population à cette fonction, en rencontrant les maires, les représentants des nouvelles provinces, les chefs coutumiers afin d'encourager les candidatures.

La liste, dressée par les maires, sera ensuite soumise à la chancellerie, qui, par arrêté, nommera les assesseurs et leurs suppléants pour une durée d'un an. «Un juge sur le terrain et des assesseurs — caldoches et Mélanésiens — qui participeront à la décision de justice, qui pourront exprimer leurs préoccupations, leurs traditions, c'est une vraie réforme. La justice, et c'est pas que du droit, du juridique. Bien sûr, il y aura des difficultés, et alors ?», lance, avec un air de défi presque gourmand, M. Hanoteau.

Sans attendre l'entrée en vigueur de la loi, plusieurs initiatives ont été prises au tribunal de Nouméa. Depuis un an, de nombreux mineurs, qui avaient été placés en détention provisoire, sont sortis de prison. La loi votée par le Parlement au printemps 1989 limitant la détention des seize-dix-huit ans, n'a pas été étendue au territoire mais la nouvelle équipe de magistrats s'efforce de l'appliquer dans l'esprit. En accord avec le barreau, ils ont créé une association de contrôle judiciaire et d'aide aux victimes, Rajavi, qui devrait obtenir sous peu une subvention de la chancellerie. Le but, à

encore, est de rapprocher le droit calédonien de celui de la métropole, tout en tenant compte des spécificités locales.

Une première expérience a été menée avec de jeunes détenus en attente de jugement, qui ont été placés en liberté sous contrôle judiciaire et confiés à un grand chef coutumier d'île Ouen, au large de Nouméa. La tribu les entretient en échange d'un travail gratuit — la construction d'un gîte rural, et le grand chef viendra témoigner de leur travail au moment de leur comparution devant la cour d'assises. «La société coutumière est pour nous un relais fantastique», explique M^{me} Fabienne Pous.

Depuis six mois, un service de semi-liberté a été mis en place, et le tribunal correctionnel a commencé à prononcer des peines d'intérêt général. En dépit du scepticisme des anciens magistrats, nombreuses sont les communes qui se sont portées volontaires pour accueillir les jeunes délinquants.

Dans ce domaine, la métropole n'a rien inventé. Il y a bien longtemps que, dans les tribus mélanésiennes, la justice coutumière applique aux auteurs d'infractions des peines d'intérêt général : l'entretien d'un champ d'igname pour la communauté, la reconstruction d'une case détruite par un pyromane, l'aide aux personnes âgées. Le comité de probation, qui virtuellement existe depuis le 27 décembre 1983 sur le territoire, mais qui n'a jamais réellement fonctionné, va lui aussi voir ses effectifs renforcés, pour assurer le suivi des condamnés à des peines de sursis avec mise à l'épreuve.

Deux éducateurs spécialisés et une assistante sociale viennent en outre de s'installer à Nouméa pour traiter plus particulièrement des cas des mineurs délinquants. Rien n'avait jusqu'alors été prévu pour ces jeunes, mélanésiens pour la plupart, en rupture avec leur tribu, qui vivent à dix ou quinze ans dans des studios et qui sont souvent à l'origine des explosions de violence dans la cité de la Rivière salée, à côté de Nouméa.

Avec les changements intervenus parmi les magistrats, les dossiers en souffrance se sont accumulés sur les bureaux. «Maintenant, confie le procureur Robert Finiel, nommé depuis quelques mois sur le territoire, nous avons besoin de temps et de calme.» Le message vaut tant

pour l'extérieur que pour l'intérieur du palais. Car, si les travaux redonnent son unité à la façade du tribunal de Nouméa, il reste encore profondément coupé en deux, entre «anciens» et «nouveaux» juges, entre, parfois, deux conceptions de la justice. Là aussi, il faudra reconstruire. Mais ces fissures-là ne se combleront pas à coups de pelle mécanique.

PASCAL ROBERT-DIARD.

Prochain article :

TAHITI, LOIN,
SI LOIN
DE LA SÉRÉNITÉ

La loi sur l'organisation judiciaire

La loi adoptée par le Parlement le 13 juin 1989, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1990, prévoit la création de sections détachées du tribunal de première instance de Nouméa, compétentes pour juger des affaires civiles, correctionnelles et de police ainsi que des affaires relevant du tribunal pour enfants. Les juges-résidents, qui président les sections détachées, sont assistés de deux assesseurs ayant voix délibérative, choisis parmi les personnes de «nationalité française, âgées de plus de vingt-trois ans, présentant des garanties de compétence et d'impartialité et n'ayant

fait l'objet d'aucune condamnation, inéligibilité ou déchéance». Chaque année, la garde des sceaux arrête, pour chacune des sections détachées, une liste comprenant deux assesseurs titulaires et, pour chacun d'eux, trois assesseurs suppléants, choisis sur proposition du premier président, après avis du procureur général et de l'assemblée générale de la cour d'appel. La loi prévoit que, si le nombre des candidats est insuffisant pour établir la liste, les sections détachées peuvent statuer sans assesseur. Un système identique d'échec existe au tribunal de première instance de Wallis-et-Futuna.

Communication

La polémique autour des chaînes privées

Ariel Zeittoun et Daniel Toscan du Plantier défendent les quotas

Dans la polémique qui l'oppose depuis plusieurs semaines aux dirigeants des trois télévisions privées, le gouvernement n'est pas isolé. Il a reçu le soutien des organisations professionnelles de la production qui jugent que les quotas votés par le ministère de la communication sont indispensables à la survie de la création audiovisuelle française. Ariel Zeittoun, président de l'Union des producteurs de films, et Daniel Toscan du Plantier contestent les arguments des responsables de TF1, la Cinq et M6, et demandent au gouvernement de défendre «l'identité culturelle de la France».

«Si le gouvernement reculait, ce serait à la fois désolant et scandaleux», affirme Daniel Toscan du Plantier. «On a des chaînes de télévision qui ne produisent rien de bon, qui ne font que répéter ce qu'on voit ailleurs. C'est une véritable déchéance culturelle. On ne peut pas être le cas. On sent enfin une vraie volonté politique, un souci de l'intérêt général, qui va bien au-delà des intérêts particuliers de quelques entrepreneurs privés». Voilà. A nouveau le cinéma face à la télévision. L'affrontement producteurs-diffuseurs est-il donc inéluctable ? «A chacun sa logique», soutient Ariel Zeittoun, «et le débat est sain et souhaitable. Personne aux États-Unis ne s'efforcerait de voir s'entretenir les différents lobbies. Comment pourrait-on négocier l'opinion du cinéma français qui parle d'expérience, étant le seul cinéma européen à se porter vaillamment, après l'affrontement avec la télévision qui a décliné les autres cinémas ?»

L'Union des producteurs de films affirme en effet très haut son soutien aux deux projets de décret — «c'est à ce type de mesures que le cinéma doit sa survie» — et rétorque un à un les arguments de leurs détracteurs.

L'insuffisance de produits français ? «Ces mesures sont précisément destinées à en créer», réplique M. Toscan du Plantier. Seul le volontarisme a marché en matière de cinéma. Seul il pourra changer quelque chose à la production télé-

visuelle. On fait cent films par an dans ce pays, dont vingt-cinq au moins d'excellente qualité. Et on ne pourrait pas éliminer six chaînes de télévision ? On a des comédiens, des réalisateurs qui ne demandent qu'à travailler et à fabriquer tous ces programmes dont M. Ramond semble terriblement manquer».

Le goût des téléspectateurs pour les programmes étrangers ? «Ce serait tout de même un comble, poursuit Daniel Toscan du Plantier, que la télévision française tende à devenir la plus tatillonne du monde, achève d'effluver les deux producteurs. L'exemple du cinéma plaide en faveur des quotas, dit M. du Plantier ; et l'hypothèse des chaînes est la première fautive de leur renforcement. Dans quel esprit tiennent-ils les artistes pour leur passer un concert à 5 heures du matin ? C'est bien l'inefficacité de la règle sur les quotas qui a rendu obligatoire celle portant sur leurs créneaux horaires». Et Ariel Zeittoun de rétorquer : «Sérieusement, trouvez-vous qu'il est exorbitant d'exiger 30 % de programmes français en France et 60 % de programmes européens en Europe ? Quand acceptera-t-on de remettre en place le problème et de poser la seule question de fond : où en sera la production française d'ici deux à trois ans ? Y aura-t-il une place pour l'Europe entre l'Amérique et le Japon ? Certains se demandent aujourd'hui de quoi se mêle le gouvernement. Je réponds qu'il se mêle de ce qui le regarde : l'identité culturelle de la France, l'existence de l'Europe. C'est exactement son boulot».

ANNICK COJEAN.

CULTURE GÉNÉRALE Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Soc. 7052, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tél. : (1) 42-70-73-63

Un second couteau



Lifou attend «son» juge

LIFOU (îles Loyauté) de notre envoyée spéciale

Il se prénomme Pierre Arpaillange. Il n'est âgé que de quelques mois et vit à Lifou. Le jour de sa naissance, son grand-père, un grand chef coutumier, accueillait la garde des sceaux venu sur l'île parler de justice et de réformes. Pierre Arpaillange — l'autre — avait annoncé l'installation prochaine d'un tribunal et d'un juge à Lifou. Hommage ou prudence ? De cet engagement, le grand chef avait souhaité que l'état-civil au moins gardât une trace. Aujourd'hui, Pierre-Arpaillange ne marche pas encore, mais les plans du tribunal sont achevés.

Les chefs coutumiers, les premiers, se sont dévoués à collaborer avec le juge. Sans leur soutien, la loi du 13 juin 1989 risquerait fort de rester lettre morte. Car à Lifou, où les traditions restent encore très fortes, on n'a pas l'habitude de régler ses problèmes devant le tribunal. A l'exception des délits très graves, c'est la justice coutumière qui tranche. Elle a des règles propres, une échelle de valeurs et de sanctions qu'aucun manuel de droit ne pourrait prétendre compléter. Ne pas tenir sa parole ou manquer de respect à une personne âgée, par exemple, sont autant de fautes graves et comme telles, durement sanctionnées.

Mais la justice coutumière a aussi ses limites que le développement économique et l'ouverture au mode de vie européen viendront encore accentuer : quand on a travaillé pour s'acheter une voiture personnelle et qu'elle est emboutée par un chauffeur, on a du mal à se contenter d'un «palabra» de moralisation devant le conseil des anciens alors qu'une plainte et un procès permettraient de toucher le montant de l'assurance. La justice coutumière n'autorise pas non plus le divorce. Aussi les couples qui désirent se séparer doivent-ils abandonner le statut de droit particulier qui régit la communauté mélanésienne et prendre celui de droit commun pour obtenir d'un juge la décision de divorce.

«son» juge

Les plus critiques aujourd'hui à l'égard de la justice coutumière en sont ses plus fréquentes «victimes», les jeunes. Le service militaire en métropole, les séjours à Nouméa leur rendent de plus en plus difficile l'acceptation de leur statut au sein de la tribu. Dans la société mélanésienne, c'est le mariage qui donne la majorité. A partir de dix-sept ans et jusqu'au jour où ils décident de fonder un foyer, les jeunes échappent à leurs parents et sont placés sous l'autorité de la tribu. Ils vivent ensemble, sous la tutelle de leur aîné, et sont responsables collectivement des délits commis par chacun d'entre eux. Quand un garçon a fait une faute, explique Hirane Wacapo, chef de clan à la tribu de Kumo, le conseil des anciens se réunit dans la maison commune et convoque l'ensemble des jeunes. Ils écoutent le palabre et sont tous châtiés pour l'exemple. Le plus souvent, les sanctions prennent la forme de châtiments corporels violents. Quand la faute n'est pas trop grave, le conseil des anciens s'adresse ensuite aux jeunes le soin de sanctionner le ou les vrais responsables.

De ces limites et de ces remises en cause du droit coutumier, les chefs de Lifou sont aujourd'hui conscients. Aussi voient-ils dans l'arrivée d'un juge moins une concurrence qu'un renfort de leur autorité. «Un juge ici, c'est bien, observe Paul Sihézi, le grand chef du district de Wé. On a beaucoup à apprendre de lui, et il apprend de nous.» Pour le magistrat, les autorités coutumières peuvent se révéler, outre un bon relais d'information, d'«excellents «juges» de l'application des peines.

Lifou, confiante, attend «son» juge. On a trouvé le terrain pour sa maison. Il vivra dans le village de Wé, près de la mairie. Pas comme celui, si lointain, de Nouméa. Qui sait, peut-être verra-t-on demain des jeunes affaier, au titre des travaux d'intérêt général, les gratifier de coups de couteau contre la justice injuste ou la justice assassine qui hantent encore les murs de certains bâtiments de l'île...

P. R.-D.

كان من أجل

Les réactions

Dans les journaux parisiens...

La Figaro : « L'intégrité intellectuelle »

« Sa modestie farouche en fait certainement souffrir, écrit Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne et directeur de la Figaro, mais il convient d'écrire qu'avec la disparition d'Hubert Beuve-Méry c'est une page de l'histoire de la presse française qui est tournée. Il est rare qu'un homme de presse ait autant marqué son époque que le journal qu'il avait fondé le 18 décembre 1944 sur le site du Temps. La personnalité et le destin d'Hubert Beuve-Méry rejoignent ceux de Pierre Brisson, qui fit renaitre le Figaro le 23 août 1944. »

Journaliste, grand patron, il avait une haute idée de notre métier : un quotidien combat pour la recherche de la vérité, dans le respect des lecteurs. (...) Il laisse à des générations de journalistes l'exemple de l'intégrité intellectuelle et de la rigueur de l'information. »

Le Quotidien de Paris : « Patron de référence »

« On reconnaît la force d'une œuvre humaine à sa personnalité, écrit Philippe Tesson. Or il y a bien sûr un décalage entre le monde réel et ce qu'il est. A travers le Monde d'aujourd'hui on retrouve dans la forme et dans le fond les mêmes principes et les mêmes exigences qui ont présidé à sa création, on y retrouve Hubert Beuve-Méry. Homme de presse, homme d'autorité, homme de conscience, il a su bâtir un remarquable journal, durable comme une institution. La presse française perd, avec lui, son patron de référence. »

International Herald Tribune : « Le Monde, une institution nationale »

« M. Beuve-Méry a façonné le premier journal français jusqu'à en faire une institution nationale : au même titre que la Banque de France, le premier à n'être le jouet ni d'une faction, ni d'un parti, ni d'une idéologie. »

The Times : « Jamais parisien »

« Beuve-Méry fut certainement l'un des plus grands directeurs de journaux européens de notre siècle. Le journal qu'il a mené à un succès aussi indiscutable était au centre gauche, de façon indépendante, mais il assurait que de son temps ses orientations n'étaient jamais été partiales. Il a été et dirigé un journal de qualité et bien équilibré. Il en était le vrai patron. Il n'aurait jamais supporté le type de direction collégiale qui fut tenté par certains de ses successeurs. Il fut aussi l'un des hommes les plus remarquables issus de la Résistance française (...). L'indépendance était la clé de son caractère. »

Daily Telegraph : « Un des journaux les plus influents dans le monde »

« En poursuivant une politique d'indépendance rigoureuse et réso-

lutionnaire, avec lui, son patron de référence. »

Libération : « Le poids de la décision »

« Je l'ai rencontré en 1941, au groupe Esprit de Lyon que fréquentait l'élite intellectuelle de la Résistance, écrit Jean-Marie Domenach. Mais ce n'était pas un intellectuel. Il avait le poids de la décision. Il parlait peu, de façon presque inaudible. Il regardait le monde d'un oeil pailonné et apparemment méprisant. A quarante ans, il avait fait le tour de la liberté et de la trahison. Il ne se faisait aucune illusion sur la bonté humaine et, pourtant, il était bon et totalement engagé dans le combat commun. »

Dans le même numéro de Libération, qui consacre quatre pages au fondateur du Monde, l'historien Jacques Julliard analyse, de son côté, les relations entre les trois grands acteurs de la France d'après-guerre que furent le général de Gaulle, Pierre Mendès-France et Hubert Beuve-Méry : « Ils ont exercé en quelque sorte la fonction de commandement dans leurs domaines respectifs : la presse, la politique, l'histoire. Ils ont donné beaucoup d'importance aux relations d'homme à homme, un compagnon d'homme à la mystique du chef. Au fond, ils sont trois moralistes du XIX^e, pour qui les valeurs ne sont pas politiques mais d'abord morales et qui craignent la dégradation de la mystique en politique. Beuve, comme de Gaulle, était un grand lecteur de Péguy. De la droite, il détestait l'argent et une certaine

richesse. De la gauche, la proposition au bavardage. De Gaulle, Mendès et Beuve ont une vision commune de la société française, empêchée dans sa modernisation par les guerres coloniales et les querelles politiciennes. Des traditionalistes rebelles qui ont su défendre les institutions républicaines tout en gardant une réserve permanente à l'égard du jeu politique. Ce qui s'apparentait à un certain antiparlementarisme. »

France-Soir : le dernier « phare »

« Après Pierre Brisson, le directeur du Figaro, décédé en 1964, après Pierre Lazareff, le patron de France-Soir, disparu en 1972, la mort d'Hubert Beuve-Méry tourne la dernière page de l'histoire de la grande presse française d'après-guerre dont ces trois journalistes furent, chacun à sa manière, les phares incontestés. » (Jean-Claude Lamy.)

L'Humanité : une carrière qui « honore le journalisme français »

Roland Leroy : « Son opposition à la capitulation de Munich, son engagement dans la Résistance, sa condamnation de la torture en Algérie demeureront à son honneur, d'autant plus qu'il s'accompagnaient d'une conception du pluralisme de la presse accordée alors à l'esprit des ordonnances de 1944. Tout cela fait que la carrière d'Hubert Beuve-Méry honore le journalisme français. »

Le quotidien communiste consacre d'autre part un article intitulé « L'esprit de la Résistance » à la biographie d'Hubert Beuve-Méry, et conclut ainsi :

...et étrangers

lut tournée vers l'international, il a fait du Monde l'un des journaux les plus influents dans le monde. »

The Guardian : « Véritablement international »

« La loyauté indéfectible de Beuve-Méry à la vérité, quel qu'en soient les inconvénients, et aux citoyens dans le texte, fussent-elles indignes, a fait du Monde une source d'informations véritablement internationale qui a fait paraître ses homologues américains et anglais plus provinciaux. »

Financial Times : « Parmi les grands journaux du monde »

« Il y a eu des moments où le Monde a paru à ses détracteurs trop proche du gouvernement. Mais il a le plus souvent maintenu une indépendance sceptique qui dément ses origines officielles et qui a contribué à le placer parmi les grands journaux du monde. »

The Independent : « Intérêt intellectuel et moral »

« Pour Beuve-Méry, la presse était avant tout une affaire d'intérêt intellectuel et moral... »

La Repubblica : « Une époque du journalisme européen »

« Sirius disparaît à quatre-vingt-sept ans : jusqu'à la fin, il avait suivi

le quotidien qui a marqué une époque du journalisme européen (...). Son bureau au fond du couloir du cinquième étage était une espèce de sanctuaire, sévère et rassurant. Sévère par la ligne qu'il avait imposée au journal. Rassurant par l'indépendance qu'il avait défendue avec les dents. »

La Libre Belgique : « Indépendance d'esprit et autorité morale »

« La personnalité et le prestige de Beuve-Méry ont marqué l'évolution de la presse francophone pendant quelque vingt-cinq ans après la guerre. Cela n'aurait rien à voir avec les idées qu'il défendait dans le Monde, mais avec la conception morale et la déontologie exigeante qu'il mettait dans l'exercice de sa profession de journaliste. »

Le Soir : « Un précurseur »

« Plus père de famille que patron du Monde, H. B.-M. aura été un précurseur en remettant la totale propriété de son journal à l'ensemble de ses collaborateurs, journalistes, techniciens et administratifs, interdisant toute OPA ou toute cession à quiconque. »

Le refus du sensationnel, le respect scrupuleux de l'objectivité dans l'information comme dans le commentaire étaient la règle d'or du Monde d'Hubert Beuve-Méry. Son indépendance à l'égard de tout pou-

voir engendrait comme règle de conduite la méfiance. Et l'indépendance méfiance conduisit parfois Beuve-Méry à « prendre position ». »

El País : « Un intellectuel profond »

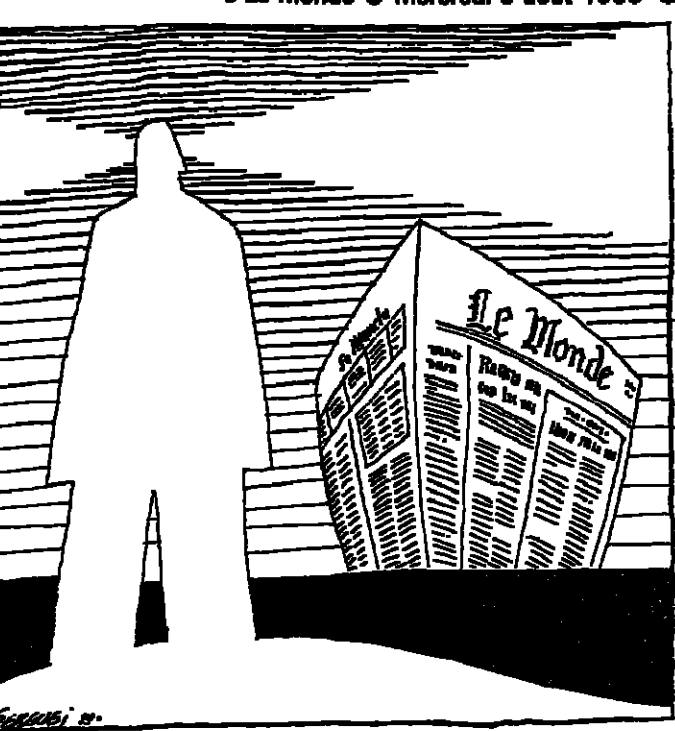
« C'était un intellectuel profond, un esprit pénétrant et créatif. Libéral et tolérant. Ennemis du totalitarisme. Connaissant en détail du contexte international. Il fit, ou essaya de faire, de son journal un modèle d'objectivité, avec une rigueur d'information qui allait jusqu'à la minutie. »

ABC : « Homme intellectuel »

« Alternativement accusé et porté aux nues, il a toujours défendu, contre vents et marées, l'indépendance de son jugement et la liberté de son journal sans employer d'autres armes qu'un honneur intellectuel immaculé. Il affirmait que, pour diriger un journal, il était nécessaire de s'y enfoncer seize heures par jour en renonçant même à la vie sociale. »

De Standard : « Un monsieur »

« Le quotidien belge de langue flamande publie un encadré exceptionnellement titré en français : « Hubert Beuve-Méry, c'était un monsieur. »



Merci

Il est bien difficile à un homme qui a suivi plusieurs dizaines d'années de sa vie, pas à pas, la marche de son journal, de parler sans chagrin, sans âme en quelque sorte et au nom d'une « institution », de la disparition de son premier « patron ».

Il faut néanmoins le faire aujourd'hui au nom de cette Société des rédacteurs, principal associé du Monde, qui doit à Hubert Beuve-Méry, pour l'essentiel, son existence. Les historiens ont maintes fois rappelé, avec plus ou moins d'exactitude, de quelle façon, alors que les puissances d'argent - « le fric », disait HBM - et les pressions politiques le menaçaient, nous menaçaient, les rédacteurs s'étaient jetés dans la bataille pour le sauver, nous sauver. Quelle aventure alors et quels richesses haineux avaient accompagné ses combats, nos combats !

Pour nous avoir accordés, dans les moments désespérés, votre confiance voici près d'un demi-siècle et fait de ce journal un quotidien aujourd'hui encore indépendant, les rédacteurs du Monde veulent, Monsieur, vous dire merci.

Pour avoir appris à ceux qui nous ont appris l'honnêteté et la rigueur du jugement et de l'écriture, les rédacteurs du Monde vous disent merci.

Nous ne vous verrons plus désormais remonter la rue des Italiens. Soyez sûr pourtant que la rédaction du Monde, qui était et reste la vôtre vingt ans après votre premier départ et l'arrivée des nouvelles générations, vous gardera comme le modèle de notre profession.

CLAUDE LAMOTTE, vice-président de la Société des rédacteurs.

Les milieux politiques

M. François Mitterrand : « Jamais il ne s'est renié »

« Tous ceux qui ont approché Hubert Beuve-Méry, écrit le président de la République dans un message à M. Beuve-Méry, savent qu'il était droit, exigeant, fidèle. Jamais il ne s'est renié. Il n'a jamais été ni comme directeur de son journal, ni comme homme d'action et de courage. Toute sa vie a été guidée par une éthique de la liberté. Dans différentes circonstances historiques où l'essentiel était en cause, il a montré sa force de caractère et sa liberté d'esprit. Avec le Monde, il a forgé un modèle de presse exigeante et indépendante qui a été pour ma génération et pour celles qui l'ont suivie une école quotidienne de démocratie. Là où d'autres se seraient contentés d'occuper le ministère du commentaire, il a exercé avec rigueur et lucidité le ministère de la conscience. Il reste ainsi, comme le journal qu'il a fondé, une référence intemporelle pour la société française. »

M. LAURENT FABRIS : « Action et réflexion »

« Action et réflexion... Avec Hubert Beuve-Méry s'est incarné un homme d'action et de réflexion, un sage qui, chaque fois qu'il l'a fallu, a su choisir l'engagement. Dès avant la guerre, il a incarné la ligne de résistance au nazisme et le refus du mal abandon qui fait le lit des dictatures. Puis, il a donné au journalisme, à travers l'histoire du Monde, son indéniable fleur qui a formé la lecture critique des événements plusieurs générations de lecteurs en même temps que des journalistes, et qui contribue pour beaucoup au renom de notre pays à l'étranger. »

M. PIERRE BÉREGOVOY : « Un esprit libre et clairvoyant »

« Un grand journaliste est mort : une haute conscience s'est éteinte. C'était un esprit libre et clairvoyant ; profondément attaché aux valeurs de la démocratie, avant comme après la deuxième guerre mondiale, les grands mouvements qui ébranlaient l'humanité. »

M. JACK LANG : « Indépendance et probité »

« Indépendance et probité... Hubert Beuve-Méry a été l'un des grands patrons de la presse de ce siècle. Homme d'exception, il symbolisait à lui seul l'idéal d'indépendance et de probité. Homme de courage, il avait su résister aux pressions des pouvoirs politiques et des groupes financiers pour maintenir haute et toujours vivante l'exigence de liberté. Modèle d'intégrité et de tolérance, Hubert Beuve-Méry a donné à la presse française ses plus belles lettres de noblesse. »

M^{me} CATHERINE TASCA : « L'indépendance face à l'argent »

« Avec Hubert Beuve-Méry disparaît une très grande figure de la presse française (...). Fidèle aux idéaux de la Résistance, il combattit toute sa vie pour que la presse conserve son indépendance face aux puissances de l'argent et aux tentatives d'hégémonie. »

M. PIERRE MAUROY : « Sirius est éternel »

« Sirius est éternel... Le Parti socialiste salue la mémoire d'Hubert Beuve-Méry. Sirius est éternel. De nombreux militants et sympathisants de notre famille politique le garderont comme modèle. L'humanisme et la générosité d'Hubert Beuve-Méry alliés à sa rigueur ont jalonné une vie exemplaire. Les journalistes du Monde sauront perpétuer le souvenir d'un homme de talent et de conviction. »

M. JACQUES CHIRAC : « Une construction exemplaire »

« Une construction exemplaire... Son nom est associé à l'aventure du journal qu'il a fondé et qu'il a dirigé pendant trente ans. Cette aventure a été le symbole pour les Français, depuis deux générations, de la liberté de la presse elle-même, de son indépendance, de sa rigueur. Le Monde est devenu une institution respectée par tous dans notre pays et à l'étranger. L'œuvre d'Hubert Beuve-Méry restera inscrite dans l'histoire de la presse comme une construction exemplaire, de l'intelligence, de la volonté et du cœur. »

M. PIERRE MESSMER : « Des idées respectables »

« Des idées respectables... Il voulait voir les choses du monde selon leur véritable valeur, sans prendre parti. En fait, il avait pris parti, il était très anti-gaulliste. Mais il s'efforçait de ne pas utiliser des arguments de médiocrité politique ; son jugement était fondé sur des idées respectables. »

Messages de condoléances... De très nombreuses personnalités du monde de la politique, de la presse et de l'édition ont adressé au directeur du Monde des messages de condoléances, parmi lesquelles MM. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation ; Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur ; Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle ; Ivan Renuar, sénateur du Nord ; Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF ; M^{me} Marie-Claire Mendès France ; MM. Jean-Louis Guillaud, président-directeur général de l'Agence France-Presse ; Hervé Bourges, directeur général de Radio-Montecarlo ; Roger Ascot, rédacteur en chef de l'Arche ; Louis-Guy Gavan, directeur régional adjoint du groupe Sud-Ouest ; Michel Chodkiewicz, ancien directeur du Seuil. Ainsi que MM. Mario Soares, président de la République portugaise ; Habib Boularès, ministre de la Culture et de l'Information de Tunisie ; Giovanni Spadolini, président du Sénat italien ; Juan Duran-Loriga, ambassadeur d'Espagne ; Marcel Ndione, directeur général de l'Office de radiodiffusion du Sénégal ; Yosoji Kobayashi, président de l'Association des éditeurs de journaux japonais.

Les milieux de la presse

CLAUDE PUEL, président de la Fédération nationale de la presse française :

« Le président, les vice-présidents et les membres du bureau de la Fédération nationale de la presse française soulignent le grand vide que cette disparition laissera dans la presse française dont M. Hubert Beuve-Méry fut une des grandes figures. Son intrépidité envers lui-même, sa lutte contre toutes les influences, son souci de l'indépendance de la presse et des journalistes font qu'il a été et restera un exemple pour des générations de journalistes, des plus modestes aux plus grands. La presse française est en deuil. »

DANIEL JUNQUA, directeur général du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) :

« Le CFPJ est d'autant plus attristé par cette disparition qu'Hubert Beuve-Méry lui a consacré son temps sans compter pendant de longues années, montrant l'intérêt qu'il portait à la formation des journalistes, tâche pour lui essentielle. Vice-président du Centre de 1970 à 1974 puis président jusqu'en 1980, il était depuis toujours l'homme du travail réalisé avec rigueur, tant en matière de formation première que dans le domaine de la formation permanente. Il avait fondé avec Philippe Viannay, en 1974, le programme

Journalistes en Europe, qui a permis depuis à quelque trois cent cinquante jeunes journalistes venus du monde entier de perfectionner leur pratique professionnelle tout en découvrant les pays européens et leurs institutions. »

JEAN MARIN, président-directeur général de l'Agence France-Presse de 1954 à 1975 :

« Hubert Beuve-Méry fut constamment, depuis les années 30, l'honneur de notre profession, l'honneur et la clarté de la presse française. Je me rappelle avec reconnaissance et amitié la part qu'il tint à prendre à nos côtés lors du vote parlementaire et de la mise en œuvre du statut d'indépendance de l'Agence France-Presse et qu'il devint membre de son conseil supérieur. »

GEORGES HOURDIN, fondateur de la Vie catholique illustrée :

« Cette nouvelle m'apporte à la fois un immense chagrin et une immense fierté. Chagrin parce que nous avons traversé ensemble les épreuves et les réussites d'une époque très difficile pour la France et les idées que nous nous faisons de l'homme. Fierté aussi parce que l'œuvre de Beuve-Méry et son exemple nous ont apporté une bonne raison d'espérer un avenir meilleur. Nous en gardons le souvenir dans notre cœur. »

Sa dernière visite à Taizé

par Frère Roger

Le prieur de Taizé, Frère Roger, nous indique que le mardi 8 août à Taizé, lors de la prière du soir qui réunit 3 500 jeunes de plus de 60 nations autour de la communauté, il sera fait mémoire d'Hubert Beuve-Méry.

En juin, nous écrit Frère Roger, Hubert Beuve-Méry passa quelques jours à Taizé avec sa femme. Ce fut le dernier voyage de sa vie. En ces jours d'août, il aurait dû être à nouveau avec nous pour quelques semaines. J'ai sous les yeux sa lettre de juillet.

La mort d'Hubert Beuve-Méry me cogite, j'en éprouve le vide. Je lui avais dit en juin que nous allions continuer à chercher ensemble. Je comptais sur sa réflexion accumulée pendant toute une vie de penseur accroché aux situations concrètes de la famille humaine. J'aurais eu besoin de l'écouter.

Dès sa première visite à Taizé, voici de longues années, cet homme de profonde intuition avait compris d'emblée notre vocation. Peu de paroles y avaient suffi. Il savait si bien que les jeunes viennent à Taizé chercher les sources de la foi comme aussi les solidarités humaines.

Si nous avons tout au long de chaque année des rencontres intercontinentales de jeunes à Taizé, et aussi des rencontres européennes de jeunes à l'Est et à l'Ouest, ses capacités constructives n'y sont pas étrangères. »

Je demeure dans l'étonnement face à l'attention si vive que ce maître à penser nous a portée. Le seul article qu'il ait publié dans le Monde depuis sa retraite était consacré à « Taizé et la réconciliation ». Dans cet article, Hubert Beuve-Méry se demandait lui-même pourquoi il s'exprime sur Taizé, et il répond notamment : « Peut-être ce qui manque le plus à ce monde en proie à tous les vertiges n'est-il qu'une manière de Cluny avec toutes les transpositions qu'appelle le vingtième siècle. » Sa confiance a soutenu notre propre confiance.

N'y avait-il pas chez cet homme, si accessible à la nuit de feu de Blaise Pascal, l'attention à la mystérieuse présence d'un « tu » ne me cherchais pas si tu ne m'avais déjà trouvé ?

En juin dernier, avant qu'Hubert Beuve-Méry ne quitte Taizé, je lui ai parlé en présence de mes frères, lui disant que, à cause du si authentique don de sa vie, il avait accompli une œuvre qui le dépassait : il n'en comprendrait tous les « pourquois », il n'en discernerait toute la profondeur que dans une vie d'éternité. »

سكنا من الازل

Société

L'offensive à Paris des « bérets rouges » américains

Douche froide pour les anges gardiens du métro

« Les anges gardiens, lesquels ? Les bleus ou les rouges ? » Mi-offensés, mi-plaisantins, les policiers en faction dans le métro parisien donnent d'emblée leur point de vue sur les nouveaux « rivaux » venus d'outre-Atlantique : « Les vrais anges, c'est nous. » Mais quoi qu'ils en disent, les seuls dont tout le monde parle aujourd'hui, ce sont les autres, ces jeunes à l'allure martiale en T-shirt blanc et avec béret rouge.

Pourtant, ils ne sont que quatre, menés par leur égaré et vice-président, Lisa Silva. Mamequin de trente ans, actrice à ses heures (elle ne manque pas de rappeler qu'elle est l'héroïne du dernier Coppola), la jeune femme fait un tabac sur le bitume métropolitain. Jamais les quads du métro n'avaient vu un tel attroupement médiatique. Dans les rames, les passagers, un peu plus bouillottes encore qu'à l'ordinaire, se serrent pour laisser entrer la horde. Difficile dans ces conditions d'atteindre le but d'une visite à Paris qui doit durer une semaine : prendre le pouls de l'usager pour mesurer son besoin de sécurité. Et évaluer les chances d'exportation de ces patrouilles de volontaires made in USA.

Après Londres, première étape de leur offensive européenne, les Anges gardiens s'attaquent au réseau parisien. Dans l'espoir, après un précédent échec en 1984, de réussir à transplanter en France cette « milice » d'un genre à part. Moins militaristes (malgré le béret) que gentiment scouts, moins gros bras (malgré l'entraînement de karaté) que défenseurs de la veuve et de l'orphelin, ils espèrent se faire apprécier du passager moyen. Et prévoir même une version francisée de leur T-shirt... Car s'ils portent un uniforme, ce n'est pas pour effrayer le bon peuple, mais pour « dissuader visuellement ».



« Ce que je ne supporte pas, c'est de voir des gens indifférents alors qu'une femme se fait frapper. » Martin Hodge est devenu un Ange en mai dernier.

armés. « Au moins, il n'y a pas de risque de bavures. » Du côté des autorités parisiennes, l'accueil est plutôt hostile. « Comment dit-on chilly response en français ? »

Réticences officielles

Ce Londonien de vingt et un ans voudrait être infirmier et aidait déjà bénévolement des personnes handicapées au lycée. Son discours, mélange d'« action humanitaire » et de « sens civique », plaît apparemment aux Parisiens. D'autant que les membres de ce mini-commando ne sont pas passés inaperçus.

Bonne volonté et arts martiaux

Voilà dix ans que les anges au béret rouge veillent nuit et jour sur le métro « le plus dangereux du monde », le « subway » new-yorkais. L'idée de ces patrouilles du Bien est née dans la tête de Curtis Silva, alors vendeur de hamburgers dans un fast-food du Bronx, après l'agression de sa grand-mère. Armés seulement de bonne volonté et du couvre-chef écarlate, les Guardians Angels font rapidement connaître leurs menaces — rassurantes ou menaçantes, c'est selon — dans les rames du métro et les couloirs couverts de graffiti.

Par petites groupes de trois à huit, ils se déplacent dans les voitures et communiquent les informations sur la situation par gestes. Ces anges, tous bénévoles, prennent sur leur temps libre — en général huit heures par semaine — pour défendre le

voyageur urbain. Association à but non lucratif, les Anges gardiens ont un budget annuel de 400 000 dollars (environ deux millions et demi de francs), alloués par certains organismes caritatifs.

Fort de leur premier succès, les jeunes scouts ont fait des émules. Ils sont environ cinq mille aujourd'hui dans plusieurs villes américaines (New-York, bien sûr, mais aussi Boston et Montréal au Canada) et à Londres, depuis cette année.

Critères de sélection : avoir plus de seize ans, un casier judiciaire vierge et « un bon comportement ». A ce profil s'ajoutent trois mois d'entraînement, alliant arts martiaux, secourisme et des rudiments de droit. Ne devient pas ange qui veut : neuf candidats sur dix sont recalés après cet examen serré.

Critères de sélection : avoir plus de seize ans, un casier judiciaire vierge et « un bon comportement ». A ce profil s'ajoutent trois mois d'entraînement, alliant arts martiaux, secourisme et des rudiments de droit. Ne devient pas ange qui veut : neuf candidats sur dix sont recalés après cet examen serré.

Réactions

● A la RATP : « Tout citoyen peut intervenir, mais... » — « Nous sommes tout à fait opposés à ce qu'ils se comportent comme une milice ou une autre police », a-t-on indiqué, lundi, à la direction de la RATP à propos des Guardians Angels.

En revanche, ajoute-t-on, « tout citoyen peut intervenir, y compris dans le métro, quand il y a danger, et en cas de flagrant délit conduire une personne devant la police. S'ils interviennent dans ce cadre, ils seront en conformité avec la législation française ».

La RATP rappelle que son PDG, M. Christian Blanc, a annoncé, fin juin, un plan de renforcement de la sécurité avec notamment la nomination d'un contrôleur général chargé de la coordination des différentes forces de sécurité.

« Quatre cent dix agents de police du Service de protection et de sécurité du métro (SPSM), dépendant de la préfecture de police, sont affectés au réseau, trois cents membres du personnel de la RATP sont chargés de la surveillance, et il est prévu que deux escadrons de gendarmerie, composés chacun de cent dix à cent vingt personnes, interviendront régulièrement pour faire de l'ortage dans les stations les plus chaudes », a-t-on précisé. On souligne enfin, que « les policiers du SPSM ont conduit neuf mille personnes devant la police judiciaire en 1988 ».

● A la FASP : « Une source de provocations inutiles ». — La Fédération autonome des syndicats de police « rappelle qu'elle réprovoque toute initiative à caractère privé en matière de sécurité dans les transports publics », après l'arrivée, lundi à Paris, des Guardians Angels de New-York.

La FASP affirme, dans un communiqué, que « ces jeunes gens seront, pour nous policiers, considérés comme de simples usagers. Aussi, dans l'hypothèse où ils se présenteraient coupables de tout acte illé-

time, ils devraient en répondre devant la justice ».

La Fédération « s'interroge sur la capacité réelle de ces jeunes gens inexpérimentés, qui risquent surtout d'être une source de troubles et de provocations inutiles à la sécurité des passagers du métro, incombant d'abord au transporteur. (...) Dans ce sens, il appartient à la RATP de recruter des agents en nombre suffisant ».

● A la CGT : « La sécurité passe par des efforts supplémentaires. Dans un communiqué, la CGT-RATP affirme qu'elle ne peut « tolérer une milice privée » dans le métro parisien. Estimant que « le gouvernement, le ministre des transports, la direction de la RATP, restent étrangement muets » sur cette affaire, la CGT souligne que « le personnel est en nombre insuffisant, alors que la sécurité des usagers et des agents passe par l'embuche d'effectifs supplémentaires dans toutes les stations ».

● Dans les associations de défense des usagers : intérêt et prudence. — La Fédération des usagers des transports (FUT) et l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA), que préside Jean-Claude Delarue, membre du Conseil économique et social, « accueillent avec intérêt l'initiative des Guardians Angels ». Dans un communiqué, les associations se déclarent « favorables à la création de groupes d'usagers prêts à porter secours aux victimes d'agressions, non seulement dans le métro, mais aussi dans les trains de banlieue ».

Mais, ajoutent-elles, « il faut être prudent », et elles se disent « hostiles à la présence dans le métro de tout ce qui peut ressembler à une milice privée en uniforme et aux allures de secte ». « D'autant », ajoutent-elles, que les Guardians Angels n'ont jamais répondu clairement aux questions que leur a posées la FUT sur leur financement, leur indépendance politique et idéologique ».

interroge Lisa. On la renseigne immédiatement : « Douche froide ! » La RATP, avec qui elle a pris contact, devrait lui donner une réponse sur une éventuelle expérience en France à la fin de la semaine. Mais, déjà, les commentaires sont plus réticents qu'approbateurs. Les policiers se cachent pas leur dédain pour ces concurrents au petit pied. Ils en attendent plus de problèmes que d'aide et estiment que la sécurité est plutôt bien assurée « par une des meilleures équipes de la ville ». Malgré le sentiment d'insécurité qui hante les voyageurs, les chiffres de la délinquance leur donnent raison : ils sont en baisse depuis cinq ans. Sur 1,3 milliard de passagers, on comptait l'année dernière un peu plus de deux mille (2 196) agressions signalées et, selon les estimations de la RATP, environ 16 000 vols à la tire.

Mais voilà, le métro continue de faire peur. Lisa et ses boys n'ont donc aucun mal à semer la bonne parole par ce terrain fertile en anglophones. Les légalistes, toutefois, adoptés d'une sécurité assemblée, n'ont pas dit leur dernier mot. Il est probable qu'ils n'ouvriront pas sans réserves les portillons du paradis métropolitain.

JUDITH RUEFF.

JUSTICE

Le combat d'une jeune femme contre l'inceste

Claudine J., condamnée le 13 juillet dernier pour diffamation après avoir accusé son père d'inceste (le Monde du 15 juillet), a porté plainte contre lui, et s'est constituée partie civile auprès du tribunal de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). Le parquet a ouvert une information judiciaire, et un juge d'instruction devrait procéder à l'audition de la jeune femme et à celle de son père, âgé de quarante-neuf ans.

Claudine a déposé plainte pour violence sur mineur de moins de quinze ans avant le 25 juillet, date de ses vingt-huit ans, afin de bénéficier des nouvelles dispositions concernant la législation sur l'enfance maltraitée adoptées le 3 juillet par l'Assemblée nationale (1) : la victime d'un viol par parent ou tuteur dispose désormais, d'un nouveau délai de dix ans à compter de sa majorité, pour intenter une action pénale (le Monde des 5 et 6 juillet).

« La preuve des faits va être difficile à établir, il va falloir se battre », a commenté la jeune femme, qui s'était évanouie, le 13 juillet, à la lecture du jugement par lequel le tribunal cor-

rectionnel de Saint-Brieuc la condamnait à verser à son père, qui avait porté plainte, 1 franc de dommages et intérêts, et une amende de 30 francs avec sursis.

Claudine J. a indiqué qu'elle avait fait appel de cette décision, tout comme François de Closets, producteur de l'émission *Médias*, qui avait diffusé sur TF 1 le témoignage de la jeune femme. Reconnu coupable de complicité de diffamation, François de Closets avait été lui aussi condamné à 30 francs d'amende avec sursis et à verser solidement avec Claudine J. le franc symbolique de dommages et intérêts.

(1) L'article 16 du texte sur la protection de l'enfance, adopté le 3 juillet à l'Assemblée nationale, modifie les conditions d'application de l'article 7 du code de procédure pénale : le délai de prescription reste décennal, mais « lorsque la victime est mineure et que le crime a été commis par un ascendant légitime, naturel ou adoptif, ou par une personne ayant autorité sur elle, le délai de prescription est réouvert ou court à nouveau à son profit pour la même durée à partir de sa majorité ».

Le Carnet du Monde

Naissances

— Fabienne CHEVALIER et Jean-Marcel BOUGUEREAU ont la joie d'annoncer que Anna est née dans la nuit du 4 août 1989.

6-8, rue Bastrol, 75011 Paris.

Mariages

— Marc DURAND-VIEL, conseiller d'Etat, et Myriam HOMAR sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 25 juillet 1989.

76, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.

Décès

— Le conseil d'administration, la direction, Et le personnel de Safic-Alcan et Cie, ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Maurice ALCAN, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 4 août 1989, dans sa quatre-vingt-seizième année.

— Louis-Noël et Armelle Cateland, Claude et Claude Cateland, Hélène et Jean-Pierre Manduit, Anne et Régis de Palmes, Madeleine et Jean-Luc Collinet, Georges-Henri Cateland Et Béatrice Lafarge, ses enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Emile-Henri CATELAND, née Jeanne-Marie Gaila, survenue le 5 août 1989, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, 12, rue des Blancs-Manteaux, Paris-6, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

— Colette Chenelot, Françoise et Jean-Paul Drouhin, François, Anne-Marie Drouhin et leurs enfants, Pierre Drouhin, Nicolas Drouhin et Hélène Rousseau, ont la tristesse de faire part du décès de

Robert CHENELOT, survenu le 30 juillet 1989.

— Hélène Balie et Agnès Combe, André Dady, Ses proches et ses amis, ont la profonde douleur d'annoncer le décès brutal de

Michel COMBE, ancien administrateur de la France d'outre-mer, survenu à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques auront lieu au Mémorial (Seine-et-Marne), le 10 août 1989, à 10 h 45.

— Alain et Marie-France Franck, Antoine et Dominique Franck, enfants, Martine et Thierry Carrière, Romain, Stéphane et Delphine, Dan et Elisabeth Franck, Simon, Christine et Didier Franck, Sébastien et Caroline, Olivier, Nicolas, David, Benjamin, Martin Franck, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} Ade FRANCK, née Nicole Tréves, survenue le 5 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'enterrement a eu lieu ce mardi 8 août, au cimetière du Montparnasse.

— M^{me} Elisabeth Godard, son épouse, Marie, sa fille, M. et M^{me} Paul Godard, ses parents, M^{me} Danielle Godard, et M. Michel Scholtes, son beau-frère, Et Claire, M. Jean-Paul Godard, son frère et sa belle-sœur, et François, M. Marc Godard, son frère, M. et M^{me} Henri Gautier, ses beaux-parents, M. Henri-Michel Gautier et M^{me} Maria Chant, son beau-frère et sa belle-sœur, et Cyrille, M^{me} Marie-Joséphine Gautier, sa belle-sœur, Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel en montagne de

M. Jacques GODARD, docteur-vétérinaire, à l'âge de trente-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 août 1989, à 15 heures, à Pay-Guillaume.

Priez pour lui et pensez à nous.

Cet avis tient lieu de faire-part. 16, rue Emile-Zola, 63290 Pay-Guillaume.

— Les docteurs Elie-Charles et René Habib, leurs enfants et leur petit-fils, M^{me} Yolande Habib, M. le professeur Gérard Dubamel et son épouse Lilyette Habib, M. et M^{me} Margus Habib-Meyer et leurs enfants, M. Jacques Lataillade et sa fille Dominique, M. et M^{me} Daniel Leavy et leur fille, M. et M^{me} Georges Anzalec et leurs enfants, Les familles Anzalec, Bonan, Hamid, Medina, Sif et Soussan, parents, amis et alliés ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claire HABIB, née Anzalec, survenue à Paris, le 4 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu le lundi 7 août, au cimetière de Pantin, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 39, avenue Kleber, 75116 Paris, 10, rue Copernic, 75116 Paris, 50, boulevard Maillot, 92200 Neuilly.

— Le Père provincial de la Compagnie de Jésus, La communauté des jésuites du Centre-Sèvres, M. Arthur Haslotte, Ainsi que toute sa famille, font part de la mort du

Père Edgar HAULOTTE, professeur d'Ecrites saintes au Centre-Sèvres, survenu accidentellement à Chambéry, le 4 août 1989.

Les obsèques ont eu lieu mardi 8 août, à Chambéry.

Une messe sera célébrée à sa mémoire au mois d'octobre en l'église, Saint-Ignace, à Paris.

— M^{me} Jeanine Banaat et M. G. Banaat, ses enfants, Lyne Banaat-Boudon et Brigitte Banaat-Le Hozzy, ses petites-filles, Anne-Camille, son arrière-petite-fille, ont la tristesse de faire part du décès survenu, le 3 août 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année de

M^{me} KUTTEL Marguerite, née Fabagat, 76, rue de Richelieu, 75002 Paris.

— M^{me} Pierre Lugnier, Jacqueline et Jean Vincent, Eric et Florence, Michel et Françoise Lugnier-Lebreun, Florence et Emmanuelle, Jean-François Lugnier, Sylvie et Axel Kaitchellmber-Lugnier, Maunel et Julie, Les familles Lugnier et Mathy, font part du décès de

M. Pierre LUGNIER, leur époux, père et grand-père, survenu le 3 août 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Léon (Paris-15^e), le mardi 8 août.

10, rue du Général-de-Castellan, 75015 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 août 1989 :

UN ARRÊTÉ

● Du 30 juin 1989 relatif à la création d'un traitement statistique de données indirectement nominatives sur les toxicomanes ayant recours au système de soins.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Brest ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole européenne des hautes études des industries chimiques de Strasbourg ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole centrale de Lyon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

La famille de

M^{me} Françoise MAILLET, documentaliste bibliothécaire en littérature enfantine (Oise) et intervenante à la faculté de Paris-X,

a la douleur de faire part de son décès, survenu accidentellement en sa cinquante-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 10 août 1989, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Chantilly.

— M^{me} Régine Plas, son épouse, Elisabeth, sa fille, M^{me} Germaine Arditi, sa mère, M. Fernand Plas, son père, M^{me} Emmanuelle Plas, sa sœur, M^{me} Denise Lefèvre-Toussaint, son beau-frère, Les familles Arditi, Riout, Bosa, Johannes et Cadion, Ainsi que tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès survenu, le 2 août 1989, de

Françoise PLAS, agrégée de l'université, magistral, qui a été inhumé, le 4 août, à Saint-Sauveur, Corbeil, où il était né, le 7 mars 1945.

Cet avis tient lieu de faire-part. Bellevue, 49140 Chevirey-le-Rouge.

— M^{me} Pierre Lugnier, Jacqueline et Jean Vincent, Eric et Florence, Michel et Françoise Lugnier-Lebreun, Florence et Emmanuelle, Jean-François Lugnier, Sylvie et Axel Kaitchellmber-Lugnier, Maunel et Julie, Les familles Lugnier et Mathy, font part du décès de

M. Pierre LUGNIER, leur époux, père et grand-père, survenu le 3 août 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Léon (Paris-15^e), le mardi 8 août.

10, rue du Général-de-Castellan, 75015 Paris.

— M^{me} Pierre Lugnier, Jacqueline et Jean Vincent, Eric et Florence, Michel et Françoise Lugnier-Lebreun, Florence et Emmanuelle, Jean-François Lugnier, Sylvie et Axel Kaitchellmber-Lugnier, Maunel et Julie, Les familles Lugnier et Mathy, font part du décès de

M. Pierre LUGNIER, leur époux, père et grand-père, survenu le 3 août 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Léon (Paris-15^e), le mardi 8 août.

10, rue du Général-de-Castellan, 75015 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 août 1989 :

UN ARRÊTÉ

● Du 30 juin 1989 relatif à la création d'un traitement statistique de données indirectement nominatives sur les toxicomanes ayant recours au système de soins.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Brest ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole européenne des hautes études des industries chimiques de Strasbourg ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole centrale de Lyon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

Le Monde

SELECTION IMMOBILIERE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-81-82.

Posta 4138

chernobyl

la greffe re

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Tchernobyl l'incurable

Trois ans après la catastrophe, une vie normale n'est toujours pas possible en Biélorussie, où les autorités demandent l'évacuation de 106 000 personnes supplémentaires.

« L'ARMÉE a déjà décontaminé plusieurs fois certains villages. Mais c'est comme si l'on essayait de creuser un trou dans l'eau : au bout de deux mois, la radioactivité est aussi importante qu'avant le passage des soldats. » Cette confidence d'un responsable soviétique au professeur Pierre Pelletier, directeur du SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants) français, résume le problème que pose aux responsables de Biélorussie, la République d'URSS la plus touchée après la catastrophe de Tchernobyl. Trois ans après l'accident, le parlement régional vient de demander à Moscou le déplacement de 106 000 personnes (le Monde du 1^{er} août). Soit presque autant que le nombre d'habitants évacués de la « zone interdite » autour de la centrale, après l'accident (135 000).

Les retombées du réacteur en feu (du césium 137 surtout, dont la radioactivité diminue très lentement) ont contaminé environ 20 % de la Biélorussie. Une contamination par tâches, en « peu de temps », dont la carte a été difficile à établir, et n'a été publiée qu'en février dernier. La zone la plus atteinte est située entre Moghilev et Gomel, et certains villages touchés se trouvent à plus de 300 kilomètres au nord de Tchernobyl. Se basant sur les recommandations de la

CIPR (Commission internationale de protection radiologique), les autorités soviétiques ont décidé de fixer à 35 rads (1) pour une vie humaine de soixante-dix ans la limite maximale de radiation à partir de laquelle les habitants doivent être évacués. Pour maintenir ce seuil, 905 millions de roubles (9,05 milliards de francs au change officiel) ont été dépensés. Mais cela ne suffit apparemment pas, et, selon les autorités biélorusses, le maintien sur place des populations exigerait un effort financier supérieur à 10 milliards de roubles, le coût estimé d'une évacuation totale de la zone la plus contaminée.



Le nouveau village de Nivno, où ont été regroupées des populations évacuées de Tchernobyl

(1) Les unités de mesure des radiations les plus courantes sont le becquerel, le rad et le rem. Le becquerel mesure la radioactivité émise par la source : 1 becquerel équivaut à l'énergie d'une désintégration d'atome par seconde (autre unité, le curie : 1 curie = 37 millions de becquerels). Le rad mesure la dose de radioactivité reçue par l'environnement (autre unité, le gray : 1 gray = 100 rads). Le rem est l'équivalent biologique du rad. Il tient compte du fait que les différentes sortes de rayonnements (alpha, bêta, gamma) ont des capacités variables de pénétration dans le corps (autre unité, le sievert : 1 sievert = 100 rads).

« On peut toujours respecter une telle norme, explique le professeur Pelletier. La question est : à quel prix ? Cela implique en effet que les habitants ne peuvent pas consommer ni vendre la production de leurs champs et jardins. Qu'ils doivent limiter à deux heures par mois leurs promenades dans les forêts, trop contaminées, presque impossibles à nettoyer, et d'où les poussières radioactives reviennent polluer les villages au moindre coup de vent. Est-il envisageable de vivre pendant soixante-dix ans avec de telles contraintes ? », s'interroge-t-il.

La question est d'autant plus cruciale que, si l'on en croit la presse soviétique, les habitants ont les plus grandes difficultés à suivre les recommandations des spécialistes. La « zone de contrôle permanent » biélorusse englobe quatre cent quinze villages des districts de Gomel et de Moghilev. Chacune des 103 000 personnes qui y vivent reçoit une aide de 30 roubles par

jour et une prime de 25 % sur le salaire. Cet argent est destiné à compenser l'achat de nourriture « propre ». Mais l'intendance a souvent du mal à suivre. « Certaines commandes d'Etat n'ont pas encore été réalisées, comme les cabines étanches pour les tracteurs, les appareils de contrôle et de mesure de radioactivité, les produits chimiques pour la neutralisation du sol contaminé », se plaint M. Kovalev, président du conseil des ministres de Biélorussie, dans une interview publiée en février dernier par la Pravda. Et puis, ajoute-t-il, il est très difficile de limiter l'extension de la zone contaminée : « Nous labourons profondément la terre (pour « enterrer » la radioactivité), tandis qu'à côté il y a des routes non goudronnées, et la poussière transporte les radionucléides. Nous nous chauffons avec de la tourbe et du bois « sales », et, avec la fumée, nous dispersons la radioactivité sur des territoires déjà nettoyés. Nous produisons des milliers de tonnes de

blé « sale » et, ensuite, nous ne savons pas quoi en faire. » Le problème se double d'une polémique autour des conséquences médicales sur la population.

« La structure générale des maladies n'a pas changé en 1988 pour la population des districts de

Gomel et de Moghilev. Le niveau de mortalité infantile durant les trois dernières années a une tendance nette à diminuer, aussi bien dans ces districts que dans les quatorze régions sous surveillance. »

JEAN-PAUL DUFOUR
(Lire la suite page 12)

Radioactivité et transparence

La « transparence » est à l'ordre du jour en matière de radioactivité et d'environnement. Les ministères de l'Industrie, de la Santé et de la Santé, et le secrétariat d'Etat à l'environnement ont en effet annoncé, jeudi 3 août, que toutes les mesures de radioactivité faites sur les sites nucléaires français sont désormais accessibles au public.

Si ces directives sont suivies correctement, EDF, la CEA et la Cogema diffuseront chaque mois les résultats des mesures qu'ils effectuent régulièrement dans l'environnement des sites qu'ils exploitent (centrales, centres de recherches, installations de retraitement ou de stockage des déchets), et qui portent aussi bien sur leurs rejets liquides ou gazeux que sur l'air, les eaux, l'herbe, le lait. Ces chiffres seront disponibles localement (commissions locales d'information des centrales, préfecture), ou au plan national, par le magazine mensuel *Magnus* (36 14 code Magnus), qui publie déjà depuis deux ans des informations hebdomadaires et des résultats de mesures de radioactivité provenant du SCPRI (service central de protection contre les rayonnements ionisants) et de l'IPSN (Institut de protection de sûreté nucléaire).

Une conséquence directe de l'après-Tchernobyl. Depuis quel temps déjà, un réseau parallèle de recueil et de diffusion des mesures de radioactivité dans l'environnement a commencé à se mettre en place, à l'initiative d'écologistes, de scientifiques ou de responsables locaux. Premier à contester le monopole du SCPRI, le CIRIAD (commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité) a été initié par un certain nombre d'associations locales, ou même de conseils

régionaux, comme en Alsace. Le mouvement s'est accéléré avec la polémique née autour des retombées du « nuage de Tchernobyl » sur la France, entre le professeur Pierre Pelletier, directeur du SCPRI, et les responsables de ces réseaux. Ces derniers accusent de rétention de l'information le professeur Pelletier qui, de son côté, mettait en cause leur sérieux et leur compétence. Un débat qui mit le gouvernement suffisamment mal à l'aise pour que, le 20 avril, M. Michel Rocard rappelle dans une lettre aux ministres concernés « le principe de la transparence de l'information sur la radioactivité dans l'environnement ». L'état du premier ministre est concrétisé par cette directive aux exploitants, qui se complète par la mise en place d'une commission dont le rôle sera d'évaluer les laboratoires de mesures de la radioactivité qui le désignent et qui pourront obtenir ainsi une sorte de certificat de qualification technique.

Mais transparence ne veut pas forcément dire clarté. Il est toujours possible, en effet, de contester la validité des mesures, officielles ou non, et, surtout, l'interprétation des chiffres en termes de risques pour les populations concernées. Au ministère de l'environnement, on ne nie pas le risque de « cacophonie », tout en estimant qu'il est inhérent à la démocratie. Mais, ajoute-t-on, le SCPRI restera l'organisme officiel auquel le gouvernement fera confiance. « C'est comme en politique, lance un responsable : l'existence d'une cinquantaine d'instituts de sondage ne signifie pas que les RG font du mauvais travail. »

J.-P. D.

La greffe rejetée

Les greffes de moelle osseuse tentées sur les grands irradiés de Tchernobyl n'ont pas donné les résultats attendus.

AVEC un recul de plus de trois ans, c'est, en définitive, un bilan négatif et bien triste, bilan thérapeutique qui vient de signer, dans un des derniers numéros du *New England Journal of Medicine* (daté du 27 juillet), les médecins soviétiques, américains et israéliens qui avaient pris en charge une partie des deux cents personnes exposées à de très fortes doses de rayonnement radioactif lors de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl (1). Sur les treize personnes, âgées de vingt-trois à quarante-six ans, qui ont subi une greffe de moelle osseuse, on ne compte aujourd'hui que deux survivants. Cette thérapeutique difficile et discutée ne constitue donc pas, au vu de ces résultats, la forme de panacée en réponse aux accidents nucléaires que certains de ses promoteurs ont, parfois, cru pouvoir annoncer.

L'irradiation massive de l'organisme humain entraîne, entre autres conséquences graves (des brûlures notamment), un arrêt brutal du fonctionnement de la moelle osseuse, siège de la production continue de cellules sanguines. En l'absence d'une prise en charge immédiate et très spécialisée, comportant l'isolement

moelle prélevée sur son frère jumeau. Compte tenu du faible nombre de cas, les spécialistes ne disposaient encore d'aucune certitude pour juger de la valeur de cette thérapeutique. La catastrophe de Tchernobyl devait, malheureusement, leur fournir l'occasion de poursuivre cette étude.

A priori, l'accident du 26 avril 1986 pouvait avoir exposé à de fortes doses de radiations plusieurs centaines de personnes. « La plupart de ceux jugés comme étant à haut risque furent transférés en avion à l'hôpital n° 6 de Moscou », expliquent les auteurs de l'article de l'hebdomadaire médical américain qui précise qu'un total de deux cent deux personnes furent hospitalisées dans la capitale soviétique dans les quatre jours qui suivirent l'accident. Parmi elles, cent cinq avaient, selon les estimations soviétiques, reçu des doses qui, au total, ne dépassaient pas 1 à 2 grays et trente-trois des doses supérieures à 6 grays. C'est ce dernier groupe qui initialement devait subir les greffes de moelle osseuse. Toutefois, dix personnes en furent exclues à cause de la gravité et de l'étendue de leurs brûlures, et les examens pratiqués sur huit autres personnes permirent de penser qu'elles avaient été exposées à des doses de rayonnement inférieures aux estimations initiales. Sur cinq malades du groupe des dix, les médecins soviétiques ont pratiqué des transfusions de cellules-souches, du sang provenant de foies de fœtus humains.

Par ailleurs, sur les quinze patients restants, l'un a reçu ces mêmes cellules fœtales, aucun donneur compatible n'ayant été trouvé, et un autre a refusé la greffe qui lui était proposée. Au total donc, treize personnes, toutes du sexe masculin, âgées de vingt-trois à quarante-six ans, ont été greffées. La moelle des donneurs fut prélevée dans les familles des victimes (chez la mère, le père ou les frères et sœurs), chez des personnes âgées de dix-huit à cinquante-six ans, après analyse des compatibilités histologiques (dans les systèmes HLA-A et HLA-B et, dans quelques cas, HLA-DR). Dans deux cas, des recherches ont été entreprises aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour trouver des donneurs compatibles. Cette démarche fut toutefois sans succès : dans un cas, la victime devait décéder de ses autres blessures et, dans l'autre, la transplantation fut refusée par le malade. Dans les treize cas, les greffes de moelle osseuse furent réalisées entre quatre et seize jours. Enfin, la ciclosporine, puissant médicament immunosuppresseur des laboratoires Sandoz (Bâle, Suisse), fut disponible dès le sixième jour et fut utilisée chez tous les malades greffés.

L'une des principales difficultés rencontrées par les médecins fut l'évaluation des doses d'irradiation subies par les victimes, critère essentiel pour la tentative de greffe de moelle osseuse. Les victimes de Tchernobyl avaient été schématiquement exposées à trois sources de rayonnements : des rayonnements gamma, provenant du centre du réacteur, des rayonnements bêta et gamma à partir du « panache radioactif » émanant du réacteur, et des rayonnements issus d'éléments radioactifs en aérosols ou volatils. L'autre difficulté de l'équipe soignante fut d'évaluer avec précision l'efficacité à court ou moyen terme de sa tentative de greffe de moelle osseuse. La comparaison avec l'évolution de l'état de santé des personnes non greffées ayant été soumises à des rayonnements équivalents était, a priori, difficile dans la mesure où ces personnes souffraient par ailleurs de lésions corporelles graves. Cette comparaison est toutefois tentée par les auteurs du *New England Journal of Medicine* à partir d'un groupe de quatorze personnes ayant subi des irradiations comprises entre 3,9 et 13,8 grays. Dans les deux groupes, les six personnes exposées à des irradiations supérieures à 9 grays sont décédées dans les deux semaines suivant l'accident de la centrale nucléaire. Chez les huit autres personnes non greffées, on compte six survivants contre deux seulement (sur sept) dans le groupe des personnes greffées, les décès étant, dans ce dernier groupe, dus soit à une réaction de rejet (deux cas), à une maladie pulmonaire (un cas) ou à une insuffisance rénale grave (un cas).

Au total, le bilan est donc plutôt négatif. Les auteurs analysent les avantages et les inconvénients de la méthode thérapeutique utilisée en soulignant que, même si elle peut quelquefois réussir de manière temporaire, la greffe de cellules-souches du sang n'a, chez les victimes, pas permis de réduire la mortalité. D'autre part, fait étonnant, le drame de Tchernobyl n'a pas permis aux médecins de conclure quant à l'origine première (radiation, transplantation ou les deux associées) des complications observées. Certaines observations permettent toutefois, fait positif, de penser que, dans certains cas, des cellules-souches peuvent subsister dans la moelle osseuse des victimes même lorsqu'elles sont exposées à des radiations très importantes (plus de 5 grays). S'il était pleinement confirmé, ce fait conduirait, à l'avenir, à explorer une nouvelle voie thérapeutique grâce à l'utilisation de certaines substances produites depuis peu par manipulations génétiques et qui permettraient de stimuler la multiplication des cellules-souches non détruites. Selon les auteurs de la publication du *New England Journal of Medicine*, cette approche aurait, depuis peu, été tentée avec succès chez quelques victimes des accidents nucléaires survenus ces derniers mois au Brésil et au Salvador.

JEAN-YVES NAU.

(1) Bone Marrow Transplantation after Chernobyl Nuclear Accident. Cet article est signé de dix-sept médecins, soviétiques (Institut de biophysique du ministère de la santé et hôpital numéro 6 de Moscou), américains (université de Californie à Los Angeles) et israéliens (Institut Weizmann).

سنة ١٤١٠ هـ

A tombeaux ouverts

L'intérêt des archéologues pour les nécropoles et leurs « locataires ».

UNE fouille étrange se déroule tout près de la superbe église de Bron (Bourg-en-Bresse, Ain) dans des locaux dépendant de la direction des antiquités de Rhône-Alpes. Ce n'est pas le sol que creuse M. Michel Pichon, chargé d'études au ministère de la culture, mais le contenu d'une urne funéraire qui date de l'âge du bronze final 2B (vers 1100 avant Jésus-Christ). Une fouille archéologique requiert déjà de la finesse. Celle d'une urne funéraire exige une extrême minutie, car il faut, niveau après niveau, repérer puis récupérer non seulement des objets divers, de petits bouts d'os, mais aussi la moindre esquille.

Pendant longtemps, les restes incinérés n'ont guère intéressé, si ce n'est pour les jarres utilisées comme urnes funéraires et pour les objets dont les défunts, incinérés ou non, avaient besoin pour leur vie dans l'au-delà. Depuis quelques années, l'opinion a changé; d'abord en Allemagne fédérale, puis en France, grâce, notamment, au Dr Henri Duday, directeur de recherche au CNRS, à M. Gilles Grévin, ingénieur de recherche au ministère de la culture, et à M. André Nickels, directeur des antiquités du Languedoc-Roussillon.

Contrairement aux incinérations actuelles, qui brûlent les corps à très haute température et n'en laissent qu'une poudre quasi impalpable, les incinérations antiques — comme celles d'ailleurs qui sont faites en Inde de nos jours — utilisaient un bûcher plus ou moins important. Il subsistait donc des bouts d'os, dont certains

sont très caractéristiques et identifiables : la protubérance occipitale, la partie du temporal occupée par le trou auditif externe, l'astragale, les vertèbres, notamment.

Ces quelques restes osseux sont instructifs pour les spécialistes. Ils permettent, parfois, de savoir si les restes d'une ou deux personnes ont été rassemblés dans une seule urne, si les défunts étaient adultes ou enfants, ou de discerner les « becs de perroquet », preuves d'arthrose vertébrale.

Et, surtout, la fouille fine du contenu d'une urne funéraire apporte des informations sur les rituels qui préparaient le voyage du mort dans l'au-delà. On peut ainsi savoir si des animaux ont été incinérés et mis dans l'urne funéraire ou à côté de celle-ci. On peut aussi reconstituer la température de la crémation : une température assez modeste laisse les bouts d'os blancs à l'extérieur, sombres au centre, alors que, après une incinération à forte température, un bout d'os est entièrement blanc. Si les os ont été lavés après leur crémation (comme Homère le décrit pour ceux de Patrocle dans l'Illiade), on ne retrouvera ni charbon de bois, ni cendres, ni minuscules esquilles, sauf, éventuellement, celles qui ont été détachées ultérieurement par l'activité des animaux fouisseurs (des lombrics, par exemple). Parfois, on peut voir si les restes osseux récupérés ont été disposés dans l'urne selon un ordre défini.

Pour les objets, on distingue très bien ceux qui ont été incinérés avec le corps de ceux qui

ont été mis dans l'urne après coup. Les objets renseignent quelquefois sur les occupations et sur le sexe du défunt. Quelquefois, bijoux, dans ces temps lointains,

après Jésus-Christ à Saint-Martin-de-Fontenay, pour ne citer que les deux plus importantes de la vingtaine de nécropoles fouillées. Sans l'impulsion donnée à

Moyen Âge. Les cimetières urbains relativement récents (de la Renaissance au dix-huitième ou au dix-neuvième siècle) sont, eux aussi, des mines d'informations, surtout depuis que les anthropologues prennent en compte des « caractères discrets ».

Les trouvailles peuvent être surprenantes. Ainsi l'usage de mummifier le défunt de monnaie s'est perpétué jusqu'au dix-huitième siècle : dans une tombe du dix-huitième siècle, au cimetière de Saint-Julien de Caen, quinze pièces de monnaie avaient été placées sous le corps. Même s'il ne s'agissait que de liards (pièces de cuivre valant le quart d'un sou), la découverte est intéressante comme l'est la pièce qui avait été placée dans la bouche d'un défunt du dix-septième siècle à Saint-Gilles de Caen. Tout comme dans l'Antiquité, les défunts étaient munis d'une obole de façon à payer à Charon, le nocher des Enfers, la traversée de l'Achéron.

Curieusement, les pipes sont relativement fréquentes dans les tombes postérieures, bien sûr, à la découverte de l'Amérique (1492). Dans ce cas, les incisives du squelette peuvent encore porter des traces jaunes de nicotine. Les pathologies dont on souffert — et guéri, souvent — les hommes d'autrefois sont très variées. Dès le Néolithique (5000-1700 avant Jésus-Christ en Basse-Normandie), on savait soigner les bras cassés et pratiquer des trépanations dont certains opérés réchappaient... Et dès le Bas-Empire, il y avait des médecins, comme en témoignent les trousses à outils incontestablement médicaux trouvées dans certaines des tombes de Frénoville et exposées au Musée de Normandie de Caen.

La peste ou la lèpre laissaient sur les os des traces caractéristi-

ques. Malheureusement, les cimetières susceptibles d'avoir réuni les victimes de ces fléaux médiévaux n'ont été que peu ou pas fouillés. De même se voient les marques de malnutrition, par des « caractères discrets » dans les orbites, et dans la structure osseuse en particulier, ainsi que dans la soudure des vertèbres lombaires du sacrum.

Autre « caractère discret » : le météopisme, c'est-à-dire l'absence de la suture qui, normalement, soude les deux moitiés de l'os frontal vers dix ou quinze ans, qui existait chez les individus du Bas-Empire regroupés dans une sorte de « concession » familiale de la nécropole de Frénoville et accompagnés du même type d'objets.

L'examen attentif de l'extrémité basse (proche du pied) du tibia renseigne sur les postures habituelles. Si on vit accroupi, cette partie du tibia portera une facette révélatrice qui n'existe pas chez les sujets ayant l'habitude de s'asseoir sur des sièges.

L'intérêt récent que les archéologues portent aux nécropoles et à leurs « locataires » pose toutes sortes de problèmes. Par exemple, celui du stockage de toutes les pièces du squelette, surtout lorsque l'on sait que les vieux os se conservent mal dans une cave humide et qu'un unique squelette d'adulte pèse une dizaine de kilos... Peut-être faudrait-il reprendre l'idée suggérée il y a quelques années par M. Michel Brézillon, alors inspecteur général de l'archéologie : constituer des sortes de morgues ou ossuaires régionaux dans lesquels les restes osseux seraient bien conservés et mis à la disposition des chercheurs.

YVONNE REBEYROL.



Eglise Saint-Julien de Caen, sépulture du dix-septième siècle. Exemple de pathologie d'un tibia dont la fracture, ni immobilisée ni réduite, a cicatrisé en cal en balançolette.

aient été portés aussi bien par les hommes que par les femmes... Quant aux restes de céramiques, ils servent à dater les urnes funéraires.

Des squelettes par centaines

Toutes différentes, bien évidemment, sont les recherches qui sont menées sur les nécropoles de la région de Caen par MM. Jean-Yves Marin, conservateur au Musée de Caen, Christian Pilet, chargé de recherche au CNRS, et le docteur Jean Dastugue, professeur à l'université de Caen. Là, les archéologues ont mis au jour des incinérations mais surtout des tombes d'inhumation — avec leurs occupants — par centaines : 1 000 tombes des troisième-septième siècles de notre ère à Frénoville, 396 tombes (dont 60 incinérations) du sixième siècle avant à la fin du septième siècle

ces recherches par le doyen Michel de Boillard, récemment disparu, les nécropoles du Calvados ne seraient pas devenues de tels champs d'étude.

Ce type de fouilles conduit à des études très particulières et en même temps très variées fondées sur la durée du temps d'utilisation des nécropoles, qui s'est étiré, souvent, sur plusieurs siècles, et sur le nombre des tombes et des squelettes. Durée et nombre permettent de comparer les modes d'inhumation (orientation des tombes, objets accompagnant le défunt, etc.) pratiqués pendant de longues périodes; de savoir à peu près l'âge auquel les gens mouraient; de reconnaître des types physiques et donc de distinguer des groupes de populations; parfois de discerner des pathologies et même des anomalies héréditaires.

L'utilité des nécropoles ne se limite pas à l'Antiquité ou au

Tchernobyl l'incurable

(Suite de la page 11.)

« L'accroissement de maladies par tumeurs malignes ne diffère pas pour la période 1986-88 de la dynamique de croissance observée sur plusieurs années », affirme M. Kovalev dans la Pravda. Ces propos rassurants sont contestés par certains responsables, scientifiques ou journalistes soviétiques. Selon ces derniers, on constaterait une augmentation importante du nombre des cancers, des anémies infantiles et des affections de la thyroïde. Les *Nouvelles de Moscou* ont évoqué en février dernier un doublement de « la moyenne annuelle de maladies cancéreuses, et notamment de cancers de laèvre et de la cavité buccale » dans certaines régions d'Ukraine.

Le professeur Pellerin, qui faisait partie — avec MM. Dan Beninson, président de la CIPR, et Peter Wright, spécialiste des radiations de l'OMS — d'une mission d'experts internationaux qui a visité les zones les plus contaminées en juin dernier (2), s'élève contre les « tendances au sensationnalisme » d'une partie de la presse soviétique. « Les responsables et même certains scientifiques soviétiques n'ont pas tous un bon sens pour comprendre la situation, et ils cèdent parfois à la phobie des radiations », dit-il. Selon lui, « il n'y a ni urgence ni problème sanitaire », et la demande d'évacuations supplémentaires des autorités biélorusses relève de raisons sérieuses, mais purement « socio-économiques ».

La limite des 35 ans pour soixante-dix ans fixée par les Soviétiques semble « très raisonnable », au professeur Pellerin. « Dans certaines régions du Massif Central ou d'Inde, la radioactivité naturelle provenant des roches est supérieure à celle que subissent les habitants des zones contaminées de Biélorussie », affirme-t-il. Un optimisme que contestent les membres du GSIEN (Groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) (3), qui rappellent les estimations de certains experts selon lesquelles 30 000 à 40 000 personnes pourraient mourir dans les soixante-dix ans à venir en Ukraine et en Biélorussie de cancers induits par la radioactivité due à l'accident. Vieille querelle de normes entre pro et anti-nucléaires. Un débat passionné, non dénué de perversité de part et d'autre, et qui ne risque pas d'être

réglé de sitôt : ces chiffres portent en effet sur une population de soixante-quinze millions d'habitants, et — hormis le cas de quelques cancers très rares facilement repérables — l'estimation la plus pessimiste entraînerait un accroissement de la mortalité par cancers inférieur aux marges d'erreur des statistiques les plus précises, donc probablement indécidable.

Il est vrai qu'une radiographie médicale longue ou la radioactivité naturelle peuvent éventuellement se révéler aussi dangereuses que les retombées de Tchernobyl en Biélorussie. Mais il s'agit dans le premier cas de radioactivité « choisie » parce que utile, ou inévitable, et, dans le second, de radiations accidentelles venant s'ajouter aux précédentes, et qui auraient pu être évitées. Quelle est la nocivité exacte de ces « faibles doses » ? Les scientifiques l'ignorent pour l'instant, mais estiment pour la plupart qu'il n'y a sans doute pas de seuil minimal en deçà duquel l'effet sur les cellules du corps est nul. Les normes actuelles, basées sur des études statistiques de la population d'Hiroshima, doivent donc être considérées comme un seuil de « danger acceptable » plutôt que comme des « doses inoffensives ». Et si les conséquences de Tchernobyl entraînent leur révision à la baisse, ce sera sans doute pour des raisons plus « politiques » que scientifiques.

Cette catastrophe n'en reste pas moins — sur le plan de la radioactivité induite — l'accident nucléaire le plus important de tous les temps, Hiroshima et Nagasaki inclus. Elle passionne les experts du monde entier, qui étudient toutes ses conséquences avec beaucoup d'attention pour en tirer des enseignements sur les plans sanitaire ou de l'environnement. « Je pense qu'un tel accident est impossible en France, affirme prudemment le professeur Pellerin. Il n'empêche, ajoute-t-il, que les Soviétiques nous fournissent là une expérience extraordinaire qui pourrait être transposée chez nous. »

JEAN-PAUL DUFOUR.

(2) Le répondant téléphonique du SCPR (30-16-38-38) diffuse au court exposé sur « les raisons des nouvelles évacuations » après Tchernobyl.
(3) Le dernier numéro de la Gazette nucléaire, organe du GSIEN (2, rue François-Villon, 91400 Orsay), est consacré à un dossier intitulé « Tchernobyl, trois ans après », analyse commentée de la presse soviétique sur le sujet.

LE BREVET DE LA DISCORDE

NOUVEL épisode dans la « guerre des brevets » : la société américaine USB (United Biochemical Corp., Cleveland), spécialisée dans la commercialisation de produits biologiques, et l'université Harvard viennent d'engager une procédure judiciaire pour contester devant le tribunal de district du New Jersey, à l'encontre de Pharmacia, le gérant suédois de l'industrie pharmaceutique. But du procès : empêcher Pharmacia et ses quatre filiales — dont trois sont américaines — d'exploiter une invention largement utilisée en biotechnologie, et protégée depuis janvier 1989 par un brevet dérivé à Harvard par l'Office américain des brevets et marques.

Au cœur de la controverse, une technologie employée pour le « séquençage » de l'acide désoxyribonucléique (ADN), mise au point par deux chercheurs éminents de la Harvard Medical School, MM. Charles Richardson et Stanley Tabor, tous deux directeurs de recherche en chimie biologique et pharmacologie moléculaire.

Le séquençage de l'ADN, support du patrimoine héréditaire, est aujourd'hui devenu une méthode indispensable aux biologistes moléculaires, un passage obligé pour étudier la composition et le fonctionnement des gènes végétaux et animaux. Pour effectuer cette opération, qui consiste à décrypter un à un les éléments constitutifs de la molécule d'ADN, les chercheurs mettent en œuvre une enzyme naturellement présente dans les cellules vivantes, dite « polymérase ». Or, en modifiant par voie chimique l'une de ces enzymes, la polymérase T 7, Charles Richardson et Stanley Tabor ont découvert que la fiabilité et la rapidité du séquençage en étaient notablement accrues. Commercialisée sous la marque

Sequenase et sous licence exclusive pour la société USB, cette polymérase T 7 modifiée figure désormais en bonne place sur les étiquettes des laboratoires de biologie du monde entier.

Véritable manne pour ses inventeurs, ce produit à haute valeur ajoutée se retrouve dans les tribunaux. USB cherche notamment à obtenir de la société Pharmacia des dommages et intérêts, pour une commercialisation jugée abusive des produits dérivés de la polymérase T 7. « La nature concurrentielle de l'industrie des biotechnologies nous oblige à protéger nos brevets, et nous considérons que l'obtention et la mise en œuvre de la Sequenase fait partie sans conteste de cette catégorie », souligne Thomas Mann, président d'USB. Point de vue soutenu par M. Stephen Atkinson, directeur de l'Office des licences de technologie de Harvard, qui estime qu'une protection active de la propriété intellectuelle est essentielle pour le transfert pratique et efficace de la technologie dans le domaine de l'utilisation publique.

Si le débat ne soulève pas les problèmes éthiques que pose aujourd'hui la protection par brevets des formes de vie animales ou végétales modifiées (le Monde du 19 juillet), il illustre néanmoins les difficultés auxquelles les spécialistes, dans un secteur en pleine expansion où les applications commerciales succèdent parfois très vite aux découvertes, risquent d'être de plus en plus souvent confrontés. Dans le domaine des biotechnologies plus encore qu'ailleurs, l'arme idéale en matière de protection de la propriété industrielle, en effet, reste à découvrir.

CATHERINE VINCENT.

Contre « Nature »

Dans « le Monde Sciences et Médecine » du 26 juillet dernier, John Maddox, directeur de la revue *Nature*, conclut une prise de position sur la publication des travaux des chercheurs en évoquant l'affaire de la prétendue « découverte » des « rayons N » par le Français Blondlot en 1904. « Pure coïncidence, le laboratoire était aussi à Paris », écrit John Maddox. Plusieurs lecteurs nous ont rappelé que le laboratoire de Blondlot se trouvait à Nancy et non à Paris...

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléc : MONDIPAR 660572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969),
Jacques Favet (1969-1982),
André Laroche (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-51 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composé 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les tarifs d'affaires
et index de Le Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	345 F	395 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

POST PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PHOTO

Les envois de Jacques-Henri Lartigue au Grand Palais

L'inaccessible rêve

Pris par un lutin émerveillé qui volait sur les ailes du temps, quatre-vingt-cinq clichés retracent les débuts de l'aviation.

Issu d'une famille d'inventeurs et d'esprits ingénieux, Jacques-Henri Lartigue se passionne pour l'aviation alors même qu'elle n'est pas encore née. Courir contre le vent, monter à l'assaut des nuages, être plus léger que l'air constitue un vertigineux sortilège, un rêve qui nourrit toute son œuvre.

Initié à l'image fixe par son père, il reçoit son premier appareil en 1901. Le vol est l'essence même de l'instantané. Lartigue ne cessera plus de le fêter sous ses aspects les plus simples. De l'envol de Bichonade, marianne amidonnée, décollant du gravier, au chien Tupy, ou à Gaiety, suspendu dans le ciel sur un quai de gare, toute la magie dansée, boudée et s'envole autour de lui.

Escamoter la pesanteur est un tour de passe-passe que lui enseigne magistralement son frère aîné Zisou, bricoleur génial, concepteur du « bateau-pneu », qui devient ingénieur. Sautant d'un mur avec un parapluie, Zisou concrit ses essais d'envol par la fabrication dans le cellier familial d'un atelier de construction. Mobilisant intimes et domestiques, il invente, à Rouzat, un planeur en draps, le ZX21, tracté sur rail par une automobile, comme pour un travelling, qui finit par s'élever tout seul dans les airs.

Dès 1904, Jacques Lartigue assiste, à Merlimont, aux tentatives de Gabriel Voisin sur l'aéroplane Archidæon : premier vol public en France - 25 mètres - ! - qu'il démontre quasiment en séquences. Puis l'artiste photographe, au pied de son lit, dans sa chambre, ses avions modèles réduits construits par lui-même. Frères armés, ils se font l'air, ces lumineux jouets, qu'il admirait au Trocadéro, pilotés par un invisible baron noir qui préfigure Zisou fantôme, en juillet 1905, constituent la quintessence du rêve. Et symbolisent, à l'état miniature, l'utopie délirante de l'époque.

Art du fugitif, la photographie, que Lartigue qualifie d'« invention féérique », est l'instrument qui convient le mieux à sa passion de la capture. Certs, volants, ballons sphériques ou dirigeables - on dirait la terre qui décolle ! - et jusqu'aux courses d'aviettes, en 1912, au Parc des princes, jugées par des arbitres à plat ventre, avec son Netel à plaques ou d'autres appareils de plus en plus perfectionnés, à travers records et exploits, piqués, loopings et chandelles accomplis par des as (Roland Garros, Louis Blériot, Santos Dumont), à Issy-les-Moulineaux ou aux meetings de Combrasse, c'est toute l'aventure de l'aviation qui l'accompagne de ses faits, notes et croquis colorés, qu'il consigne pour se souvenir, en cas où le cliché serait raté.

L'instrument de l'imagination

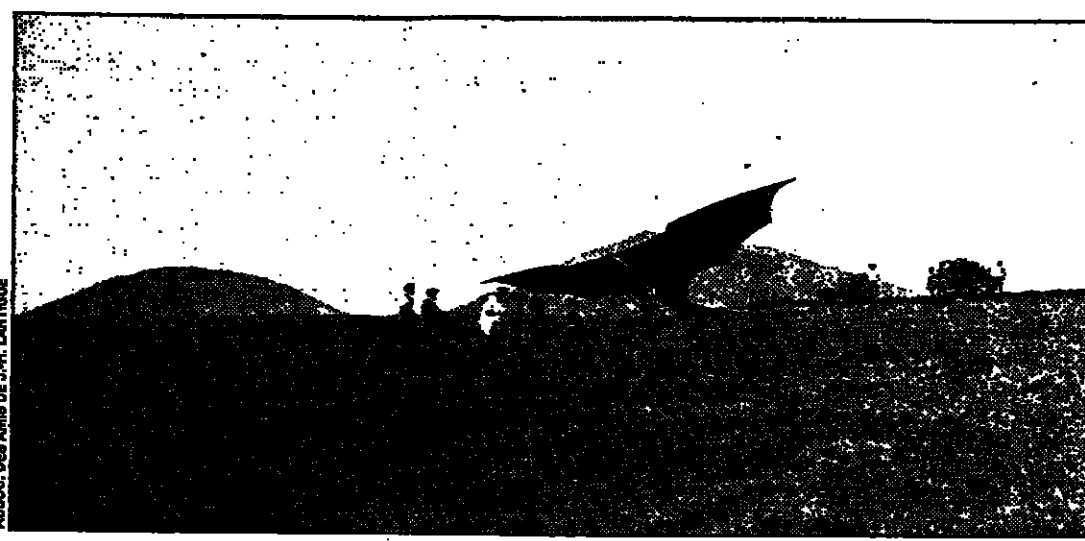
S'il reçoit le baptême de l'air (son « décollage ») à vingt-deux ans, Lartigue n'a, curieusement, jamais pris de vue aérienne comme Nadar. Soucieux de ne pas s'éveiller de l'enfance, il vit son rêve par personnes interposées. Même joyeuse, la peur haute pourtant ses écrits, figurée en 1922 par cette extraordinaire « chaise-couris », pilotée par Grandin. Outil de pure poésie, sans implication pratique, l'aéroplane est un instrument de l'imagination à l'exemple de l'aérohydroplane de Fabre ou de l'hydroglobe à hélices de Lessers.

Cette passion s'apaise avec le premier mariage (Bibi), la peinture, la fréquentation du tout-Paris, de Picasso et de Van Dongen, puis avec la rencontre de Florette. L'avion qui bombarde ses traits à la Libération de Paris est le dernier de la série. Trente ans plus tard, Lartigue est célébré comme un des plus grands photographes du siècle. Mais la saisie d'un mirage ne l'a jamais autant animé que la capture hasardeuse, parfois comique, d'un planeur qui volge sur cinquante mètres...

PATRICK ROEGERS.

★ Les Envois de Jacques-Henri Lartigue, Grand-Palais des Champs-Élysées, avenue Winston-Churchill, Paris-8 (jusqu'au 31 décembre).

Sous le même titre, parution d'un album, textes de Pierre Borien et Martine d'Arlier, 128 p., 104 photos, Donation Lartigue-Philippe Sers, Éditions Vito, 250 F.



La « chaise-couris » pilotée par Grandin

THÉÂTRE

Jacques Cousinet : un an à la Maison de la culture de La Rochelle

Avis de vent frais par l'ouest

Nommé il y a un an à la tête de la Maison de la culture de La Rochelle, Jacques Cousinet a eu le temps de réfléchir au rôle et aux structures de ces institutions.

Jenne, rond, drôle, souriant, un nez accentué, Jacques Cousinet est une personnalité vauclusienne. Jacques Cousinet promène son esprit caustique dans les coulisses du théâtre français. Directeur de la Maison de la culture de La Rochelle depuis un an, on l'a vu à Avignon en juillet dernier, où il accompagnait sa première production théâtrale de « Brûle, rivière, brûle ! » de Jean-Pol Fargue, dans une mise en scène de Robert Gironès. Un matin, on l'a croisé triomphant : ils s'étaient mis d'accord avec Matthias Langhoff - présent au Festival avec la Mission, d'Henri Millaud - et l'administrateur du théâtre Vidy de Lausanne pour inviter, lors de sa saison 1990-1991, le Macbeth que le metteur en scène allemand créait à Chaillet l'an prochain.

Macbeth-Langhoff à La Rochelle, les Rochelais n'en reviennent pas. Ils commentent pourtant à l'habiller à ce rôle de directeur qu'ETAT et un maire célèbre leur ont donné l'an passé, après tant d'années d'incertitudes à la tête de la Maison de la culture du Centre-Ouest. Une situation difficile et exemplaire des difficultés du théâtre public en France. « Quand le théâtre est dans cette ville, confie Jacques Cousinet, j'ai hérité de créances douteuses, de cotisations sociales qui n'avaient pas été payées depuis trois ans, d'un déficit de 1,5 million de francs. Il m'est apparu possible de gérer ce déficit sur quatre ans en négociant avec la ville et le ministère une augmentation de mes subventions, hors inflation. En 1988, j'ai obtenu 700 000 F supplémentaires sur une subvention globale de 19 millions. Malheureusement, je n'arrive pas à faire comprendre à la ville et à l'Etat qu'une augmentation n'est en fait qu'une augmentation de la dette. C'est une situation qui est anormale et qui ne peut pas durer. Car les coûts des spectacles, des matériels, des salaires suivent l'inflation. Il faudrait que les Maisons de la culture puissent obtenir des conventions villes-État-directeurs qui leur garantissent au moins l'indexation des subventions. Et même, en cas de bonne gestion, la création d'un déficit.

Un cadeau empoisonné

« Ma seule obligation est d'avoir un budget en équilibre. Je préfère une maison pleine en déficit qu'une maison équilibrée avec peu de public. L'idéal, c'est de combiner les deux ».

En attendant, Jacques Cousinet a dû mettre en place un plan de restructuration après un audit social et financier qui passe par des licenciements - vivement contestés par les salariés - un emprunt et une subvention exceptionnelle. Il a aussi commencé de réfléchir à un nouveau cahier des charges avec la ville.

« Notre convention veut que la municipalité dispose du théâtre en ordre de marche vingt-neuf jours par an à nos frais. C'est plus que le ratio habituel et, en tous les cas, un cadeau qu'un bon gestionnaire ne peut pas faire. Je voudrais donc qu'elle prenne en charge le coût de fonctionnement du théâtre pendant ces

vingt-neuf jours, ou bien de façon permanente certains jours structurels ».

Aussitôt arrivé, Jacques Cousinet s'est employé à nouer des liens de confiance avec ses voisins : les deux centres d'action culturelle de Niort et d'Angoulême et l'établissement de diffusion et d'action culturelle de Poitiers. Il a créé avec eux récemment un pool technique des matériels, un système de tarif unique et d'abonnement commun, une information qui regroupe les programmes des quatre établissements. Voilà pour l'intendance. A l'occasion d'une réunion des quatre directeurs, tous sont convenus d'aller plus loin encore : pour la saison 1990-1991, il est acquis que sera mise en œuvre, avec le soutien du conseil régional, une coproduction théâtrale de « Brûle, rivière, brûle ! » de Jean-Pol Fargue, dans une mise en scène de Robert Gironès. Un matin, on l'a croisé triomphant : ils s'étaient mis d'accord avec Matthias Langhoff - présent au Festival avec la Mission, d'Henri Millaud - et l'administrateur du théâtre Vidy de Lausanne pour inviter, lors de sa saison 1990-1991, le Macbeth que le metteur en scène allemand créait à Chaillet l'an prochain.

Macbeth-Langhoff à La Rochelle, les Rochelais n'en reviennent pas. Ils commentent pourtant à l'habiller à ce rôle de directeur qu'ETAT et un maire célèbre leur ont donné l'an passé, après tant d'années d'incertitudes à la tête de la Maison de la culture du Centre-Ouest. Une situation difficile et exemplaire des difficultés du théâtre public en France. « Quand le théâtre est dans cette ville, confie Jacques Cousinet, j'ai hérité de créances douteuses, de cotisations sociales qui n'avaient pas été payées depuis trois ans, d'un déficit de 1,5 million de francs. Il m'est apparu possible de gérer ce déficit sur quatre ans en négociant avec la ville et le ministère une augmentation de mes subventions, hors inflation. En 1988, j'ai obtenu 700 000 F supplémentaires sur une subvention globale de 19 millions. Malheureusement, je n'arrive pas à faire comprendre à la ville et à l'Etat qu'une augmentation n'est en fait qu'une augmentation de la dette. C'est une situation qui est anormale et qui ne peut pas durer. Car les coûts des spectacles, des matériels, des salaires suivent l'inflation. Il faudrait que les Maisons de la culture puissent obtenir des conventions villes-État-directeurs qui leur garantissent au moins l'indexation des subventions. Et même, en cas de bonne gestion, la création d'un déficit.

« Ma seule obligation est d'avoir un budget en équilibre. Je préfère une maison pleine en déficit qu'une maison équilibrée avec peu de public. L'idéal, c'est de combiner les deux ».

En attendant, Jacques Cousinet a dû mettre en place un plan de restructuration après un audit social et financier qui passe par des licenciements - vivement contestés par les salariés - un emprunt et une subvention exceptionnelle. Il a aussi commencé de réfléchir à un nouveau cahier des charges avec la ville.

« Notre convention veut que la municipalité dispose du théâtre en ordre de marche vingt-neuf jours par an à nos frais. C'est plus que le ratio habituel et, en tous les cas, un cadeau qu'un bon gestionnaire ne peut pas faire. Je voudrais donc qu'elle prenne en charge le coût de fonctionnement du théâtre pendant ces

vingt-neuf jours, ou bien de façon permanente certains jours structurels ».

Aussitôt arrivé, Jacques Cousinet s'est employé à nouer des liens de confiance avec ses voisins : les deux centres d'action culturelle de Niort et d'Angoulême et l'établissement de diffusion et d'action culturelle de Poitiers. Il a créé avec eux récemment un pool technique des matériels, un système de tarif unique et d'abonnement commun, une information qui regroupe les programmes des quatre établissements. Voilà pour l'intendance. A l'occasion d'une réunion des quatre directeurs, tous sont convenus d'aller plus loin encore : pour la saison 1990-1991, il est acquis que sera mise en œuvre, avec le soutien du conseil régional, une coproduction théâtrale de « Brûle, rivière, brûle ! » de Jean-Pol Fargue, dans une mise en scène de Robert Gironès. Un matin, on l'a croisé triomphant : ils s'étaient mis d'accord avec Matthias Langhoff - présent au Festival avec la Mission, d'Henri Millaud - et l'administrateur du théâtre Vidy de Lausanne pour inviter, lors de sa saison 1990-1991, le Macbeth que le metteur en scène allemand créait à Chaillet l'an prochain.

Macbeth-Langhoff à La Rochelle, les Rochelais n'en reviennent pas. Ils commentent pourtant à l'habiller à ce rôle de directeur qu'ETAT et un maire célèbre leur ont donné l'an passé, après tant d'années d'incertitudes à la tête de la Maison de la culture du Centre-Ouest. Une situation difficile et exemplaire des difficultés du théâtre public en France. « Quand le théâtre est dans cette ville, confie Jacques Cousinet, j'ai hérité de créances douteuses, de cotisations sociales qui n'avaient pas été payées depuis trois ans, d'un déficit de 1,5 million de francs. Il m'est apparu possible de gérer ce déficit sur quatre ans en négociant avec la ville et le ministère une augmentation de mes subventions, hors inflation. En 1988, j'ai obtenu 700 000 F supplémentaires sur une subvention globale de 19 millions. Malheureusement, je n'arrive pas à faire comprendre à la ville et à l'Etat qu'une augmentation n'est en fait qu'une augmentation de la dette. C'est une situation qui est anormale et qui ne peut pas durer. Car les coûts des spectacles, des matériels, des salaires suivent l'inflation. Il faudrait que les Maisons de la culture puissent obtenir des conventions villes-État-directeurs qui leur garantissent au moins l'indexation des subventions. Et même, en cas de bonne gestion, la création d'un déficit.

comités d'entreprise, les professeurs, le B.A. - Ba des relations publiques et du système Vilar : faire circuler la parole et faire l'intérêt. La Maison compte aujourd'hui neuf cent cinquante abonnés, l'objectif est quatre ans d'arriver à quatre mille, ce qui paraît possible au rythme actuel. Pour cela, nous avons mis en place un système de communication permanent écrit, oral et vidéo. Sans oublier un poil de mondanité à l'intention du « terroir », car La Rochelle est riche de médecins, dentistes, avocats, etc. ».

Un statut dépassé

Ad-dela, Jacques Cousinet a commenté de se faire une opinion sur le statut peut-être dépassé des Maisons de la culture. « La convention collective de nos personnels est la plus avantageuse de France, explique-t-il. Il faut absolument sortir du système du paiement des personnels ou services - qui finit à dix-huit heures pile, ce qui est plutôt baroque dans un théâtre - ou en heures supplémentaires et payer l'ensemble des équipes techniques au forfait. Il faut aussi se mettre d'accord sur la flexibilité des temps de travail, revoir une grille des salaires unique pour toute la France en matière de situations locales, obtenir des accords d'entreprise, bref, ne plus attendre les mots d'ordre de l'Union des Maisons de la culture, devenue un repaire de vieux animateurs socio-culturels.

Il faudrait aussi réfléchir sur le statut actuel de notre statut d'association loi de 1901, avec conseils d'administration formés de notables qui se connaissent tous - et qui tous se font des crasses - et ne savent pas lire le bilan d'une gestion de 20 millions de francs. Je préférerais un conseil de gestion fermé, une sorte de conseil des finances augmenté de deux personnes morales, un représentant des utilisateurs - modérateur en temps de crise - et un délégué du personnel à même de donner une vision vraie de l'entreprise. Cela se traduit par une nouvelle appellation au lieu ou en SEM, formules souples qui responsabiliseraient le directeur-gérant le temps de son mandat. Il ne pourrait plus renvoyer la balle à son conseil d'administration et pourrait même, si besoin est, être sanctionné.

Il faudrait encore que nos Maisons, ensemble ou séparément, aient une politique de création à un haut niveau culturel, comme seules aujourd'hui l'ont celles de Grenoble et de La Rochelle. Cela permettrait de redonner notre blason et de trouver de nouveaux partenaires. Comment s'y retrouver entre Grenoble qui fait de la danse, La Rochelle du théâtre et Le Havre du cinéma et toutes trois de l'accueil de spectacles très différents ? Par le niveau d'exigence, justement. Et peut-être par une nouvelle appellation au sens plus clair. Nommer, ce serait déjà créer.

Et créer, selon Jacques Cousinet, c'est être sûr de son goût, de sa confiance dans le théâtre, c'est se donner les moyens radicaux, malgré les assauts des hommes politiques, locaux ou nationaux, de conquérir le public le plus large sans démagogie. « Remplir un théâtre, c'est très facile, dit-il. Les catalogues sont prêts chez tous les maires et les théâtres. Je préfère donc courage et nouveauté, réfléchir au théâtre et faire réfléchir le public. »

OLIVIER SCHMITT.

CINÉMA

La reprise de « Visages de femmes » de Désiré Ecaré

Les combats d'un réalisateur ivoirien

A l'occasion de la reprise de Visages de femmes, le cinéaste ivoirien dit le temps qu'il faut à un Africain pour faire un film.

La présentation de Visages de femmes à Cannes, en 1985, et sa sortie à Paris ont laissé le souvenir d'un petit scandale. Pour la première fois, rompant avec une solide tradition de puritanisme, un cinéaste africain, ivoirien en l'occurrence, montrait deux Africains faisant l'amour. Cette longue et belle scène faillit cacher le reste du film, une comédie de mœurs faite de tableaux liés entre eux par des chants, une promenade chez les femmes ivoiriennes, de la villageoise mal mariée à la businesswoman d'Abidjan.

Il s'était écoulé dix ans entre le premier tour de manivelle et le tournage des dernières scènes, mais Désiré Ecaré avait réussi à tourner un film exclusivement ivoirien avec environ 3 millions de francs. On peut revoir ou découvrir Visages de femmes dans deux salles parisiennes en ce moment.

Désiré Ecaré n'a pas tourné depuis la sortie de ce film. Mais il lui a fallu se battre pour qu'il sorte en Côte-d'Ivoire, où la censure l'avait interdit. « J'ai été traité de tous les noms dans mon pays à cause de la scène d'amour. Au bout d'un an, on a autorisé Visages de femmes en l'interdisant aux moins de dix-huit ans, ce que j'avais demandé depuis le début, raconte le réalisateur. Le film a très bien marché. Je crois que les Africains ont besoin de voir en situation, par opposition à un cinéma d'évasion qui marche moins bien. » Le film est également sorti au Bénin et en Algérie, et a même fini par devenir une affaire rentable.

Ensuite, Ecaré s'est mis au travail sur l'indépendance Cha Cha Cha. « Ce sera l'histoire de tous les changements qu'a connus l'Afrique depuis les indépendances, à travers le regard de deux paysans. A chaque bouleversement, la loi-cadre, l'indépendance, le retour au pays des Africains formés en France, ils s'entendent à ce que leur vie change. En fait, tout se transforme autour d'eux, tout, sauf leur minuscule existence. Il est temps de porter un regard africain sur ce que nous avons fait de nos indépendances. »

Cette fois, Ecaré est décidé à tourner en un temps normal et espère avoir terminé son film au début de l'année prochaine. Il a trouvé un coproducteur français et s'apprête à demander l'avance sur recettes. Il espère, par ailleurs, une aide du ministère de la coopération. « Le budget sera très important, ne serait-ce que parce que nous utiliserons des techniciens français qui coûtent cher. Heureusement, je n'ai pas besoin de vedettes. Il y a tellement d'acteurs en Afrique... Des gens qui n'ont jamais fait de cinéma, ni même de théâtre parfois - comme M^{me} Cissé dans Visages - qui vous donnent à la figure et apportent de l'imprévu. »

En Côte-d'Ivoire, Ecaré a obtenu l'aide de l'Etat, mais au compte-gouttes. Il sait, enfin, que le combat pour la sortie d'Indépendance Cha Cha Cha risque d'être rude. Après la censure morale, la censure politique peut pointer le bout de son nez. « On m'a laissé tranquille pour le scénario, ils savent très bien que je pourrais tourner ce que je veux. Mais ils attendent le film fini. Pour assurer la promotion de nos pays, il est essentiel qu'on laisse les créateurs libres. »

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL. ★ Saint-André-des-Arts, tél. : 43-26-48-18 ; 7 Parassiens, tél. : 43-20-32-20.

Deux livres

Anatole Dauman et l'aventure d'Argos Films

Il y a quarante ans, Anatole Dauman créait, avec Philippe Lifschitz, une petite maison de production, distribution et diffusion mondiale de courts métrages, qui, sous le sigle d'une chouette, l'oiseau de Minerve, prit le nom d'Argos Films. Du court au long métrage, Argos Films fut mêlé à la grande transformation du cinéma français, dans les années 50-60. Ce quarantième anniversaire a été célébré au Centre Georges Pompidou, salle Garance, en juillet, et le sera à nouveau du 13 septembre au 16 octobre (en tout soixante-dix programmes). A cette occasion, le Centre de la France en images a édité un livre, Souvenir-écran : les mémoires d'Anatole Dauman.

En fait, comme il l'avait fait, en 1987, pour Pierre Braunberger, autre producteur aventureux, c'est Jacques Gerber qui a recueilli les souvenirs de Dauman. Mais Cinéma-mémoire de Braunberger était, sur le principe de la biographie, un récit continu. Souvenir-écran est un étonnant « livre-objet » où, de sa biographie, le fondateur d'Argos Films ne livre que des anecdotes (celle de la rupture avec l'onde Adolphe Dauman, en 1942, est savoureuse) parce qu'il préfère parler des autres : ses amis, « ses » cinéastes, ceux qui ont participé à ses expériences de création et, à l'occasion, ceux - ou celles - à qui il réservait un chien de sa cinéaste.

Dauman est un homme cultivé. Il y a du La Bruyère dans ces portraits incisifs, croqués au plus juste, accompagnés, dans une mise en

pages qui ressemble à un montage cinématographique, de dossiers de production. Dauman est, en fait, le témoin d'Argos Films, c'est-à-dire de l'œuvre dont il a le lieu d'être fier. Il a commencé comme un artisan, il avait - il a toujours - une sensibilité d'artiste et un tempérament de mecène, lorsque ses enthousiasmes le guidaient vers le nouveau et la rupture. Dès le début, il a mesuré la stature d'Alain Resnais (auquel il rend le meilleur hommage et qu'il appelle « le roi Resnais ») et de Nui et Brionnillard à Hiroshima mon amour, lui a donné l'élan décisif.

Un producteur doit être aussi un homme d'affaires. Avec cet humour quelque peu machiavélique qu'il sait mettre dans ses conversations privées, Dauman livre les rouages financiers de certaines entreprises : il s'amuse. Et s'attarde avec un peu de nostalgie sur le temps des difficultés, des coups de dés et des paris de sa carrière de producteur indépendant.

Si, le succès international venu, il est resté fidèle, ses dernières années, à Robbe-Grillet et à Chris Marker, Dauman compte dans son « génie » Volker Schlöndorff, Nagisa Oshima, Wim Wenders (Paris, Texas, les Ailes du désir) et Tarkovski pour son dernier film. Dis-moi qui tu produis...

JACQUES SICLIER.

★ Jacques Gerber : Anatole Dauman Argos Films - Souvenir-écran, 320 p., ill., 180 F.

Le roman noir de Mireille Balin

Elle eut tout : la beauté, l'élégance, le talent, la gloire, la richesse, l'amour. Dans le cinéma français des années 30, elle est passée, royale et racée, dans des rôles de femmes fatales, comme seule, alors, Marlène Dietrich savait le faire.

Le révérit fut cruel. A la Libération, Mireille Balin, qui a été la maîtresse d'un officier autrichien de l'armée d'occupation, est arrêtée et violée. Prison, procès, liberté provisoire en janvier 1945. Un an d'interdiction de travail. Elle aurait pu, comme d'autres, refaire surface, le temps des erreurs passées. On s'échappa sur elle. Un vague retour au cinéma, la ruine, l'oubli, une maladie dont elle sort défigurée... Elle survit encore, aidée par l'organisation La route tourne. Elle meurt en 1968, à cinquante-sept ans, méconnaissable. Des nombreux films qu'elle a tournés ont survécu, grâce à leurs réalisateurs, et à la télévision : Lépié le Moko, de Julien Duvivier, Gueule d'amour, de Jean Grémillon, Macao, de Jean Delannoy. Ajoutons, pour faire bonne mesure, Naples au baiser de feu, d'Augusto Genina, à cause de l'idylle entre l'hermine et Tino Rossi.

La carrière de Mireille Balin n'a pas eu la durée de celles d'Arletty, Danielle Darrieux, Micheline Presle. Mais un culte s'est établi autour de son image, et s'est transmis de génération en génération. Le livre de Daniel Arsan, Mireille Balin ou la beauté foudroyée, le seul qui lui a jamais été consacré, est l'œuvre d'un homme jeune, un amateur de cinéma, qui n'envisage pas le métier sans religiosité. Parfaitement documenté - il y a là des années de recherches, de vérifications, - ce livre est écrit comme un roman.

Sur les films, l'esprit critique de l'auteur s'exerce assez peu : il est tant d'échappées d'une vie, d'un destin qui semblent avoir été conçus pour le cinéma. Les reflets de Mireille Balin se multiplient dans la galerie des glaces de l'avant-guerre et des années noires. Il est rare de trouver tant de ferveur dans une biographie de star.

J. S.

★ Daniel Arsan : Mireille Balin ou la beauté foudroyée, Editions La Mammifère, 240 pages illustrées, 95 F.

لانا مي لانا

Spectacles

cinéma

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI

L'Enfant du carnaval (1934), d'Alexandre Volkoff, 16 h; Two Flagg West (1950, v.a.), de Robert Wise, 19 h; La Chevalade de la vengeance (1959, v.a.), de Budd Boetticher, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

MERCREDI

Si vous avez manqué le début : Paris-banlieue : la Vague (1983) de A. Djabri, Interdit aux moins de quinze ans (1982) de Jean-Louis Bernheim, 14 h 30; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30; Paris qui danse, Margy Marín (1984) de D. Ranz, Angélica Vargas à Paris (1983) de Juliette et Joaquin Lledo, Calambour (1986) de D. Ranz, 18 h 30; Paris la nuit, Paris vu par... vingt ans après (1984) de Philippe Vuilleumier, Frédéric Mitterrand, Vincent Nardon, Philippe Carrel, Bernard Dubois, Chantal Ackermann, Boy meets girl (1983) de Léon Carax, 20 h 30.

Les exclusivités

AMERICAN NINJA III (A. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-1041); Paris-Cité 1, 10 (47-70-2111).

L'AMI RETROUVÉ (A. v.): Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-2542).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.): UGC Odéon, 6 (43-25-1030); UGC Biarritz, 8 (45-62-2040); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-0159); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-7979); v.f.: Rex, 2 (42-36-8301); UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); Paramount Opéra, 9 (47-42-5631); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CIEL S'EST TROMPÉ. Film américain d'Emile Ardolino, v.a.: Forum Horizon, 1 (45-08-5737); Pathé Bastille, 6 (46-33-7938); George V, 8 (45-62-4146); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200); v.f.: Pathé France, 9 (47-70-3388); Favette, 13 (43-31-5686); Pathé Clichy, 19 (45-22-4601).

CONFESSION CRIMINELLE. Film américain de Fred Walton, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Les Trois Luchembourgs, 6 (46-33-9777); George V, 8 (45-62-4146); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-7252).

LOVERBOY. Film américain de John Mackay, v.a.: Forum Opéra, 9 (47-42-5631); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-7252).

MANOLO. Film espagnol de Fernando Trueba, v.a.: Epée de Bois, 5 (43-37-3747); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); L'Europe, 14 (45-42-4143); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-5631).

LE MESSAGE DE LA MORT. Film américain de Jack Lee Thompson, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); George V, 8 (45-62-4146); v.f.: La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-7286); Paramount Opéra, 9 (47-42-5631); Favette, 13 (43-31-5686); Pathé Montparnasse, 14 (43-30-3200); Pathé Clichy, 19 (45-22-4601); Le Gambetta, 20 (46-36-1096).

LA NUIT DU SÉAIL. Film américain de Jack Smight, v.a.: Gaumont Opéra, 9 (47-42-5631); Gaumont Opéra, 2 (47-42-6033); George V, 8 (45-62-4146); v.f.: Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-3543); Les Nations, 12 (43-43-0159); Favette, 13 (43-31-5686); Gaumont Alésia, 14 (43-20-0952); Gaumont Convention, 15 (45-75-7979); UGC Maillo, 17 (47-48-0606); UGC Gambetta, 20 (46-36-1096).

STREET OF NO RETURN. Film américain de Samuel Fuller, v.a.: Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-1030); George V, 8 (45-62-4146); 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-0159); Gaumont Alésia, 14 (43-20-0952); Gaumont Convention, 15 (45-75-7979); UGC Maillo, 17 (47-48-0606); UGC Gambetta, 20 (46-36-1096).

UN PÈRE ET PASSE. Film français de Sébastien Grall, Forum Horizon, 1 (45-08-5737); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-39-9282); Pathé France, 9 (47-70-3388); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-0159); Favette, 13 (43-31-5686); Pathé Montparnasse, 14 (43-30-3200); UGC Convention, 15 (45-74-9494); Images, 18 (45-22-4794).

Programmes du mercredi 9 au mardi 15 août

BUSTER (Brit. v.a.): George V, 8 (45-62-4146).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614).

CHAMBER AVEC VUE... (Brit. v.a.): Clichy, 19 (45-22-4601).

CHERRY, HARRY ET RAQUEL (**): (A. v.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); v.f.: Paris-Cité 1, 10.

CHEN DE FLAC (A. v.): Forum Opéra, 9 (47-42-5631); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-39-9282); v.f.: La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-7286); Pathé France, 9 (47-70-3388); Favette, 13 (43-31-5686); Gaumont Alésia, 14 (43-20-0952); Pathé Montparnasse, 14 (43-30-3200); UGC Convention, 15 (45-75-7979); UGC Maillo, 17 (47-48-0606); UGC Gambetta, 20 (46-36-1096).

CHINE, MA DOULEUR (Fr. v.a.): Utopia Champillon, 5 (43-26-8445); Studio 43, 9 (43-27-5237).

LA CITADELLE (A. v.): Utopia Champillon, 5 (43-26-8445).

COOKIE (A. v.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); UGC Odéon, 6 (43-25-1030); UGC Rotonde, 6 (45-74-9494); UGC Biarritz, 8 (45-62-2040); 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-0159); Les Nations, 12 (43-43-0159); Minal, 14 (43-39-9282); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-7979); UGC Maillo, 17 (47-48-0606); v.f.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-3543); UGC Opéra, 9 (47-42-5631); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-0159); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); UGC Convention, 15 (45-74-9494); Pathé Clichy, 19 (45-22-4601).

LE CRIME D'ANTOINETTE (Fr.): Epée de Bois, 5 (43-37-3747).

DESIR MEURTRE (**): (Jap. v.a.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); Les Trois Luchembourgs, 6 (46-33-9777); La Bastille, 11 (43-43-0159).

LES DIXIÈMES TOMBIÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A. v.): Forum Horizon, 1 (45-08-5737); UGC Odéon, 6 (43-25-1030); UGC Rotonde, 6 (45-74-9494); UGC Biarritz, 8 (45-62-2040); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-7979); UGC Maillo, 17 (47-48-0606); v.f.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-3543); Pathé France, 9 (47-70-3388); Les Nations, 12 (43-43-0159); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-0159); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); UGC Convention, 15 (45-74-9494); Pathé Clichy, 19 (45-22-4601); Le Gambetta, 20 (46-36-1096).

DO THE RIGHT THING (A. v.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-1212); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-1030); Gaumont Champ-Elysées, 8 (43-39-9282); 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-0159); Gaumont Alésia, 14 (43-20-0952); Gaumont Convention, 15 (45-74-9494); Pathé Clichy, 19 (45-22-4601).

L'ENFANT DE L'ÉVIER (Fr.): L'Europe, 14 (45-42-4143).

ESCLAVES DE NEW YORK (A. v.): 14 Juillet Paranaïens, 6 (43-36-5800).

ETAT DE CHOC (A. v.): Les Nations, 12 (43-43-0159); UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); UGC Opéra, 9 (47-42-5631).

FEMMES AU BORD DE LA CRUISE DE NERKS (Esp. v.a.): Les Trois Luchembourgs, 6 (46-33-9777).

LE FESTIN DE BARBETTE (Dan. v.a.): Utopia Champillon, 5 (43-26-8445).

FRAMES FROM THE EDGE. HELMUT NEWTON (A. v.): Les Trois Luchembourgs, 6 (46-33-9777).

FRANCE (Fr.): UGC Emmanuelle, 6 (45-63-1616).

GANASHATRU (Ind. v.a.): 14 Juillet Paranaïens, 6 (43-36-5800).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.): Le Triomphe, 6 (45-62-4570); v.f.: Rex, 2 (42-36-8301); Le Grand Rex, 2 (42-36-8301); Les Montparnasse, 14 (43-30-3200); UGC Convention, 15 (45-74-9494).

HISTOIRE DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.a.): Utopia Champillon, 5 (43-26-8445).

L'ENFANT DE L'ÉVIER (Fr.): L'Europe, 14 (45-42-4143).

JÉSUS DANS L'ESPACE (Fr.): Le Triomphe, 6 (45-62-4570).

JESUS DE MONTREAL (Can.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); UGC Rotonde, 6 (45-74-9494).

KARATE KID III (A. v.): Pathé Bastille, 6 (46-33-7938); v.f.: Rex, 2 (42-36-8301); UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); Pathé France, 9 (47-70-3388); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Minal, 14 (43-39-9282).

KICKBOXER (Hong Kong, v.a.): Forum Opéra, 9 (47-42-5631); UGC Normandie, 6 (45-63-1616); v.f.: Rex, 2 (42-36-8301); UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); UGC Opéra, 9 (47-42-5631); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-0159); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Minal, 14 (43-39-9282); UGC Convention, 15 (45-74-9494); Images, 18 (45-22-4794); Le Gambetta, 20 (46-36-1096).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-A. v.): L'Europe, 14 (45-42-4143); Studio 43, 9 (43-27-5237).

LES LIASONS DANGEREUSES (A. v.): Forum Opéra, 9 (47-42-5631); Gaumont Opéra, 2 (47-42-6033); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-39-9282); Publicis Champagne-Elysees, 8 (47-20-7623); Les Montparnasse, 14 (43-30-3200); v.f.: La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-7286).

LOVE DREAM (Il. v.f.): La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-7286).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.): Ventrone Opéra, 2 (47-42-5631); L'Europe, 14 (45-42-4143).

MANIÈRE UNE VIE PLUS TARD (Fr. v.a.): Reflet Média Logos salle Louis-Jovet, 5 (43-54-4234).

LES MANNEQUINS POSER (Fr.): Pathé Hautes-Seines, 14 (43-39-9282).

MAURICE (Brit. v.a.): Clichy, 19 (45-22-4601).

MÉLODIE SANG (Il. v.a.): Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.a.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); UGC Convention, 15 (45-74-9494); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

MORT D'UN COMMISS VOYAGEUR (A. v.): Clichy, 19 (45-22-4601).

MONSIEUR HIRE (Fr.): UGC Montparnasse, 6 (45-74-9494); UGC Biarritz, 8 (45-62-2040); UGC Opéra, 9 (47-42-5631).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.): Le Triomphe, 6 (45-62-4570).

NEW YORK STORIES (A. v.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-1030); UGC Emmanuelle, 6 (45-63-1616); Les Montparnasse, 14 (43-30-3200).

NO TIME FOR LOVE (A. v.): Action Christiane, 6 (43-29-1130).

LOURES (Fr.-A. v.): Club Gaumont (Publicis Marignan), 8 (43-39-9282); République Champs, 11 (48-05-5133); Grand Rex, 2 (42-36-8301); UGC Convention, 15 (45-74-9494).

PATY ROCKS (A. v.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-5236); Saint-Lambert, 15 (45-32-9168).

PEUX DE VACHES (Fr.): Utopia Champillon, 5 (43-26-8445).

PERDUE D'UNE (Fr.): Pathé Clichy, 19 (45-22-4601).

LE PETIT DIABLE (Il. v.a.): Forum Horizon, 1 (45-08-5737); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-1030); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-39-9282); La Bastille, 11 (43-43-0159); Gaumont Alésia, 14 (43-20-0952); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-7979).

LE PETIT DÉSOLÉ (A. v.): La Vallée des Merveilles (A. v.): La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-7286); Les Montparnasse, 14 (43-30-3200); Grand Rex, 2 (42-36-8301).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE PHILOSOPHE (A. v.): Utopia Champillon, 5 (43-26-8445).

LE PLUS ESCROC DES DEUX (A. v.): Pathé Hautes-Seines, 14 (43-39-9282); UGC Convention, 15 (45-74-9494).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe, 6 (45-62-4570); Sept Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LE DÉPÊCHE (Fr.-A. v.): Rex, 2 (42-36-8301); Champs-Palace, 9 (43-54-4776); Elysees Lincoln, 8 (43-59-3614); UGC Gobelin, 13 (43-36-2344); Gaumont Paranaïens, 14 (43-30-3200).

LA PETITE VÈRA (Sov. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-9274); Le Triomphe,

Informations « services »

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Économie

En dépit des prévisions prudentes de l'agence de planification

La croissance de l'économie japonaise pourrait être aussi rapide cette année qu'en 1988

TOKYO
correspondance

Le gouvernement japonais a adopté, mardi 8 août, le Livre blanc sur l'économie pour l'année fiscale 1989 (mars 1988 à mars 1989). Ce document, dont la rédaction est confiée chaque année aux économistes de l'Agence de planification économique (APE), est un curieux mélange d'analyse détaillée des développements économiques et de recommandations pour l'avenir qui s'apparentent souvent à des vœux pieux.

Le Livre blanc rédigé cette année par M. Tadamasa Tanaka, directeur général de la division des recherches de l'APE, ne rompt pas avec la tradition. On y trouve le plaidoyer à la mode en faveur d'une réduction de la durée du travail, d'une poursuite de l'effort de déréglementation de l'économie et d'une solution à la spé-

culat foncière frénétique dans les principales zones urbaines.

Plus intéressante est l'évaluation des perspectives de croissance de l'économie japonaise, après trente-deux mois d'un boom qui a donné une nouvelle fois la mesure des capacités d'adaptation de l'archipel aux chocs d'origine externe, en l'occurrence la spectaculaire appréciation du yen entre 1985 et 1988.

Question d'autant plus pertinente que la consommation des ménages, l'un des deux moteurs du boom actuel avec l'investissement productif, a donné quelques signes de faiblesse au deuxième trimestre de l'année calendaire 1989, après une performance éblouissante qui avait porté à 9,1 % la croissance réelle du PNB en rythme annuel au cours des trois premiers mois de 1989.

« Nous pensons qu'il s'agit d'un phénomène temporaire dû aux achats anticipés avant l'entrée en vigueur de la taxe à la consommation,

le 1^{er} avril dernier. La demande va repartir à un rythme équivalent à celui de l'an dernier », estime M. Tanaka. Il se refuse cependant à réviser l'objectif officiel de croissance de 4 % du PNB pour l'année fiscale en cours, retenu par le gouvernement sur recommandation de l'APE. Une prudence que ne partage pas le nouveau directeur des recherches de la banque du Japon, M. Tatsuya Tamura, qui annonce une croissance réelle du PNB de 5,1 %, résultat identique à celui de l'année fiscale achevée le 31 mars dernier. Les experts privés sont à peine moins optimistes.

Comme la banque du Japon dans ses prévisions trimestrielles publiées récemment, le Livre blanc demande la poursuite d'une politique fiscale neutre et recommande la prudence dans la politique monétaire afin de prévenir l'apparition d'anticipations inflationnistes, le seul danger qui pourrait menacer la poursuite de l'expansion. « La majorité des éco-

nomistes ne jugent pas nécessaire un changement de la politique fiscale », résume M. Tanaka. Autrement dit, il n'est pas question de renouer à l'objectif d'une élimination totale, à partir de 1990, des émissions obligatoires couvrant le déficit du budget général.

Si l'évolution des changes le permet, la faiblesse relative du yen étant le facteur le plus inquiétant sur le front des prix, la croissance japonaise doit pouvoir se poursuivre sur sa lancée, au moins jusqu'au printemps prochain. « Le boom izanagi (1), le plus long depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a duré cinquante-sept mois (octobre 1945-juillet 1970). Nous travaillons en direction de cet objectif », affirme M. Tanaka.

Le boom izanagi s'était achevé par une surchauffe économique accompagnée d'une poussée inflationniste largement importée.

Le Livre blanc note cependant que l'économie japonaise, en sur-

montant la récession provoquée par « endaka » (le yen fort), a gagné considérablement en sophistication et en résistance aux effets négatifs éventuels de l'environnement extérieur. La croissance actuelle est autonome, alimentée par la demande interne alors que les exportations nettes sont négatives depuis l'année fiscale 1986.

Le point noir reste évidemment la persistance des déséquilibres extérieurs, en particulier le maintien d'un excédent commercial massif avec les États-Unis. Mais, insiste le Livre blanc, « il y a une limite à la capacité du Japon à corriger seul les déséquilibres mondiaux, et la réduction de la demande intérieure aux États-Unis est d'une importance extrême pour aboutir à une solution ».

BERNARD HAMP.

(1) Les Japonais ont pour habitude de donner un nom aux périodes d'expansion que connaît leur économie une fois que celles-ci sont achevées.

SOMMAIRE

■ Les électroniciens de la sécurité aérienne menacent de faire grève pour obtenir un statut équivalent à celui des officiers contrôleurs (lire page 17).

■ Le Bureau de recherches géologiques et minières exploite depuis quatre mois le gisement d'or de Lawyers, au Canada (lire ci-dessous).

■ Le Livre blanc de l'économie japonaise ne peut masquer la persistance d'une forte croissance pour l'année en cours (lire ci-contre).

Soucieuse d'étoffer son activité d'exploitation minière

La France mise sur l'or des Rocheuses

VANCOUVER
de notre envoyée spéciale

Après avoir franchi une dernière barrière montagneuse, esquivée ses redoutables arêtes de granite, fait triompher les eaux de lacs bleu métal et taqué de l'aila les sommets de sombres métaux, le petit avion bimoteur atterrit sur le piste de Stuee. Le terrain d'atterrissage, au tarmac plutôt rudimentaire, se situe à plus de deux heures de vol de Vancouver, au beau milieu des montagnes Rocheuses, au nord-ouest de la Colombie britannique.

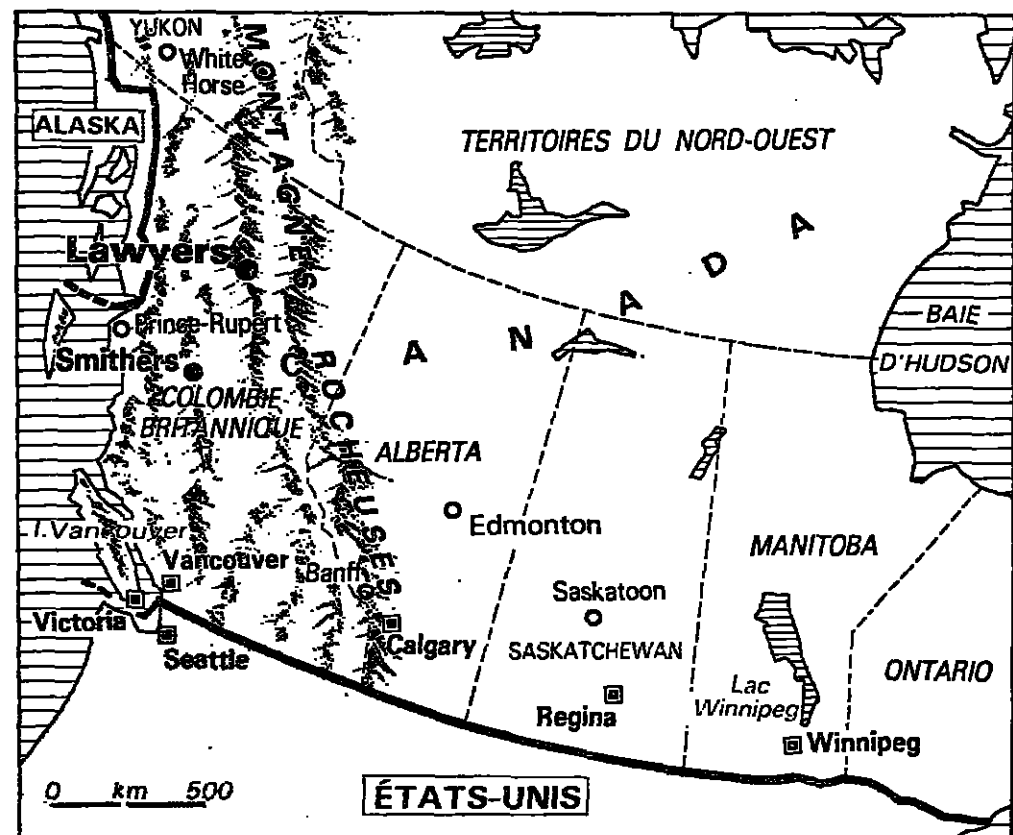
Un mercredi sur deux débarquent ainsi la relève du personnel de la mine de Lawyers, un gisement de

(7,2 millions de dollars canadiens soit 36 millions de francs) s'est ajoutée aux dépenses d'exploitation et aux coûts des installations de traitement de minerai aurifère déjà élevés.

Cette « Hô Chi Minh trail », comme l'ont immédiatement surnommée les mineurs, a été prolongée en amont du camp de base pour grimper à flanc de montagne, jusqu'aux trois galeries d'accès à l'intérieur desquelles on exploite le quartz aurifère. Vingt-cinq mineurs travaillent en permanence dans ces chantiers d'abattage. Sept jours sur sept, dix heures par jour, par séquence de vingt-huit jours, qui leur donnent droit ensuite à un mois de congé entier.

Plus que la lecture précoce de Jack London, ce sont des coûts

Les premiers pas du BRGM en Colombie britannique ont été à l'image du pays : plutôt rudes. En avril dernier, un mois après le démarrage de Lawyers, deux syndicats du personnel de la mine ont lancé un mot d'ordre de grève. Histoire de pendre la mesure de ces « Franchises » installées en terre canadienne. Les « environnementalistes » ne ménagent pas non plus Chén, exigeant de solides garanties quant à la perméabilité du lésant de réfraction... où dépotent doucement les résidus de la solution de cyanure. L'établissement public français sait qu'il joue gros en développant une activité d'extraction sur le continent des Rocheuses. La tutelle a toujours été réticente à voir ce prospecteur — par mission et par tradition — se lan-



quartz aurifère, découvert et exploité depuis maintenant quatre mois par une entreprise publique française, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), via sa filiale de droit privé Coframines.

Des coûts élevés

Coframines est en effet actionnaire principal de Chén SA, holding mère de Chén Gold Inc., société créée de toutes pièces pour valoriser la mine canadienne. Trente kilomètres de route crayeuse s'épandent depuis le camp de base jusqu'à la mine et camp de base perchés à plus de 1500 mètres d'altitude, dans la région de la rivière Toodoggon, électorale des trappeurs et autres chasseurs de bœufs. L'air est vif. Fin juillet, les chemins qui courent les bords de la rivière sont déjà enneigés. On attend d'ici deux mois les premières tempêtes de neige.

Conditions climatiques éprouvantes (— 40°C en hiver, c'est-à-dire des la nuit), isolement total (Smithers, la ville la plus proche, est située à plus de 400 kilomètres) : pour ses débuts sur le continent nord-américain, le BRGM n'a pas choisi un site des plus faciles.

Pour acheminer jusqu'au camp fuel et matériel lourd, il a fallu tracer au bulldozer une route de 102 kilomètres à travers la forêt. La facture

d'extraction particulièrement peu élevée qui explique l'intérêt des dirigeants du BRGM pour l'exploitation de Lawyers. Chaque once d'or extrait revient à 220-250 dollars en moyenne. Le métal jaune s'échangeant autour de 369 dollars l'once au fût de Londres, Chén Gold estime pouvoir résister à un nouvel effacement des cours du métal précieux. Les réserves prouvées de Lawyers sont déjà importantes (498 000 tonnes de quartz aurifère pour le filon AGB, le seul actuellement exploité) alors que 10 % de la propriété a été explorée. Chén Gold dispose ainsi de sept années minimum d'extraction dans des conditions qualifiées d'« idéales » : les veines sont larges, il n'est guère besoin d'appliquer à la roche des boissages. Guère besoin de martèlements pneumatiques non plus, les mineurs procédant uniquement par dynamitage.

Tests difficiles

Chaque jour, plus de 500 tonnes de minerai aurifère sont ainsi acheminées à la montagne. Ces déboulis bruns, concassés, pulvérisés, traités au cyanure, donnent, en bout de chaîne, un quart de lingot de « doré » (mélange d'or et d'argent), fondu dans l'usine en contrebas. Par mesure de sécurité, Chén Gold s'interdit de conserver sur place plus d'une semaine de stock.

cor à l'aval dans l'exploitation. La KTCIC (1), le partenaire local du BRGM dans Chén, teste de son côté la fiabilité du Bureau en tant qu'opérateur.

Comme ses prédécesseurs, le président du BRGM, M. Maurice Allibert, rêve de constituer autour de Coframines « le groupe minier polyvalent qui fait défaut à la France depuis 1984 », date du retrait d'Imetel de ce secteur. Il compte sur l'appui financier des Kowalews. L'or d'une part, le nickel, le zinc, le chrome de l'autre, les minerais industriels (mica et kaolin) enfin ont été retenus comme axes potentiels de développement et structurant déjà la politique d'investissement du Bureau (ouverture de la mine de zinc, cuivre et barytine de Chessey en France prévue pour 1990, rachet par le BRGM de la participation d'Amex dans le nickel, en Nouvelle-Calédonie).

Le BRGM a déjà proposé aux Kowalews de porter à 50 % leur participation dans Chén SA et d'entrer dans le capital de Coframines. Ceux-ci réservent pour l'instant leur réponse. Les yeux rivés sur le Canada.

CAROLINE MONNOT.

(1) Le Kuwait Foreign Trading and Contracting — une des sociétés holding de l'Etat koweïtien — détient 30 % du capital de Chén SA. Les 70 % restants sont entre les mains de Coframines.

Selon le rapport trimestriel de la BRI

L'accélération de l'activité bancaire internationale a surtout profité aux établissements nippons

L'activité bancaire internationale s'est intensifiée au premier semestre 1989. Dans son rapport publié mardi 8 août, la Banque des règlements internationaux (BRI) fait état d'un accroissement de 24 % en rythme annuel des avoirs internationaux des banques déclarantes, c'est-à-dire la totalité des banques occidentales. Ceux-ci ont augmenté de 300 milliards de dollars au premier semestre 1989, soit une progression de près de huit fois supérieure aux timides 38 milliards de dollars enregistrés au dernier trimestre 1988. Cette expansion, précise la BRI, s'inscrit dans « une conjoncture marquée par la vive croissance de l'économie mondiale et par une confiance grandissante dans le dollar américain ». La vigueur des opérations interbancaires a joué un rôle incontestable dans cette reprise,

mais, ajoute la BRI, son caractère est très saisonnier.

Elle s'explique en grande partie par des opérations d'habillage de bilan auxquelles ont procédé les banques japonaises à l'occasion de la clôture de leur exercice. Le montant exceptionnel atteint par les nouveaux crédits bancaires internationaux (90 milliards de dollars) au premier trimestre 1989 — soit deux fois plus qu'au trimestre précédent — témoigne cependant de la vitalité de l'activité de prêt au secteur non bancaire.

Ces prêts dits « finals » — après déduction des dépôts successifs entre banques — ont été essentiellement consentis à l'extérieur de la zone déclarante. Ils ont été à 55 % le fait d'emprunteurs britanniques et japonais. Les crédits consentis hors zone ont progressé uniquement dans

le cas de l'Union soviétique (+ 3,1 milliards de dollars).

La BRI souligne la forte activité de prêts en devises comme en yens des banques japonaises. A elles seules, elles représentent le tiers des nouvelles créances extérieures détenues par des banques déclarantes au premier trimestre 1989. Les banques françaises, qui, pourtant, ont enregistré la plus forte croissance de créances extérieures en Europe, en ont accordé moitié moins (30 milliards de dollars exactement).

La montée en force des banques nippones est d'ailleurs présentée par la BRI comme l'une des évolutions majeures du marché bancaire international entre 1983 et 1988 : les avoirs internationaux ont augmenté de 284 % en quatre ans, elles occupent la première place des banques occidentales par leur montant (1 700 milliards de dollars d'avoirs internationaux au total).

La Jordanie négocie le rééchelonnement de sa dette avec Moscou

La Jordanie a engagé des pourparlers avec l'URSS en vue du rééchelonnement de la partie de sa dette dont le remboursement est prévu en 1989 et 1990. Selon l'AFP, citant une source jordanienne responsable, ces remboursements s'élèveraient pour ces deux années à 200 millions de dollars (près de 1,3 milliard de francs). La dette concernerait des « contrats militaires passés avec Moscou ».

Cette ouverture de négociations intervient dans les jours après la conclusion d'un accord entre Amman et ses créanciers publics du Club de Paris, aux termes duquel la Jordanie avait obtenu l'étalement sur dix ans des remboursements prévus en 1989 et 1990 avec un délai de grâce de cinq ans. Elle collime par ailleurs avec le déblocage d'une aide soviétique de 1 milliard de dollars, annoncée vendredi 4 août et octroyée lors d'un voyage officiel du roi Hussein à Ryad lundi 31 juillet. Cette aide prendra la forme d'un

Répit estival pour l'inflation suisse

L'indice des prix à la consommation de juillet devrait tempérer légèrement les inquiétudes des économistes suisses (Le Monde du 8 août). L'Office fédéral de la statistique de Berne a annoncé en effet lundi que l'inflation en juillet a été négative, avec une baisse de 0,2 % par rapport à juin. C'est la première fois depuis juillet 1988 que l'indice des prix helvétique chute.

Sur un an, la hausse des prix atteint 3 %, niveau identique à celui de juin. Ce niveau est sensiblement supérieur à celui observé l'an dernier à la même époque : 1,8 % en juillet 1988 et 2,1 % en juin 1988. La dernière hausse supérieure à 3 % remonte à décembre 1985, avec 3,2 %. La baisse de l'indice des prix de juillet résulte d'indices plus bas pour les dépenses d'énergie, d'alimentation, de transport et de communication. En revanche, le relèvement des tarifs hospitaliers a pesé sur le secteur santé et soins.

AFFAIRES

Ikea renonce à ouvrir le dimanche son magasin des Lisses (Essonne)

La direction de la chaîne suédoise de magasins Ikea a décidé de fermer le dimanche son établissement des Lisses (Essonne). Cette mesure a été prise lundi 7 août, après que le groupe ait été condamné par le tribunal d'Evry à payer à l'union départementale CGT une astreinte de 300 000 F pour treize dimanches d'ouverture, soit un total de 3,9 millions de francs. Déjà le magasin des Lisses avait dû payer une première liquidation de 520 000 F à la CGT. D'autre part, sur un procès-verbal de l'inspection du travail, il avait été condamné à une amende de 200 000 F, dont la liquidation n'a pas encore été demandée.

La direction, qui réalise environ 25 % de son chiffre d'affaires dans la seule journée de dimanche, a donc décidé qu'elle ne pouvait continuer dans des conditions « raisonnables » à ouvrir son magasin des Lisses (25 000 mètres carrés et 285 personnes). A compter du dimanche 8 octobre inclus, les visiteurs trouveront porte close (ils étaient en moyenne 10 000). Un plan social sera mis en place pour les salariés, assorti de réductions d'horaires et d'une cinquantaine de suppressions de postes (licenci-

INSOLITES

« Mort subite »

Le directeur d'une clinique pour cadres surmenés, dans le centre de Tokyo, le docteur Kiyoyasu Arikawa, a découvert que les cas de décès dus au « stress » ont plus que doublé au Japon depuis dix ans. Crises cardiaques et congestions cérébrales, maux de longue date des Japonais, sont devenus la deuxième cause de décès dans l'archipel, après le cancer.

Les « Pokkuri byo » — « morts subites » — attribuées au surmenage et à l'« occidentalisation » des modes de vie (alcool, viande, cigarettes, etc.), ne touchent pas seulement les cadres de haut niveau, mais aussi les chauffeurs de taxis, instituteurs, ouvriers, commerçants, etc. Le phénomène a pris une telle ampleur qu'un groupe de juristes a eu l'idée de mettre sur pied une ligne de téléphone spéciale pour répondre aux questions des familles concernées. Ce qui n'empêche pas les travailleurs nippons de battre tous les records d'assiduité : 2 150 heures de travail par an — (soit de 45 heures par semaine — en moyenne, soit 10 % de plus que les Américains et 22 % de plus que les Français.

Lufthansa commande 20 Airbus A-321 plus 20 en option

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a décidé d'acquiescer 20 Airbus A-321, auxquels s'ajoutent 20 options, devenant ainsi l'un des premiers clients de cette version allongée du bi-réacteur court moyen-courrier A-320. Cette annonce complète la commande de la compagnie allemande pour 28 A-320 plus 12 options. Ces appareils A-321 — dont le modèle de réacteur n'a pas encore été choisi — pourront transporter 170 passagers.

A ce jour, 7 clients ont annoncé leur décision de commander 80 Airbus A-321, auxquels s'ajoutent 68 options, indique Airbus Industrie.

Économie

TRANSPORTS

La menace de grève des électroniciens de la sécurité aérienne

Sauf si la réunion de conciliation prévue le 9 août en fin de matinée débouche sur des propositions concrètes, le long week-end du 15 août risque d'être perturbé dans les transports aériens. En effet, les électroniciens de la sécurité aérienne du syndicat autonome SAPAC et ceux de la CGT ont déposé un nouveau préavis de grève pour la période allant du 10 au 16 août.

Ces fonctionnaires, qui sont chargés de la maintenance des appareils qu'utilisent les offi-

ciers contrôleurs (les « aigilleurs du ciel »), demandent une parité de statut avec ces derniers et une revalorisation de leurs primes.

La direction générale de l'aviation civile mettra en place, comme le veut la loi, un service minimum, mais des retards sont à prévoir non seulement pour les vols intérieurs mais aussi pour les appareils qui, venant de l'Europe du Nord, servent la France pour se rendre dans les pays du bassin méditerranéen.

Technicité, responsabilité, parité

Entretenir, surveiller, réparer, n'est pas moins essentiel dans la navigation aérienne que guider, contrôler et aigiller les avions. Telles sont, ramassées dans cette formule, les raisons qui expliquent le mécontentement des électroniciens de la sécurité aérienne et le dépôt de leur quatrième préavis de grève en un mois et demi, pour la période du 10 au 16 août.

Chargés de veiller au bon fonctionnement d'appareils extrêmement sophistiqués qu'utilisent leurs « cousins », c'est-à-dire les officiers contrôleurs (radars, écrans de repérage des avions, liaisons radio, ordinateurs, circuits informatiques, systèmes divers de communications), ils travaillent dans l'ombre et se tiennent prêts à intervenir vingt-quatre heures sur vingt-quatre à la moindre apparition d'un incident technique. Autant dire que leur rôle dans la sécurité des avions et des passagers est fondamental. Mais leur métier est toutefois moins gratifiant que celui des contrôleurs eux-mêmes qui dialoguent en direct avec les pilotes et acheminent les avions, dans le brouillard, les orages et la nuit, jusqu'au sol. D'où un petit arriergoût de complexité, et même de rivalité et de jalousie.

Ces quelques mille cents fonctionnaires répartis dans les cinq grands centres de contrôle aérien (Athies-Mons, Aix-en-Provence, Brest, Reims et Bordeaux) réclament la parité de statut avec les officiers contrôleurs, dont la situation a été consolidée et valorisée par le protocole d'accord signé le 4 octobre 1988 entre M. Michel Delebarre, ministre des transports, et la majorité des syndicats de l'aviation civile. Un protocole qui posait d'ailleurs le principe du parallélisme de statut de ces deux corps de la fonction publique et le passage des électroniciens dans la catégorie A, c'est-à-dire le classement le plus élevé des fonctionnaires. Du coup, le ministre des transports accordait à ces agents une revalorisation de leur salaire mensuel qui, d'ici octobre 1990, aura progressé de 14 % en deux ans.

Pas de suppléments

Mais, là où le bât blesse, c'est que l'une des organisations, et non la moindre, le syndicat autonome des personnels de l'aviation civile (SAPAC), n'a pas avalisé le protocole d'accord. Et c'est ce syndicat qui s'est mis en avant dans le conflit actuel avec, en appui, la CGT. Son influence est déterminante surtout en région parisienne, à Athies-Mons et à Aix (d'où a été évoyé, d'ailleurs, le préavis de grève), qui sont les principaux centres de contrôle traitant l'essentiel du trafic, non seulement les vols intérieurs, mais aussi les avions étrangers qui vont de l'Europe du Nord vers le bassin méditerranéen.

Dans le conflit actuel, les électroniciens expriment la crainte d'être considérés un peu comme les suppléments des contrôleurs qui, de surcroît, sont encadrés par des syndicats puissants, ont droit au qualificatif « d'officiers » et sont trois fois plus

nombreux. Trois données qui pèsent lourd dans la fonction publique au moment où il s'agit de négocier avec l'administration. « Il n'y a aucune raison que, sous prétexte que nous sommes un corps de techniciens pure souche, nous restions dans une situation inférieure par rapport aux officiers dans le métier et médiocrement beaucoup plus connu du grand public », remarque Jean-Philippe Cardona, secrétaire général adjoint du SAPAC, le syndicat majoritaire dans les grands centres de contrôle. « D'ailleurs, nous avons en général un niveau de qualification supérieur à celui des officiers contrôleurs. La plupart d'entre nous ont deux ans d'études supérieures après le bac. Notre responsabilité dans la sécurité aérienne est aussi grande que celle des fameux aigilleurs du ciel que tout le monde connaît ».

Accroissement des effectifs

Les électroniciens demandent à Michel Delebarre des engagements précis dans le projet de loi en cours de préparation, qui doit faire passer les aigilleurs du ciel de la dénomination d'officiers à celle d'ingénieurs, c'est-à-dire leur faire gravir un échelon hiérarchique de plus. « Nous aussi, nous revendiquons ce titre d'ingénieurs, arguent les électroniciens. Ce n'est pas seulement une question de carte de visite, mais si nous nous laissons distancer nous ne pourrions plus jamais ensuite rattraper le retard statutaire, surtout lorsqu'en 1993, la fonction publique, elle aussi, prendra de face le choc de l'Europe ».

Pour l'heure, ils veulent, comme les contrôleurs, bénéficier d'une indemnité spéciale de qualification égale pour tous, qui atteindrait environ sept cents francs par mois. « Ainsi, la parité de traitement avec

eux serait respectée », assure M. Cardona. Leur seconde revendication touche à un accroissement des effectifs. Les vingt et un postes « en surnombre » que propose M. Delebarre provoquent la colère noire de M. Cardona. « Le ministre nous fait un tour de passe-passe. Il s'agit de postes budgétaires qui ont été pris sur les effectifs des électroniciens en 1986 pour élargir le contingent des officiers. C'est donc pour nous la récupération d'un dû, et il faudrait rajouter au moins une trentaine de postes nouveaux. Serez-vous que le trafic aérien progresse de 10 % par an ? »

Michel Delebarre, l'an dernier, était parvenu à prendre de vitesse MM. Bérégovoy et Charasse, et à acheter, au prix fort, la paix sociale dans les tours de contrôle. Les aigilleurs du ciel proprement dits, bien évidemment, ne se manifestent en cette période de vacances, n'ont d'ailleurs engagé aucune action revendicative. Mais cette année, le ministre des transports aura plus de mal à obtenir pour les électroniciens une revalorisation substantielle et immédiate de leur fonction sans provoquer des réactions en chaîne chez d'autres catégories similaires de fonctionnaires techniques. Aussi, Michel Delebarre propose-t-il, jusqu'au printemps 1990, « un dialogue social intense » à la fois sur la formation, la stat et les effectifs.

Trois comités, du « suivi », de « concertation » et de « prospective », ont été mis en place, eux-mêmes relayés par des groupes de travail sur tel ou tel aspect catégoriel ou spécifique de la profession. « Le dialogue social progresse même si l'on avance pas à pas », se contente-t-on de commenter sagement dans l'entourage du ministre, à la veille de la réunion de conciliation.

FRANÇOIS GROSCHARD.

330 000 heures perdues dans les embouteillages du ciel

La mauvaise organisation du contrôle aérien a coûté, en 1988, 5 milliards de dollars (soit 31,5 milliards de francs) aux différents pays d'Europe, révèle un rapport publié le 3 août, en RFA, par le Bureau de planification des usagers de l'espace aérien.

Ce rapport met en évidence les absurdités engendrées par le multitude de réglementations dont souffre le ciel européen. On compte quarante-quatre centres de contrôle en Europe contre une vingtaine seulement pour l'ensemble des États-Unis. Les couloirs militaires et les altitudes différentes (30 000 pieds aux Pays-Bas, 24 500 en Allemagne, 19 500 en France) nécessitent un sauto-mouton continu de la part des avions.

En outre, les systèmes de contrôle ne peuvent plus suivre

l'augmentation très rapide du trafic. Les compagnies européennes ont accumulé, en 1988, 330 000 heures de retard dues aux problèmes d'encombrement du ciel, accentués par la profusion de réglementations. Rien que pour l'Allemagne, le nombre de vols souffrant de sérieux retards a doublé de 1987 à 1988. De plus, la durée de certains vols européens est supérieure (de 45 % pour le trajet Bruxelles-Zurich, 40 % pour celui d'Amsterdam-Francfort) à ce qui serait nécessaire sans ces incohérences.

Le rapport du Bureau de planification conclut à la nécessité d'une unification rapide des réglementations. Ce qui impliquerait un investissement total de 83 milliards de francs.

REPÈRES

Commerce extérieur

Excédent record pour Taïwan

L'excédent commercial taïwanais s'est élevé à 1,76 milliard de dollars en juillet (environ 11,2 milliards de francs), soit son niveau le plus élevé en vingt-deux mois. Les exportations ont atteint le montant record de 6,39 milliards de dollars, en progression de 22,3 % par rapport au mois de juillet de l'année précédente. Les importations ont augmenté de 5,1 %, sur un an, s'établissant à 4,6 milliards de dollars en juillet.

Sur les sept premiers mois de l'année, Taïwan enregistre un excédent commercial de 7,95 milliards de dollars (environ 51 milliards de francs), en hausse de 48 % par rapport à la même période de 1988. 87 % de cet excédent est imputable aux échanges réalisés avec les États-Unis.

Activité

Nette diminution des ventes au détail en Grande-Bretagne en juin

Les ventes au détail ont diminué de 2,3 % (chiffre révisé) en Grande-Bretagne au mois de juin. Sur un an, leur croissance s'est établie à 3 %, soit le rythme le plus lent enregistré depuis 1982. Par ailleurs, la progression des crédits à la consommation s'est sensiblement ralentie en juin, indiquant que le niveau élevé des taux d'intérêt en Grande-Bretagne commence à freiner les dépenses de consommation.

Les dockers de Liverpool votent la reprise du travail. — Les dockers de Liverpool, en grève depuis le 10 juillet pour protester contre l'abandon du monopole syndical d'embauche, ont voté le 7 août la reprise du travail, effective depuis une semaine dans les autres ports britanniques.

● Décès du gouverneur de la Banque centrale sud-africaine. — Le gouverneur de la Banque centrale sud-africaine, Gerhard Kook, est décédé, lundi 7 août, des suites d'un cancer. Il avait annoncé, fin juin, sa démission pour raison de santé. Directeur général du FMI entre 1968 et 1971, M. de Kook dirigeait l'institut d'émission de l'Afrique du Sud depuis 1981.

● Important contrat pour les chantiers de réparation navale marseillaise. — La Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) et deux chantiers de réparation navale marseillais viennent de signer un contrat de 180 millions de francs pour l'allongement et la modernisation du car-ferry Cymos, qui assure les liaisons entre Marseille et la Corse. Sur les 180 millions que couvriront les transformations, qui débuteront le 6 novembre prochain et doivent s'achever le 30 avril 1990, la SNCM versera environ 135 millions de francs, le reste devant être financé par des subventions de l'État, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du conseil général et de la ville de Marseille.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Important Groupe International de Travaux publics proche La Défense, recherche pour ses départements Davis/Estimation, Bureau d'études, Bureau des méthodes.

JEUNES DIPLOMES TITULAIRES d'un DUT GENIE CIVIL ou équivalent

débuts ou possédant une première expérience d'environ 3 ans acquise si possible dans le secteur des Travaux Publics ou de la Construction Métallique. Connaissance de l'anglais exigée. Adresser CV, photo et prétentions, sous la référence 59016 à MEDIA SYSTEM 6/8 Impasse des 2 Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Vous avez déjà une expérience professionnelle en entreprise dans les domaines informatiques et comptable. Nous vous formerons pour que vous deveniez

ASSISTANT (E) INFORMATIQUE

du Responsable Informatique dans la réalisation des petits travaux d'exploitation. Lieu de travail : Paris 1^{er}

Ecrire à Précom, réf. 914 - B.P. 190 56104 Lorient Cédex

Organisation du Secteur Sanitaire Social 6 bis, 223 rue de la République 40 000 F budget

recherche

1 DIRECTEUR

d'Association, conf. 680, convention collective 680. Niveau 3 cycle, diplôme I.N.S.E.P., compétence juridique, expérience dominante de la gestion, des relations publiques et de la vie associative.

Adresser lettre manuscrite avec motivation + C.V., photo, à : M. J. G. / 88 au : P. de l'A.D.A.P.E.I. de l'Arche, BP 133, 05104 Fontaine-Claude.

ORGANISME FINANCIER

recherche dans le cadre de son expansion.

COLLABORATEURS COMMERCIAUX H/F

BAC + 2. Nous vous offrons après un stage de formation :

- Maitrise professionnelle.
- Contraintes horaires réduites.
- Rémunération motivante.
- Carrière évolutive.

Tél. 01 46 82 20 00. P. 102, Paris, rég. paris.

Organisation du Secteur Sanitaire Social 6 bis, 223 rue de la République 40 000 F budget

recherche

1 DIRECTEUR

d'Association, conf. 680, convention collective 680.

Niveau 3 cycle, diplôme I.N.S.E.P., compétence juridique, expérience dominante de la gestion, des relations publiques et de la vie associative.

Adresser lettre manuscrite avec motivation + C.V., photo, à : M. J. G. / 88 au : P. de l'A.D.A.P.E.I. de l'Arche, BP 133, 05104 Fontaine-Claude.

RESPONS. ADMINSTR. ET COMPTABLE

De poste à responsabilité, à pourvoir au plus vite, conviendrait à un candidat de 35 ans au moins ayant au moins 10 ans d'exp. prof. et un goût prononcé pour les contacts et la négociation. Envoyer lettre, C.V. + photo à : M. ESTEVE PROSOCIAL 26, rue de Naples, Paris-16.

Ville 250 000 habitants recherche un directeur ou directeur adj. de la communication. Expérience presse souhaitée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à : D.P.S. Influence, 38, rue Sédaine, 75011 Paris.

VILLE DE ROUBAIX

(Nord) 100 000 habitants

recherche

1 DIRECT. TERRITORIAL

fonctions : Avoir de la Direction générale des ressources humaines et de la formation, ce directeur administratif sera :

- responsable de la gestion du personnel qui comprend les unités :
- gestion des carrières,
- gestion statutaire,
- gestion des recrutements,
- gestion de l'information,
- chargé d'assurer la coordination des services de la direction des ressources humaines sous l'autorité du secrétaire général adjoint.

PROFIL SOUHAITÉ : Postes vacants de la fonction publique territoriale.

1 DIRECT. TERRITORIAL

fonctions : Ce directeur sera responsable de l'administration, des relations publiques et des relations avec les associations.

- Il sera chargé d'assurer le suivi budgétaire et financier des actions de la ville et la coordination entre le secteur animation et 3 unités fonctionnelles suivantes :
- le jumelage et les relations avec les associations,
- le protocole, les relations publiques,
- le service intérieur.

PROFIL SOUHAITÉ : Grande disponibilité, sens de l'organisation, qualité relationnelle. Une expérience dans un emploi similaire serait appréciée.

1 CONSERVAT. DE MUSÉE

de 2^e catégorie

responsable de l'action culturelle de la ville de Roubaix.

Adresser candidature avec C.V. et photo à : Monsieur le directeur adjoint de Roubaix, BP 727, 59008 ROUBAIX CEDEX 1.

DEMANDES D'EMPLOIS

Couple sérieux, 30-38 ans, recherche place garant appoint, libre rapidement. 47-68-77-33.

propositions diverses

Diplômé rech. JF au poly pour 2 ans (1 et 3 ans) à part. sept. 89 à Tokyo. Env. photo à : L. Yvet, Les Rives, 46250 Cazaubert, (18) 68-22-81-10.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

18^e arrdt

RUE CHAMPIONNET

Beau 2 pces, et. 4^e, 450 000 F.

M. GARIBOLDI

Id 2 pces, conf. 450 000 F. Immo Maroche, 42-52-01-82.

M. CHATEAU-ROUGE

Beau studio, ch. 255 000 F, Immo Maroche, 42-52-01-82.

92

NEUILLY CHARCOT

4 pces 103 m² + terr. 105 m²

PORTE MAILLOT

5 pces 185 m² ref. neuf, Ch. d'Orléans, 42-52-30-38.

appartements achats

Recherchez appart. toutes surfaces Immo Maroche, 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

RUE POUCHET

Id 4 pces, et. 4^e, 5 800 F.

M. PASSY

3 pces, ch. 1^{er} et 2^e, 7 500 F. Immo Maroche, 42-52-01-82.

PIED SACRÉ-CŒUR

Beau 2 pces, et. 4^e, ch. 3 000 F.

PRÈS BD ORNANO

Recherch 2 pces, ch. 3 300 F. Immo Maroche, 42-52-01-82.

hotels particuliers

BELLE MAISON

dans villa privée, Verdun, 250 m² + 80 m² jardin. EXCLUSIVITÉ.

5 000 000 F. 46-27-12-19.

propriétés

Goudelin, CdN, 10^e St-Omer-Port. Maison de maître, en l. nat., sur 900 m², bord rivi., pierres, poutres app., grant sous ard., 120 m² hab., 5 pces, bain, rang., chauff. électr., dble isol., par. terr., dépend., 100 m² jard., chéne, pèche, tennis, vélos, golf, équ., futur TGV, hab. de suite, salle prestige. Prix : 450 000 F. (18) 68-70-06-13. Alain Saffat, heures bureau.

maisons individuelles

Maison 200 m² hab., 700 m² terrain, 5 chbres, cuis., équipée. Dans village, toutes commodités. Prix : 700 000 F. Tél. : (18) 68-78-41-33.

TERRAIN 4 ha

Bordé par rivière poissonneuse, Golf, tennis, équitation et p. Ancienne demeure paysanne 300 m² tout en pierre, toutes pces.

8 P., cheminée, four à pain, Splendide granier aménagé, bonnet + granges et dépendances.

A SAINTE-POL, 478 000 F. Tél. : (18) 38-85-22-82. 24 heures sur 24.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM. Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

boutiques

Achats

RECHERCH. BOUTIQUES

ts surfaces, même à rénover avec ou sans pce de parcs.

10^e, 9^e, 10^e, 17^e, 15^e.

42-52-01-82.

لدينا في الجليل

Marchés financiers

United Airlines cible d'une OPA de 28 milliards de francs

Le conseil d'administration d'United Airlines (UAL) se réunira mercredi 9 août pour examiner l'offre d'achat sur ses actions lancée lundi par le milliardaire du pétrole californien Martin Davis. Dans un communiqué, M. Stephen Wolf, président d'UAL, deuxième compagnie aérienne américaine, a précisé que « le conseil n'a toutefois pas encore décidé si la vente d'UAL était la meilleure solution pour les actionnaires ».

Selon certaines sources, reprises par le *Wall Street Journal* l'offre de M. Davis serait supérieure à 200 dollars par action (soit un montant total de 4,32 milliards de dollars - environ 28 milliards de francs). Le cours de l'action UAL à

New-York a gagné lundi quelque 46,5 dollars à 211 dollars par titre.

L'offre de M. Davis, qualifiée par UAL de « non-sollicitée », pourrait ouvrir une bataille boursière pour la prise de contrôle de la compagnie, affaiblie dernièrement par deux catastrophes aériennes, dont celle du DC-10 de Sioux-City dans l'Iowa.

En mars dernier, M. Davis avait tenté de prendre le contrôle de Northwest Airlines mais l'avait sous-évalué. Un groupe d'investisseurs mené par un autre financier californien, M. Alfred Checchi, avait remporté la bataille avec une offre de 3,65 milliards de dollars (22 milliards de francs).

Le groupe textile Finabel entre deux solutions de reprise

Nouvel épisode dans le feuilleton sur l'avenir du numéro un français de la chemise, Finabel (mille deux cents salariés et 650 millions de francs de chiffre d'affaires), qui commercialise des marques aussi connues que Arrow, Guy Laroche ou Armani. La cour d'appel de Douai (Nord) a décidé, lundi 7 août, de suspendre l'exécution d'une décision antérieure du tribunal de commerce de Saint-Omer

accordant la reprise du groupe à des investisseurs britanniques.

Le 13 juillet, le tribunal de commerce de Saint-Omer avait accordé au holding britannique Renaissance-AITCH la cession des actifs de Finabel (27 millions de pertes en 1988). Le groupe suisse European Industrial Holding (EIH), qui contrôle Finabel, et le ministère public, avaient fait appel contre cette décision. « Malgré la gravité de la thèse adverse », la cour d'appel de Douai a donc jugé que les arguments d'EIH étaient suffisamment « sérieux » pour suspendre la cession. Elle devra se prononcer sur le fond prochainement, mais aucune date n'est encore arrêtée. EIH, qui n'est devenu majoritaire chez Finabel qu'en mars 1987, a fait valoir qu'il avait investi 80 millions de francs sur deux ans. Selon lui, le plan de continuation qu'il avait soumis « a été présenté sommairement » au tribunal de commerce de Douai, qui l'a repoussé.

Le directeur général du groupe textile AITCH a exprimé sa déception à l'issue de la décision de la cour d'appel de Douai.

● **RECTIFICATIF.** — Le groupe Saga-Transport tient à préciser qu'il ne s'est pas retiré totalement du Burkina-Faso, comme cela était indiqué dans le *Monde* daté du 28 juillet. Il y joue toujours un rôle de transit bien qu'ayant mis fin à ses activités de transporteur direct.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AGF assurances			
Société Centrale des Assurances Générales de France			
87, rue de Richelieu - 75060 Paris Cedex 02			
Capital Social : 407 millions de Francs R.C.S. Paris B 303 265 128			
Chiffre d'affaires mondial du 01 Janvier 1989 au 30 Juin 1989 (Primes émises en millions de Francs)			
	1988	1989	variation en %
AGF VIE	6 018	6 880	+ 14,3
AGF IART	6 685	6 981	+ 4,4
	12 703	13 861	+ 9,1

CEAO			
COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE			
La CFAO prend le contrôle du deuxième loueur d'équipements de chantier aux Etats-Unis.			
Déjà leader en France du secteur de la location d'équipements de chantier avec les réseaux des sociétés Laho et Colifex (66 dépts), la CFAO a acquis début 1989 la société Perco, premier loueur de la province du Québec au Canada, ainsi qu'une filiale AAEI (All American Equipment Rental) présente en Floride aux Etats-Unis.			
La CFAO renforce aujourd'hui sa position en Amérique du Nord par l'acquisition d'une filiale du groupe WR Grace & Co, Grace Equipment Company (GEC).			
Cette société occupe la deuxième place aux USA dans le domaine de la location et de la vente d'équipements aux entreprises de construction et de travaux publics, ainsi qu'à l'industrie.			
Ses activités commerciales comme son parc de matériel, correspondent exactement à ceux du Groupe dans ce domaine. Cette identité permet une synergie avec les autres filiales nord-américaines.			
La société Grace Equipment Company, dont le siège est à Houston (Texas), est implantée dans les dix Etats les plus riches et les plus dynamiques du Sud et de l'Ouest des Etats-Unis (Texas, Oklahoma, Louisiane, Alabama, Tennessee, Géorgie, Caroline du Nord et du Sud, Floride, Californie), au travers de sociétés et sous-sociétés.			
Le chiffre d'affaires prévisible 1989 sera d'environ 120 millions de dollars. Le montant de l'investissement s'élève à 300 millions de dollars. Cette acquisition hisse la CFAO parmi les premières entreprises mondiales de location d'équipements de chantier, activité en forte expansion.			
Le Groupe CFAO poursuit ainsi vigoureusement sa stratégie de recentrage et de développement dans les secteurs de la distribution et des services, en Europe et en Amérique du Nord.			

NEW-YORK, 8 août ↑

Encore plus haut

Wall Street a débüté la semaine en hausse. Après le P.O.P. américain qui le financier Marvin Davis a décidé de lancer sur United Airlines, le marché a repris sa progression à toute allure. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi une bonne partie de la journée. A la clôture, l'indice Dow Jones des industriels enregistré une avance importante de 41,54 points (+1,65 %) à 2 694,99. Il n'est plus désormais qu'à 27,43 points (1,3 %) de son plus haut niveau historique atteint le 25 août 1987 (2 722,43). Le bilan global a été de qualité supérieure. Sur 1 981 valeurs traitées, 1 055 ont monté, 453 seulement ont baissé et 473 n'ont pas varié.

Autour du Big Board en effet, les investisseurs ont été très actifs. Les professionnels étaient plutôt rassurés par le fait que le marché était entré dans une nouvelle phase haussière. Outre l'impulsion fournie par l'OPA lancée sur UAL, il a profité des dernières bonnes nouvelles en provenance du front économique. A la réflexion, le bilan du chômage après la détente des taux a paru de nature à favoriser le « very soft landing » espéré par les milieux financiers américains, voire, dans le meilleur des cas, à entretenir une croissance modérée à laquelle nul ne songeait encore il y a quelques semaines. Une forte activité a régné, et 197,58 millions de titres ont changé de mains, contre 169,75 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 7 août	Cours de 8 août
Alcoa	21 1/2	22 3/4
A.T.T.	39 3/4	40 3/8
Bell	80 1/4	81 3/8
Boeing	114 1/4	115 1/2
Chemical Bank	47 1/2	47 5/8
Eastman Kodak	48 1/2	49 1/8
Ford	48 7/8	50 3/8
General Electric	48 7/8	49 1/8
General Motors	54 5/8	55 3/8
IBM	115 3/8	117 1/8
ITT	51 3/8	52 3/8
Johnson & Johnson	64 1/2	64 7/8
Schlumberger	43 1/2	44 1/8
Union Carbide	184 1/2	185 1/8
U.S. Steel	28 3/4	28 7/8
Westinghouse	68 1/4	72 1/4
Xerox Corp.	67 1/4	67 3/4

LONDRES, 7 août ↑

Nette hausse

L'atterrissage en douceur des économies est à la mode. Lundi, la Bourse de Londres a, en effet, sensiblement progressé sur cette perspective, les statistiques britanniques indiquant un net recul de la consommation en juin au deuxième trimestre. Les ventes au détail ont baissé au cours de ce mois, tandis que le patronat britannique prévoit un freinage en douceur de l'activité. L'indice Footsie a ramené la séance sur une hausse de 14 points à 2 234,15. Le marché a été modérément actif.

La plupart des compartiments ont enregistré des hausses sensibles, notamment ceux des pétroles. En prise a gagné 3 points, à 607. Thorn Emi a bondi de 15 pence, à 850, en raison de rumeurs selon lesquelles la valeur de la compagnie, après démantèlement, pourrait attirer les appétits. Racal Electronics a également progressé (14 à 438) à la suite de l'obtention d'un contrat dans le cadre de la construction du tunnel sous la Manche. BICC a gagné 12 pence à 350 dans l'espoir d'un gros contrat concernant la construction routière. Le groupe minier Consolidated Gold Fields a gagné 12 pence à 1 195, après l'annonce de la prise de contrôle de la compagnie par le conglomerat Hanson, avec 57,3 % du capital, à la suite du lancement, il y a plus d'un mois, d'une OPA amorcée à 3,5 milliards de livres.

FAITS ET RÉSULTATS

● La CFAO rachète la société américaine Grace Equipment. — La Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) vient de racheter la société américaine Grace Equipment Company (GEC), le deuxième loueur d'équipements de chantier aux Etats-Unis, pour la somme de 300 millions de dollars (1,95 milliard de francs). GEC, filiale du groupe WR Grace & Co. et dont le chiffre d'affaires devrait s'élever, cette année, à 120 millions de dollars, est implantée à Houston et dans dix Etats du Sud et de l'Ouest des Etats-Unis. La CFAO avait acquis, au début 1988, la société Perco, premier loueur de la province du Québec, ainsi qu'une de ses filiales All American Equipment Rental, opérant en Floride.

● F. Guinot est nommé directeur de la Rhéno-Poulenc. — M. François Guinot vient d'être nommé directeur général de la division « chimie minérale fine » de Rhéno-Poulenc. Il succède à ce poste M. Jean-Pierre Souvay, passé dans le groupe Orkem pour y prendre la direction générale de la division spécialités chimiques. Entré dans le groupe Rhéno-Poulenc en 1974, M. F. Guinot (quarante-huit ans), avait d'abord travaillé à la direction des affaires industrielles avant de rejoindre le secteur santé en 1976, comme responsable du plus stratégique, puis d'être nommé directeur du développement en 1979. Directeur général adjoint du secteur santé depuis 1982, M. F. Guinot assure la direction générale « stratégie recherche et développement »

PARIS, 8 août ↑

Raffermissment

Après le flottement enregistré en début de semaine, la tendance s'est sensiblement raffermie mardi, rue Vivienne. Amorcé dès l'ouverture matinale (+0,31 %), le mouvement de reprise se poursuivait une bonne partie de la séance. Et, même si le marché ne parvenait pas à garder tout le terrain gagné, il conservait une avance notable. Dans l'après-midi, l'indiceur instantané s'établissait à 0,81 %, au-dessus de son niveau précédent.

Si la Bourse n'avait pas vraiment, ces derniers temps, de bonnes raisons de baisser, elle n'en avait pas non plus pour monter. En se raffermissant, elle se rassure (voir ci-dessus). New-York a fourni à Paris la preuve et l'impulsion. A tout bien peser, les investisseurs ont jugé que la situation n'était pas à reprendre quelques positions. Après les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale pourrait à son tour abaisser un peu ses taux. Dans la matinée, le Bundesbank avait pris en pension pour 19 milliards de DM d'effets commerciaux au taux fixe de 6,00 % (contre 6,05-6,06 % la semaine précédente).

D'autre part, les prévisions d'un super atterrissage en douceur des économies occidentales se multiplient. GAMA (groupe d'analyse macroéconomique appliquée) pronostique pour la France encore 3,6 % de croissance pour 1989 et jusqu'à 2,2 % pour 1990 avant une légère rampe à 2,3 % pour 1992.

Bref, le sentiment est excellent et, dit-on sous les lambris, les étrangers recommencent à petrouiller pour trouver du « papier » à mettre en portefeuille. Autre facteur « émotif » : d'assez nombreux professionnels s'attendent à un transfert d'intérêt de New-York sur l'Europe. Wall Street a longtemps et beaucoup monté. Des investisseurs américains seront sans doute tentés à tenter leur chance ailleurs.

Chargé SA a monté de 3,6 %, mais avec peu d'activité. Gaz et Eaux confirme avoir vendu en Bourse des actions Chargé SA. Sa participation revient de 10 % à 3,76 %.

TOKYO, 8 août ↑

Fermeté

La Bourse de Tokyo était bien orientée, mardi, dans un marché qualifié de terme par les opérateurs.

L'indice Nikkei a gagné 129,10 points, soit 0,37 %, à 34 759,48, après avoir perdu la veille 111,61 points.

Des rumeurs, selon lesquelles quelques sociétés vedettes pourraient prochainement distribuer des actions gratuites, ont stimulé la cote.

D'autre part, des investisseurs étrangers auraient effectué des achats liés aux contrats à terme sur indices. L'activité était néanmoins modeste en l'absence de nombreux opérateurs.

VALEURS	Cours de 7 août	Cours de 8 août
Asahi	780	790
Daewoo	1 080	1 100
Fuji Bank	3 620	3 620
Honda Motor	1 970	1 980
Industrial Bank	2 360	2 410
Mitsubishi Heavy	1 230	1 220
Sony Corp.	7 980	8 300
Toyota Motor	2 860	2 960

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours de 7 août	Cours de 8 août
Asahi & Associés	480	482
Asahi	240	244 50
B.A.C.	330	340 50
B.C.M.	600	620
Bolton	412	420
Bolton Technologies	251	252
Bolton Lyon	257	262
Chlor de Lyon	2250	2270
Colson	980	982 50
Cord	748	750
C.A.I.-de-F. (C.C.I.)	805	810
C.A.T.C.	151	152
C.D.M.E.	1810	1810
C.E.P.	380	380
C.E.G.L.D.	785	785
C.E.S.P.	281	281
C.E.P. Composites	470	470
Cornet d'Or	701	701
C.I.M.M.	586	586
Codex	250	250
Codex	340	340
Codex	1076	1076
Codex	450	450
Dufay	1465	1465
Dufay	1240	1240
Dufay	532	532
Dufay	209 80	209 80
Dufay	129	129
Dufay	17 95	17 95
Dufay	243	243
Dufay	486	486
Dufay	955	955
Dufay	314 90	314 90
Dufay	880	880
Dufay	280 50	280 50
Dufay	292	292
Dufay	150	150
Dufay	300	300
Dufay	192	192
Dufay	280	280

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 7 août 1989

VALEURS	PRIX d'exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	680	80	-	-	-
CCE	440	16	29	-	-
Elf-Aquitaine	480	24	34	9	-
Enghien SA-PLC	90	8,10	14,10	3,60	7
Lafarge-Capex	1 700	64	125	25	-
Michelin	180	8	14,50	5,50	6,80
Midi	1 400	53	105	-	7
Paribas	480	38	-	4	-
Peugeot	925	24	55	29	42
Saint-Gobain	640	-	53	-	12,90
Société générale	560	4,20	7,50	-	-
Thomson-CSF	280	12,50	23	6	9
Suez Partier	1 600	95	-	-	-
Suez Financière	360	16,50	28	4	6,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 août 1989

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	109,56	109,36	109,06
Précédent	109,74	109,52	109,52

PRIX D'EXERCICE	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
100	1,65	1,88	0,05	0,54

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,41 F ↓	PARIS (INSEE base 100: 30-12-80)
Le dollar s'est inscrit en recul mardi 8 août, mais les achats restent soutenus en raison de l'adjudication trimestrielle de bons du Trésor américain, du 8 au 10 août. La devise américaine cotait 6,4195 F, contre 6,4755 F la veille à la cotation officielle. Le franc est également en progression contre le deutschemark, la devise allemande s'échangeant à 3,3830 F.	Industrielles 2 633,48
FRANCFORT 7 août 8 août	Industrielles 2 633,48
Dollar (en DM) .. 1,875 1,871	Londres (base 100: 31-12-81)
TOKYO 7 août 8 août	Industrielles 1 948,1
Dollar (en yen) .. 138,78 138,25	Mines d'or 282,4
MARCHÉ MONÉTAIRE (taux en %)	Fonds d'Etat 86,87
Paris (3 mois) 91,84/14%	TOKYO
New-York (7 août) .. 87,81/15/16%	Nikkei Dow Jones 34 759,48
	Indice général 2 633,48

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ hes + hauc	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.-U. 6,4290 6,4590	+ 5	+ 28	+ 45
S. can. 5,4874 5,4944	- 182	- 146	- 274
Yen (100) ... 162,84 163,53	+ 150	+ 172	+ 279
DM 3,3877 3,3976	+ 54	+ 71	+ 124
Florie 2,9984 3,0021	+ 41	+ 53	+ 86
FR (100) ... 16,1650 16,1857	+ 84	+ 152	+ 276
ES 3,5329 3,5413	+ 131	+ 133	+ 141
L (1 000) ... 4,7044 4,7115	+ 89	+ 89	+ 210
F. franc 10,4035 10,4180	- 443	- 387	- 806

TAUX DES EUROMONNAIES											
SE-11.....	8 13/16	9 1/16	8 3/4	8 7/8	8 11/16	8 13/16	8 1/2	8 5/8			
SE-11.....	7 3/4	7 3/8	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4			
SE-11.....	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4			
SE-11.....	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 5/8	8 3/4	8 5/8	8 1/2	8 1/4			
SE-11.....	7 1/4	7 1/2	7 3/16	7 5/16	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 1/4			
SE-11.....	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4			
SE-11.....	13 3/4	14	13 13/16	14 1/16	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4			
SE-11.....	9 1/16	9 5/16	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8			
Les cours nationaux se réfèrent à la monnaie nationale.											

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 8 AOUT

VALEURS					Réglement mensuel										VALEURS					
Comptes	Cours	Premier	Dernier	%	Comptes	Cours	Premier	Dernier	%	Comptes	Cours	Premier	Dernier	%	Comptes	Cours	Premier	Dernier	%	
5788	C.I.E. 3% s.	3701	3745	3740	+ 0.56										72	Buffet	80	181	81	+ 1.12
1125	B.L.P.P. 2%	1040	1045	1050	+ 0.06										73	Charr. Mart.	29	103	105	- 0.79
1212	C.C.F. 2%	1190	1190	1190											74	City Union	60	105	106	+ 0.92
1317	Chad. Unif. T.P.	1143	1147	1147	+ 0.35										75	De Beers	92	92	92	0.00
1310	Remont. T.P.	1160	1160	1160											76	Dominikan Bank	2285	2295	2290	+ 0.32
1207	Rhone-P. T.P.	1200	1200	1200											77	Dresdner Bank	1796	1790	1790	0.00
1240	S. Gobain T.P.	1260	1270	1270	+ 0.40										78	Ed. Port-Hem	738	765	765	+ 3.69
1378	Thomson T.P.	1285	1270	1270	+ 0.40										79	Escombank	305	306	306	+ 0.16
1374	Unif. Ind. T.P.	740	740	740											80	Esch. Bank	1650	1650	1650	0.00
939	Alp. Unif.	751	754	760	+ 1.20										81	Eurobank	372	372	372	0.00
	Alcalal	751	757	519	+ 0.80										82	Escom	602	605	605	+ 0.50
2080	Alk. Suez	2085	2091	2091	- 0.19										83	Escom Corp.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom	410	417	418	+ 1.55										84	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom														85	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2540	Atjira, Privat	2545	2545	2550	+ 0.57										86	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Auerhach-Hess	870	877	877											87	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1010	Av. Demer	1010	1020	1028	+ 0.21										88	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
655	Av. Demer	404	404	404											89	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
422	BAPF s.	455	459	457	+ 0.50										90	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
310	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										91	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1218	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										92	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
355	B.L.P. C.J. s.	646	646	646											93	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
595	Ca. Bazarin s.	646	646	652	+ 0.03										94	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
300	Charr. Mart.	614	615	615	+ 0.16										95	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
939	Alp. Unif.	751	754	760	+ 1.20										96	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alcalal	751	757	519	+ 0.80										97	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2080	Alk. Suez	2085	2091	2091	- 0.19										98	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom	410	417	418	+ 1.55										99	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom														100	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2540	Atjira, Privat	2545	2545	2550	+ 0.57										101	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Auerhach-Hess	870	877	877											102	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1010	Av. Demer	1010	1020	1028	+ 0.21										103	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
655	Av. Demer	404	404	404											104	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
422	BAPF s.	455	459	457	+ 0.50										105	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
310	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										106	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1218	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										107	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
355	B.L.P. C.J. s.	646	646	646											108	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
595	Ca. Bazarin s.	646	646	652	+ 0.03										109	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
300	Charr. Mart.	614	615	615	+ 0.16										110	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
939	Alp. Unif.	751	754	760	+ 1.20										111	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alcalal	751	757	519	+ 0.80										112	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2080	Alk. Suez	2085	2091	2091	- 0.19										113	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom	410	417	418	+ 1.55										114	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom														115	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2540	Atjira, Privat	2545	2545	2550	+ 0.57										116	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Auerhach-Hess	870	877	877											117	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1010	Av. Demer	1010	1020	1028	+ 0.21										118	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
655	Av. Demer	404	404	404											119	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
422	BAPF s.	455	459	457	+ 0.50										120	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
310	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										121	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1218	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										122	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
355	B.L.P. C.J. s.	646	646	646											123	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
595	Ca. Bazarin s.	646	646	652	+ 0.03										124	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
300	Charr. Mart.	614	615	615	+ 0.16										125	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
939	Alp. Unif.	751	754	760	+ 1.20										126	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alcalal	751	757	519	+ 0.80										127	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2080	Alk. Suez	2085	2091	2091	- 0.19										128	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom	410	417	418	+ 1.55										129	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom														130	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2540	Atjira, Privat	2545	2545	2550	+ 0.57										131	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Auerhach-Hess	870	877	877											132	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1010	Av. Demer	1010	1020	1028	+ 0.21										133	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
655	Av. Demer	404	404	404											134	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
422	BAPF s.	455	459	457	+ 0.50										135	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
310	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										136	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1218	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										137	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
355	B.L.P. C.J. s.	646	646	646											138	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
595	Ca. Bazarin s.	646	646	652	+ 0.03										139	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
300	Charr. Mart.	614	615	615	+ 0.16										140	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
939	Alp. Unif.	751	754	760	+ 1.20										141	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alcalal	751	757	519	+ 0.80										142	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2080	Alk. Suez	2085	2091	2091	- 0.19										143	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom	410	417	418	+ 1.55										144	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom														145	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2540	Atjira, Privat	2545	2545	2550	+ 0.57										146	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Auerhach-Hess	870	877	877											147	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1010	Av. Demer	1010	1020	1028	+ 0.21										148	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
655	Av. Demer	404	404	404											149	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
422	BAPF s.	455	459	457	+ 0.50										150	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
310	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										151	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
1218	Bell-Expans. et	323	355	361	- 0.57										152	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
355	B.L.P. C.J. s.	646	646	646											153	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
595	Ca. Bazarin s.	646	646	652	+ 0.03										154	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
300	Charr. Mart.	614	615	615	+ 0.16										155	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
939	Alp. Unif.	751	754	760	+ 1.20										156	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alcalal	751	757	519	+ 0.80										157	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
2080	Alk. Suez	2085	2091	2091	- 0.19										158	Escom Ind.	285	290	295	+ 0.62
	Alstom	410	417	418	+ 1.55										159	Es				

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

7/8

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net
Obligations												Étrangères											
Exp. 0,50 % 77	123 16	1 856	C.I. Matheux	2200	855	Machine Ste	90 50		A.A.A. A.	1057 69	1031 88	France-Indes	111 18	107 93	Perrier	655 26	675 01						
10,80 % 79/80	102 11	10 201	Chaux (B)	2200	2200	Magnésie Industrielle	138 20		Actiun	243 15	230 64	France-Invest	448 70	437 76	Pharm. Pharmaceut.	251 31	239 06						
10,80 % 79/80	102 11	10 201	Chaux (C)	1335		Magnésie S.A.	67 40		Actions France	570 10	549 48	France-Obligations	458 72	454 18	Plein Invest.	751 55	732 22						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Colindale Ind.	370		Maitre-Pari	400		Actions sélectionnées	673 19	648 86	France-Obligations	487 10	472 91	Placement A	115 95	1155 96						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Cogit	478		Midi Déployé	570		Actions	124 81	631 14	France-Pari	112 03	107 17	Placement ex-ante	7500 46	7150 44						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comptoir	478		Mor. (Nat. del)	143		A.G.F. Assurances	852 24	1157 21	France Régions	1228 07	1200 07	Placement J	5005 36	5005 36						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Mor. (Nat. del)	143		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Associations	23 07	27 88	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	1157 21	France-Europe	24 07	24 14	Placement Premier	5376 25	5376 25						
13,25 % 80/80	103 50	2 398	Comp. Lyon-Alen.	408		Orsay	485		A.G.F. 5000	852 24	11												

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82. poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
<p>3 La crise des otages et la situation au Liban.</p> <p>4 Nouvelle-Zélande : M. Geoffrey Palmer, nouveau premier ministre.</p> <p>6 Japon : M. Toshiki Kaifu élu président du Parti libéral-démocrate.</p>	<p>7 La justice outre-mer : 1. — En Nouvelle-Calédonie, la reconstruction.</p> <p>— Communication : Ariel Zeinoun et Daniel Toscani du Plantier défendent les quotas.</p>	<p>10 L'offensive à Paris des « bérets rouges » américains.</p> <p>— Le combat d'une jeune femme contre l'inceste.</p>	<p>13 Les envois de Jacques-Henri Lartigue au Grand Palais.</p> <p>— Rencontre avec Jacques Coussinet, directeur de la Maison de la culture de La Rochelle.</p> <p>— Désir Ecaré ou les combats d'un réalisateur noirien.</p>	<p>16 La France mise sur l'or des Rocheuses.</p> <p>— La croissance de l'économie japonaise devrait être aussi rapide qu'en 1988.</p> <p>17 La grève des électroniciens de la sécurité aérienne.</p> <p>18 Marchés financiers.</p>	<p>Abonnements 12</p> <p>Amorces classées 17</p> <p>Carnet 10</p> <p>Météorologie 15</p> <p>Mots croisés 15</p> <p>Radio-Télévision 15</p> <p>Spectacles 14</p>	<p>Les résultats des grandes écoles : 3815 tapers LEMONDE</p> <p>Les offres d'emplois du Monde : 3815 tapers LM</p>

Gaz et Eaux a vendu un partie de ses titres Chargeurs SA

La société Gaz et Eaux a bien vendu une partie des actions qu'elle détenait dans Chargeurs SA. La Société des Bourses françaises a confirmé, le mardi 8 août que la participation de Gaz et Eaux dans Chargeurs SA était passée de 10 % à 3,76 % du capital de cette dernière.

Une activité inhabituelle était observée depuis une dizaine de jours sur l'action du groupe Chargeurs SA, que préside M. Jérôme Seydoux. Entre le 28 juillet et le 7 août, près de 900 000 titres avaient changé de mains (dont 699 570 au cours de la semaine écoulée), soit autant que durant un trimestre boursier normal. Ces échanges représentaient près de 14 % du capital en actions de Chargeurs SA.

Singulièrement, le cours de l'action n'a guère évolué, c'est-à-dire qu'il s'est maintenu dans une fourchette de 140 F à 155 F, attestant que ces mouvements ont, pour l'essentiel, été dus à des applications, c'est-à-dire des accords de cession entre vendeur(s) et acheteur(s) à un prix convenu à l'avance. L'acheteur reste inconnu, mais divers analystes de la place estiment que Gaz et Eaux aurait revendu sa participation au Club Méditerranée.

Le Club, a conclu en avril un accord avec le voyageur Nouvelles Frontières présidé par M. Jacques Mallou. D'où l'idée d'organiser une association à trois avec Aéromaritime (filiale d'UTA et donc de Chargeurs), qui dispose d'une flotte aérienne en accroissement. D'ailleurs, dans le *Nouvel Economiste* du 28 juillet, M. Jérôme Seydoux a déclaré : « Un grand groupe Aéromaritime, Nouvelles Frontières et le Club Méditerranée serait un bon schéma. On en parle et cela pourrait très bien déboucher sur un accord en profondeur. Un transporteur charter a besoin de clients, et les grands organisateurs de voyages sont par définition des clients. On peut concevoir que ces mêmes organisateurs de voyages aient besoin de relations privilégiées avec certains transporteurs. »

[Le 8 août, en fin de matinée, le Club Méditerranée a officiellement démissionné, directement ou indirectement, l'acheteur des actions Chargeurs SA.]

Le magazine « Zoom » doit changer de nom. — A partir de son cent cinquante-deuxième numéro, à paraître ce mois-ci, le magazine de photographie Zoom doit renoncer à son titre. Le tribunal de grande instance de Paris l'y a obligé à la suite d'une plainte d'un négociant en photo qui a déposé le nom en marque de fabrique depuis 1968. Ce commerçant, qui avait accepté de louer cette marque au magazine spécialisé depuis sa création en 1969, a décidé de mettre fin au contrat. Le « magazine de l'image », qui a fait appel de la décision, devra, en attendant un nouveau verdict, s'appeler Z.

COPIES COULEURS Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
MÉDIA VENTURA
ET ÉDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

OUVERT EN AOUT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COUTURES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 650 F VESTONS 1 480 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
COUTURES LÉGÈRES
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Hipparcos en route vers les étoiles

La fusée Ariane lance un satellite d'observation astronomique

Le trente-troisième tir de la fusée européenne Ariane, qui devait avoir lieu dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 août, était attendu depuis deux ans par soixante millions de télespectateurs ouest-allemands. TVSAT-2, l'un des deux satellites embarqués par Ariane, a en effet la lourde responsabilité de remplacer son frère jumeau TVSAT-1, satellite de télévision directe mis en orbite le 21 novembre 1987... qui n'a jamais fonctionné. Ses panneaux solaires avaient en effet refusé de se déployer correctement, retardant la mise en œuvre d'un programme de télédiffusion pour lequel la Bundespost, propriétaire et gestionnaire du système TVSAT, avait investi 1 milliard de deutschemarks (3,4 milliards de francs).

Si tout se passe bien, les télespectateurs ouest-allemands, qui devaient être les premiers d'Europe à disposer d'un satellite de télévision directe, pourraient donc recevoir d'ici quelques semaines les images de haute définition D2 Mac Paquet définies par la norme européenne et destinées à suppléer à terme les systèmes actuels PAL et SECAM. Construit par le consortium franco-allemand Eurosatellite, en même temps que deux autres satellites européens de télévision directe — le français TDF-1 (en orbite depuis le 28 octobre 1988) et le scandinave Tele-X (lancé le 2 avril), TVSAT-2, doté d'une puissance électrique de 3 215 watts, est conçu pour fonctionner dix ans. Placé en orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) par 19° de longitude ouest au-dessus de l'équateur, il devrait pouvoir filmer de la Scandinavie à l'Italie et de la Grande-Bretagne à la Pologne — soit toucher, au total, quelque trois cents millions de personnes.

Observateurs non plus du petit écran mais du ciel, les astronomes du monde entier attendent également beaucoup d'Hipparcos, le deuxième satellite embarqué dans la fusée Ariane. Trois mètres de haut, 2,50 mètres de large, 1 140 kilos : rien de spectaculaire à première vue. Mis au point par l'Agence spatiale européenne (ESA) et construit par trente-cinq pays européens sous la maîtrise d'œuvre de la société française Matra, ce fleuron de la technologie spatiale, dont le coût s'élève à environ 2,4 milliards de francs, observera pourtant, durant les deux ans et demi de sa mission, près de quatre cent mille étoiles avec une précision jamais égale : deux millièmes de seconde d'arc — soit le pouvoir de discrimination qui permettrait de distinguer de la tour Eiffel une balle de golf placée au sommet de l'Empire State Building.

A l'issue d'un mois d'essais et de vérifications en orbite, Hipparcos dont l'acronyme (High Precision Parallax Collecting Satellite) a été choisi en hommage à l'astronome grec Hipparque — commencera de balayer le ciel. Tournant lentement sur lui-même à raison d'un peu plus

d'un tour toutes les deux heures, observant en même temps cinq ou six étoiles, il étudiera en moyenne quatre-vingts fois chaque objet céleste. Soit, au total, près de dix milliards d'informations, qui seront acheminées à la station ouest-allemande de Darmstadt, au Centre d'opération spatiale (ESOC), responsable du satellite tout au long de sa mission (le Monde du 8 mars). De quoi fournir plusieurs années de labeur aux scientifiques, auxquels « l'arpenteur du ciel », comme le nomment les astronomes internationaux, devrait permettre de confirmer ou d'infirmer bon nombre d'hypothèses sur la naissance et l'évolution de l'univers.

CATHERINE VINCENT.

Le Japon annule le lancement d'un satellite météorologique. — Le lancement d'un satellite météorologique japonais GMS-4 a été annulé lundi 7 août, en raison d'un problème d'alimentation dans un moteur de la fusée H-1, ont annoncé les responsables de l'Agence spatiale japonaise (NASDA). C'est le premier échec sur les vingt-trois effectués par le Japon depuis 1975, date à laquelle la NASDA lançait son premier satellite.

Le « New York Times » confirme le démantèlement d'un réseau de la CIA à Téhéran

New-York (AFP). — Le réseau d'espionnage de la CIA, dont le démantèlement avait été annoncé par les autorités iraniennes en avril dernier, avait fourni aux États-Unis des renseignements militaires sensibles, a affirmé mardi 8 août le *New York Times*.

Avant sa découverte, le réseau, dont tous les membres seraient iraniens, transmettait au service de renseignements américain de précieuses informations notamment sur les opérations de la marine iranienne dans le Golfe alors que la U.S. Navy assurait la protection des routes maritimes internationales dans la région, a ajouté le journal, citant des responsables américains anonymes.

Après sa détection, les Iraniens l'ont utilisé pendant plusieurs mois pour livrer de faux renseignements aux États-Unis, ont indiqué les responsables américains, cités par le quotidien new-yorkais, confirmant ainsi des déclarations faites au mois d'avril par des dirigeants de Téhéran.

On ignore cependant à quelle date le réseau a été découvert et pendant combien de temps il a été

utilisé par l'Iran contre ses instigateurs américains, a poursuivi le *New York Times*, selon lequel les espions n'ont pas fourni d'informations sur les otages américains détenus par des extrémistes pro-iraniens au Liban ni sur des développements politiques intérieurs.

Des officiels américains ont expliqué au journal que le recrutement d'espions parmi les militaires iraniens, dont un grand nombre a suivi un entraînement aux États-Unis, était plus facile que parmi d'autres milieux de la population.

SR-LANKA : poursuite du retrait indien. — L'ambassade indienne à Colombo a annoncé, lundi 7 août, la poursuite du retrait des troupes indiennes à Sri-Lanka, avec le départ prévu mardi de six cents hommes, ce qui portera à deux mille quatre-vingt-quinze le nombre de soldats ayant quitté l'île depuis le 29 juillet. Environ quarante-trois mille soldats indiens sont toujours stationnés dans le nord-est du pays. D'autre part, au moins quatorze personnes seraient été récemment tuées dans des violences impliquant des rebelles chrétiens, selon des sources officielles. — (AFP.)

Le groupe Cora et M. Lignac se disputent « l'Est républicain »

Qui contrôlera le capital de l'*Est républicain* en s'emparant des 22 % d'actions détenues par la Grande Claudromerie lorraine (GCL) ? Le groupe Cora-Revelin a saisi le tribunal de grande instance de Metz pour bloquer la transaction qui s'effectuait entre le *Républicain lorrain* et l'*Est républicain* (le Monde du 6-7 août).

Le tribunal a mis sa décision en délibéré jusqu'au 11 août et la Société des Bourses françaises a suspendu jusqu'à nouvel avis la cotation de la Grande Claudromerie lorraine.

Cette société, simple coquille vide, est l'enjeu d'une bataille acharnée entre M. Lignac, PDG de l'*Est républicain* et le groupe Cora de M. Philippe Bouriez. Les actions qu'elle détient peuvent en effet donner à l'un ou à l'autre le contrôle du quotidien. Le *Républicain lorrain*, propriétaire de GCL, semble avoir signé, dans un premier temps, une promesse de vente à M. Bouriez. Mais M. Lignac a obtenu que la justice gèle la transaction.

Le 4 août, renversement de situation : le *Républicain lorrain* semblait prêt à céder GCL à M. Lignac pour 125 millions de francs. L'opération devait se concrétiser le 7 août, mais, ce jour-là, M. Bouriez est passé à la contre-attaque en contestant au *Républicain lorrain* la propriété des actions de la GCL.

J.-F. L.

Dernier protagoniste de l'affaire Sorse Ritsu Ito est mort sans avoir parlé...

TOKYO de notre correspondant

Le dernier protagoniste de l'une des plus mystérieuses affaires d'espionnage de ce siècle, l'affaire Sorse, s'est éteint lundi 7 août à Tokyo, sans jamais avoir révélé ce qu'il savait. Ritsu Ito, ancien membre du Bureau Ito, ancien membre du parti communiste japonais, avait soixante-seize ans. Il avait été à l'origine de l'arrestation par la police japonaise en 1941 de Richard Sorse, journaliste allemand, qui travaillait comme espion soviétique en Extrême-Orient et fut exécuté en 1944. Pendant huit ans, Sorse transmettait des informations à Moscou, dont certaines ne pouvaient venir que des sources les plus hautes placées (notamment sur la décision de Tokyo de ne pas entrer en guerre avec l'URSS en 1941 et en revanche l'attaque des États-Unis). En même temps que Richard Sorse furent arrêtés d'autres membres de son réseau, dont Hotsu Ozaki, employé des chemins de fer de Mandchourie, qui subit le même sort (1).

Le nom de Ritsu Ito est lié à deux moments cruciaux de l'histoire du mouvement ouvrier au Japon : la naissance du parti com-

muniste, au début des années 20 et les « purges rouges » de MacArthur de janvier 1950. Ito s'enfuit alors en Chine. Il devait y passer trente ans. Accusé de trahison par les communistes japonais, il fut exclu du parti en 1953. En 1949, un rapport des forces armées américaines d'occupation avait révélé qu'Ito avait été l'une des personnes dont le témoignage aurait permis l'arrestation de Sorse : il avait en effet été arrêté par la police en 1939 puis libéré un an plus tard sur parole. Il devait être une nouvelle fois emprisonné, de 1941 à la fin de la guerre.

Libéré après la défaite en même temps que les autres prisonniers politiques, Ritsu Ito gravit rapidement les échelons de la hiérarchie du PCJ aux côtés des chefs historiques : Yoshio Shiga, Sano Natsuki, Kyuichi Tokuda. Bras droit de ce dernier, lors de la création du parti, Ritsu Ito devint rédacteur en chef adjoint du *Drapeau rouge*, l'organe du PC. Fut-il l'un des responsables du virage à gauche du PC au début des années 50, ce que les tenants de l'autre ligne, qui allaient prévaloir par la suite, nomment « l'aventurisme gauchiste » ?

Réfugié en Chine à partir de 1951, Ito fut en tout cas séparé des autres communistes nippons à la suite de la mort, à Pékin en 1953, de Kyuichi Tokuda. Sans être victime des luttes internes au sein du PCJ pour la succession de Tokuda ou bien, à Tokyo, les communistes nippons avaient-ils la preuve qu'il avait effectivement « trahi » ? En tout cas, le 21 septembre 1953, l'organe du PCJ attaque violemment Ritsu Ito : comparé à Beria, il fut accusé d'avoir « vendu le parti aux réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur ». Il sera formellement exclu du PCJ.

On ne devait plus entendre parler de lui pendant de longues années, au point que l'on se demandait s'il avait été éliminé par les Chinois. Puis, en août 1980, Pékin reconnut officiellement qu'il se trouvait en Chine. Il fut renvoyé au Japon le mois suivant. Il devait passer les neuf années qui lui restaient à vivre dans une petite maison des environs de Tokyo sans jamais s'être expliqué sur son passé.

Ph. P.

(1) Sur l'affaire Sorse, voir notamment le livre que lui a consacré Robert Guilland, *L'espion qui sauva Moscou*, Le Seuil, 1980.

Mort de Mira Trailovic fondatrice du Festival de théâtre de Belgrade

Mira Trailovic, fondatrice du Festival international de théâtre de Belgrade (BITEF), est morte dimanche à Belgrade d'un cancer. Elle était âgée de soixante-trois ans.

Grande, imposante, Mira Trailovic a dominé le théâtre européen des années 70. Considérée comme l'une des personnalités les plus influentes du théâtre yougoslave, elle a fait du BITEF, fondé en 1968, un véritable carrefour entre l'Est et l'Ouest. En invitant des metteurs en scène alors inconnus, qui s'appelaient Peter Stein, Luca Ronconi, Louis Lounsbury, Nuriya Raport, Roger Planchon ou Ariane Mnouchkine, elle a imposé un lien d'accueil indispensable pour les nouvelles tendances théâtrales du monde entier.

Nommée directrice du Festival de Nancy en 1982, cette femme philosophe, pétite d'aspect et d'imagination, s'est attachée à poursuivre cette confrontation entre l'Est et l'Ouest qui lui était chère. Pour tous les metteurs en scène européens, elle a été une mère attentive, généreuse, lucide. Une grande figure, une femme courageuse et irremplaçable.

B. M.

Polémique à Longjumeau

M. Pierre-André Wiltzer propose une « solution de sagesse »

M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, propose « une solution de sagesse » pour régler la querelle surgie à Longjumeau entre la municipalité socialiste et la communauté locale des rapatriés d'Afrique du Nord. Par décision du 2 juin dernier, le conseil municipal s'appuie en effet à débaptiser la voie Bachaga-Boualem — figure historique des harbis — pour lui substituer le nom de Victor Basch, héros de la Résistance et ancien président de la Ligue des droits de l'homme (le Monde du vendredi 4 août).

M. Wiltzer suggère de maintenir la voie Bachaga-Boualem et de donner le nom de Victor Basch à une autre artère de la ville. M. Wiltzer lance un appel à la municipalité de Longjumeau « pour qu'elle fasse un geste de bonne volonté » et annonce que si cette proposition était rejetée il serait prêt « à organiser au moment du changement de nom une manifestation de protestation sur la voie publique avec la participation de tous ceux qui sont choqués par le comportement partisan du nouveau maire de Longjumeau ».

Risques d'infection par des salmonelles en Belgique

Le secrétariat d'État à la santé a mis en garde les vacanciers contre les risques d'infection à partir de l'eau de mer contaminée par des salmonelles, micro-organismes pathogènes responsables de troubles gastro-intestinaux parfois graves (salmonelloses). Sans interdire expressément les baignades dans les zones concernées, il précise que chacun devrait « prendre ses responsabilités en ne se baignant pas dans les zones où la teneur en salmonelles se révèle importante », en particulier à « La Panne, Coxijde, Oostduinkerke et Nieuport ».

Des concentrations anormalement élevées de salmonelles ont aussi été retrouvées par l'Institut belge d'hygiène et d'épidémiologie dans les eaux des rivières qui traversent les localités de Florenville, La Roche-en-Ardenne et Tuff. Les autorités belges rappellent que les salmonelles peuvent constituer des risques sérieux, « en particulier pour les enfants, les personnes âgées ou affaiblies ».

Le numéro du « Monde » daté 8 août 1989 a été tiré à 531 653 exemplaires

A C D E F G H